

A TRAVERS LE MONDE

SOUDAN

Plus de quatre cents soldats tués par les rebelles en 1985

Khartoum. — Les rebelles du sud du Soudan, en lutte depuis trois ans contre le pouvoir central, ont tué quatre cent vingt-cinq soldats de l'armée régulière en 1985, rapporte le quotidien *Al Umma*, organe de la principale formation politique du pays. Ce chiffre traduit une nette augmentation des pertes subies par les troupes gouvernementales dans les combats qui les opposent à l'Armée de libération du peuple du Soudan (ALPS), que dirige le colonel John Garang. Selon *Al Umma*, l'armée avait perdu cent soixante hommes en 1984. Les responsables soudanais ont reconnu, ces derniers mois, que les combats dans le Sud s'étaient intensifiés en dépit d'une « trêve » décrétée par l'ALPS.

De source diplomatique occidentale à Khartoum, on estime que les forces de M. Garang n'ont pas remporté de victoires stratégiques importantes. Elles se sont emparées des mois dernier d'une petite localité, Yirou, à 1050 kilomètres de Khartoum, et tentent de pousser plus au nord, vers la ville de Rumbek. L'agence soudanaise de presse, citant des réfugiés de Yirou, affirme que les rebelles ont massacré quatre-vingt-deux civils à leur arrivée dans cette localité. — (Reuters.)

EL SALVADOR

La guérilla paralyse les transports routiers

San-Salvador (AFP). — Les transports routiers ont été largement paralysés jeudi 16 janvier dans plusieurs régions du Salvador, lors de la première journée d'une nouvelle campagne de blocage de la circulation lancée par la guérilla.

Le FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale) a déclenché cette opération, pour une durée illimitée, en riposte à un projet de réformes économiques annoncé par le gouvernement Duarte. Celui-ci projette de dévaluer la monnaie, de restreindre certaines importations, d'augmenter le prix des produits pétroliers, ainsi que les impôts. Ce train de mesures a été critiqué par la guérilla, les syndicats, plusieurs associations, les milieux industriels et l'opposition d'extrême droite.

Parallèlement à cette campagne de paralysie des transports, la radio du FMLN, Radio-Venceremos, a fait état d'opérations de sabotage contre le réseau électrique. La nuit, le centre l'est, mais aussi l'ouest du pays ont été particulièrement touchés jeudi par le blocage des transports et la circulation a été paralysée à 90 % dans plusieurs régions.

RFA

Excuses publiques d'un député CSU à la communauté juive

Bonn. — Le jeune député bavarois Hermann Fellner (CSU), qui avait tenu des propos antisémites au sujet des réparations demandées au groupe Flick pour l'utilisation de travailleurs forcés pendant la guerre, s'en est excusé publiquement le jeudi 16 janvier de la tribune du Bundestag et auprès du président de la communauté juive ouest-allemande, M. Nachmann. Il a indiqué qu'il avait seulement voulu mettre en garde contre le risque d'une « mauvaise interprétation » de la demande de réparations effectuée par les organisations juives si tard après la guerre, et que toute idée antisémite lui était étrangère.

M. Fellner, qui est porte-parole du groupe parlementaire CSU pour les questions intérieures, avait estimé dans une interview que cette demande de réparation risquait d'éveiller l'impression que « les juifs sont toujours à tondre la main des qu'on entend le son de l'argent dans les caisses allemandes ». — (Corresp.)

PROCHE-ORIENT

Israël

Adieu à l'inflation ?

De notre correspondant

Jérusalem. — Adieu à l'inflation ? La hausse vertigineuse des prix, qui déstabilise l'économie israélienne depuis plusieurs années, ne sera peut-être bientôt qu'un mauvais souvenir. Les derniers chiffres publiés cette semaine sont impressionnants. En décembre, les prix ont augmenté seulement de 1,3 % (contre 27,5 % en juillet, par exemple). C'est le meilleur score depuis dix ans pour un mois de décembre. Bien plus : le taux cumulé de l'inflation a atteint 185 % en 1985 contre 445 % l'année précédente. Et il est déjà retombé aujourd'hui au rythme annuel de 30 %.

En agissant simultanément sur tous les facteurs d'inflation — prix, salaires, taux de change, — le plan d'austérité mis en œuvre il y a six mois a donc atteint son principal objectif : ramener à la raison une économie devenue folle. Loin d'être un résultat purement technique lié à des mesures administratives, la désinflation résulte d'une réelle évolution économique due à un rassemblement de la demande. L'austérité et la récession vont de pair.

Pour prix de cet assainissement, le public a consenti de gros sacrifices. Les salaires du secteur privé sont revenus à leur niveau de 1977 et ceux des fonctionnaires à celui de 1967. Les Israéliens, traditionnellement gros épargnants, ont amorcé le choc en réduisant leur bar de de laine. Le ministre des finances, M. Yitzhak Mordechai, bat, quant à lui, des records de popularité, ce qui en

dit long sur le degré de lassitude qui accablait le consommateur et sur son désir de stabilité. Deux Israéliens sur trois tiennent le plan gouvernemental pour un succès.

Le pouvoir a d'autres raisons de se réjouir. L'Etat s'est imposé une nouvelle réduction de ses dépenses (400 millions de dollars), qui correspond plus, il est vrai, à un allègement de la charge fiscale qu'à une diminution de l'activité gouvernementale. La productivité du travailleur israélien, médiocre de longue date, a légèrement progressé. Le commerce extérieur s'est redressé, la balance des paiements enregistrant même un excédent. La dette extérieure, qui grossissait chaque année de 3 milliards de dollars, s'est enfin stabilisée. Les réserves en devises sont de nouveau confortables.

La « normalisation » durera-t-elle au-delà de la période du gel des prix et des salaires maintenus jusqu'en avril ? Beaucoup dépendra de l'issue des négociations sur le renouvellement des conventions collectives. Le ministre des finances souhaite supprimer une fois pour toutes le système d'indexation automatique des revenus qui a tant nourri l'inflation. La centrale syndicale Histadrout s'oppose à ce projet. La baisse sensible des coûts de production (-10 % en 1985) — due notamment à la chute des tarifs pétroliers — permettra de contenir les revendications patronales lors du prochain débloqué des prix. Chacun devra y mettre du sien pour transformer ces premiers succès en une victoire durable.

J.-P. LANGELLIER.

Liban

LE DÉPART EN EXIL DE M. HOBEIKA

Les dirigeants chrétiens tentent de définir une politique commune à l'égard de Damas

De notre correspondant

Beyrouth. — Sans la freiner, la Syrie maintient à un niveau limité la pression militaire de ses alliés sur les dirigeants de la bataille entre chrétiens qui a vu la déroute de M. Hobeika. Les combats demeurent cantonnés à deux « fronts » éloignés de la capitale : le fief de M. Samir Geagea, à la limite nord du secteur chrétien et, à l'est, le village du président Gemayel, Bickfaya, ainsi que ses environs.

Les Forces libanaises, milice chrétienne renforcée entre les mains de M. Geagea, et la fraction chrétienne de l'Armée libanaise, ont dépêché des renforts sur les points menacés, arrêtant la progression de leurs adversaires. A Douar, carrefour qui commande l'accès de Bickfaya, l'armée annonce avoir détruit trois véhicules tous terrains et une jeep porte-canon, faisant seize morts dans les rangs des assiégés. Dans les jords (montagnes) de Batroun, les Forces libanaises affirment avoir reconquis un hameau sur « les miliciens de la gauche » accusés d'en avoir massacré les habitants et sacré l'église.

La population débousoyée

Damas n'a fait donner dans ces combats que des milices solidement sous son contrôle, chrétiennes Marada de M. Soliman Frangieh, ou non confessionnelles (PS, PSNS, Baas). Sur les lignes de démarcation dites « traditionnelles » de Beyrouth et de Souk-el-Gharb, ont stationné des milices musulmanes, surtout d'origine syrienne, la situation n'est plus aussi calme que pendant ces deux derniers mois.

Par ailleurs les médias du camp islamique haussent le ton et l'on évoque dans les milieux bien informés de Beyrouth-Ouest le recours à un boycottage total du président Gemayel, qui se traduirait par la rupture des derniers liens maintenus épisodiquement par le chef du gouvernement, M. Rachid Karamé, et plus régulièrement par le président de la Chambre, M. Hussein Husseini.

En attendant que le camp chrétien, en pleine confusion, définisse clairement sa position à l'égard de la « paix syrienne », codifiée dans l'accord inter-milices du 28 décembre, Damas dose une pression qui, trop brutale, ferait voler en éclats une politique patiemment élaborée et mise en œuvre.

La population chrétienne est en plein désarroi. Déjà débousoyée par un accord qui promettrait certes un apaisement dans l'immédiat mais réduisant à terme son rôle politique, elle voit grossir la menace d'une

« Un soldat israélien a été blessé jeudi 16 janvier dans le secteur de Bint-Jbeil, au Liban du Sud, par l'explosion d'un engin piégé lors du passage de son véhicule, a annoncé le porte-parole de l'armée israélienne. — (AFP.)

Yémen du Sud

APRÈS UNE BRÈVE ACCALMIE Les combats s'amplifient à Aden et s'étendent à tout le pays

« La situation empire » au Yémen du Sud où les combats ont repris avec intensité jeudi, assure ce vendredi matin 17 janvier le ministre djiboutien des affaires étrangères, M. Farah. Au cours d'une conférence de presse, le ministre, rapporte notre envoyé spécial à Djibouti, Jacques de Barrin, a expliqué que le conflit opposant depuis lundi dans la capitale rebelles et partisans du président Ali Nasser Mohamed « semble s'étendre à l'ensemble du pays ».

Après l'accalmie qui, mercredi, donnait l'impression d'un essouffissement de la rébellion, les combats se sont poursuivis jeudi, plus particulièrement en deux endroits de la capitale : autour de l'aéroport et dans le quartier du palais présidentiel qui serait la proie des flammes. Le principal dépôt de munitions de la capitale aurait sauté. Les bombardements ont fait de très nombreuses victimes civiles, selon le témoignage du commandant d'un cargo réplé sur Djibouti. Il a précisé que le ministère de la défense avait été incendié et que les ambulances se succédaient sans interruption dans la ville prise sous les tirs d'artillerie. Il semble que les trois armes — aviation, marine, infanterie — et les milices se soient partagées entre les deux camps.

Toujours selon des témoignages recueillis à Djibouti, les conditions de vie à Aden deviennent de plus en plus précaires : les habitations sont privées d'eau et d'électricité et l'approvisionnement du port a sauté, inondant de pétrole tout un quartier. Le ministre djiboutien des affaires étrangères a indiqué qu'il venait de recevoir des demandes de la Grande-Bretagne et de l'URSS, sollicitant l'appui des autorités du petit Etat pour faciliter le transit de leurs ressortissants, évacués d'Aden par voie maritime.

Pour la première fois, des informations font état d'une extension du conflit à d'autres régions que celle de la capitale. Selon le quotidien du Golfe *Al Khalef*, des tribus fidèles au colonel Ali Atar — qui aurait été l'un des auteurs de la tentative de coup d'Etat — se seraient soulevées et prépareraient une offensive dans la région d'El-Dalea, à quelque 200 kilomètres au nord-ouest d'Aden, près de la frontière avec le Yémen du Nord.

Toute la journée de jeudi, des informations confuses ont circulé sur des négociations qui seraient en cours. Une commission de personnalités du Parti socialiste yéménite (le parti unique) aurait été constituée pour amorcer une médiation entre rebelles et partisans du président Ali Nasser Mohamed. Cette commission, selon différentes sources, a été nommée par le bureau politique du parti réuni sous la présidence du chef de l'Etat. Elle serait composée de responsables représentant les diverses tendances qui s'affrontent sans merci depuis la tentative de coup d'Etat de lundi dernier.

En revanche, les dernières informations connues ne font plus état des « négociations » qui se seraient

ouvertes jeudi à l'ambassade d'Union soviétique à Aden entre le président Ali Nasser Mohamed et les quatre chefs de la rébellion — l'ancien chef de l'Etat Abdel Fatah Ismail, le colonel Ali Mohamed Antar, le ministre des collectivités locales Ali Salem Al Bechd et un dirigeant du parti, Ali Shai. Radio-Aden avait annoncé, dès lundi, que ces quatre hommes avaient été exécutés et elle avait répété cette information mercredi. Mais depuis le début de la crise, une radio-pirate, apparemment installée au nord de la capitale, et contrôlée par les rebelles, assurait que les quatre chefs de la rébellion étaient en vie.

Le rôle de l'Union soviétique — très présente dans l'appareil d'Etat comme dans l'armée sud-yéménite — reste des plus mystérieux. Les Soviétiques appuient-ils un des deux

PARIS DÉCIDE L'ÉVACUATION DES RESSORTISSANTS FRANÇAIS

La France a décidé d'évacuer ses ressortissants et essaiers de mener les préparatifs de cette opération en concertation avec les autres ambassades à annoncer, vendredi, à Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay.

Aucun des cent trente Français résidant au Yémen n'a été blessé au cours des affrontements de ces derniers jours. La plupart d'entre eux sont regroupés à Aden, dans les locaux de l'ambassade (qui ont été atteints par des obus) et dans un hôtel, une quinzaine seulement travaillant à environ 200 kilomètres au nord de la capitale. Ces opérations d'évacuation, qui seront difficiles à organiser, pourraient être effectuées par des bâtiments de la marine française qui se trouvent dans la région.

camp ou tentent-ils de favoriser une négociation ? L'agence Tass se bornait jeudi à indiquer qu'il y avait eu un accord de cessez-le-feu : « Les parties en conflit, écrit Tass, n'ont pas réussi à respecter l'accord de cessez-le-feu [...] des mesures ont été prises pour faire cesser les affrontements et normaliser la situation ».

Le premier ministre sud-yéménite, M. Haider Aboubakar Al Attas, est arrivé jeudi à Moscou, en compagnie de son ministre des affaires étrangères, M. Abdoul Aziz Abdo Al Dali, et du ministre du commerce, M. Ahmed Ubayd Al Fadli. Tous trois ont été surpris par la tentative de coup d'Etat alors qu'ils se trouvaient en visite officielle en Inde.

Enfin, il semble que M. Gorbatchev ait adressé un message aux autorités du Yémen du Nord pour les mettre en garde contre toute tentative d'intervention militaire dans les affaires de leur voisin du sud. — (AFP, AP, Reuters.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65572 F
Télécopieur : (1) 45-23-46-51
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Lemaire (1982-1983)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wauts

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-83 et 45-55-91-71
Tél. MONDEUB 266 136 F

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,80 \$; Côte d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 2,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; États-Unis, 1,25 \$; France, 100 F ; Grèce, 120 dr. ; Islande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 250 ¥ ; Luxembourg, 20 F ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 f. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 235 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Yougoslavie, 110 nd.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande au moins un mois avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0394-2037

M.A., G.B., I.B., J.D., J.F., L.G., B.G., E.C., H.C., A.H., B.J., J.K.K., D.L., Y.O., J.P., P.P., M.P., A.P., M.P., M.R., J.R., J.S., M.S., D.S., K., D.T., G.V., M.A., B.A., G.B., J.B., M.C., Y.C., J.D., C.D., C.D., A.G., J.-Y.H., J.-P.H., L.F.-P., R.L., B.P., G.P., G.P., J.P., C.Q., J.S.-G., P.B., H.B., M.C., A.D., J.P.-H., M.H., P.J., J.-N.J., M.P., A.R., F.S., M.T., G.U.

Les 100 têtes que la droite veut faire tomber (1)

Grands commis, superpatrons, ténors de l'audiovisuel, découvrez leurs noms et les raisons de leur condamnation, cette semaine, dans *Le Nouvel Observateur*. La semaine prochaine : les étoiles de l'armée, les grands flics, les hauts magistrats et les diplomates qui ne sont pas indéboulinables.

le nouvel Observateur

CETTE SEMAINE

ASIE

Philippines

LE FILLEUL DE M^{re} AQUINO TUÉ ET MUTILÉ

Manille (AFP, Reuters, UPI). — Le fils de M^{re} Corason Aquino, principal rival du président Marcos à l'élection présidentielle du 7 février, a été tué avec son chauffeur dans une embuscade, mercredi 15 janvier. Ce double meurtre a eu lieu dans la province natale de la candidate, à Tarlac. Il est perçu par ses partisans comme une tentative d'intimidation. D'une part, la victime, Jeremiah De Jesus, âgé de quarante-neuf ans, faisait activement campagne pour M^{re} Aquino dans la province. D'autre part, selon un ancien parlementaire de Tarlac, M. Jose Yap De Jesus s'était rendu la veille à l'ambassade des Etats-Unis, à Manille, pour dénoncer la « campagne de terreur » dirigée contre les partisans de l'opposition et qui seraient régies, selon lui, des éléments armés dans la province.

« Je ne dis pas qu'il a été tué par des éléments armés du KBL (parti de la nouvelle société de M. Marcos), mais je ne serais pas surpris que, demain, l'armée accuse les communistes de cet assassinat », allusion à la version officielle du meurtre de Benigno Aquino (époux de la candidate).

On fait remarquer, enfin, que le crime est quasiment signé. En effet, le pouce et l'index de la main gauche de la victime — qui servent notamment aux partisans de M^{re} Aquino à former la lettre « L », initiale du parti Laban (combat), fondé par son mari — ont été sectionnés... Jeudi, le département d'Etat américain a officiellement « déclaré » ce meurtre ainsi que la violence politique.

M. Marcos épuisé

D'autre part, le président Marcos, visiblement épuisé par l'effort que lui impose la campagne, a été l'objet de soins médicaux, jeudi, au cours d'une réunion électoraliste. Le président, qui paraît souffrir depuis plusieurs années d'une grave affection rénale, a dû être porté sur l'estrade par ses gardes du corps, ses jambes paraissant trop faibles pour le soutenir.

Enfin, selon le premier rapport d'enquête d'une commission du Sénat américain, le président philippin et son épouse seraient vraisemblablement accusés aux Etats-Unis d'une fortune immobilière d'au moins 250 millions de dollars. Un banquier philippin, qui gère les affaires du président, a été appelé à comparaître.

Chine

Les partisans de M. Deng amplifient la lutte contre la corruption

De notre correspondant

Pékin. — Les dirigeants chinois ont sorti la grosse artillerie pour tenter d'endiguer la vague de corruption qui submerge de plus en plus le pays, minant leur autorité et leur image de marque, alors que l'année 1986 s'annonce difficile (le Monde du 27 décembre 1985 et du 4 janvier 1986). Les tirs de barrage de la presse contre les « crimes économiques » et les « tendances malsaines » sont devenus quotidiens. Une conférence sur ce thème regroupant huit mille cadres s'est tenue à Pékin du 6 au 9 janvier.

Convoquée sous l'égide des partisans de M. Deng, elle a été la fois très ferme dans sa condamnation de la corruption et très prudente dans son évaluation du phénomène, affirmant qu'il n'affecte qu'une « poignée de cadres hors la loi et déviés ». Il n'en demeure pas moins que cela « met sérieusement en danger les intérêts de l'Etat et du peuple », selon le Quotidien du peuple.

Un « groupe dirigeant » a été mis en place pour mener le combat jusqu'au bout de la hiérarchie. Il est présidé par M. Qiao Shi, membre du Politburo et secrétaire de la commission des sciences politiques et juridiques du comité central ; il a pour adjoint MM. Wang Zhaoguo, membre du secrétariat et directeur du bureau général du comité central, et Qiang Xiaochu, secrétaire de la commission de discipline.

Les partisans de M. Deng ont donc pris l'initiative et le contrôle du mouvement anticorruption. La commission de discipline, présidée par M. Chen Yun, que l'on sait réticent devant les réformes économiques, est désormais chapeautée par

M. Qiao Shi. L'équipe responsable des réformes, après avoir subi les foudres des conservateurs, qui l'accusaient d'être à l'origine des déviations actuelles et qui avaient, par exemple, révélé plusieurs scandales à Haïnan et Shenzhen, a voulu ainsi se donner les moyens de renvoyer la balle dans le camp adverse.

Car chaque bord à ses brebis galeuses. Le Quotidien du peuple avait la semaine dernière dénoncé ceux qui répandaient des rumeurs de mutations contre les artisans de la réforme économique. Les conservateurs avaient réussi à stopper le train des réformes au cours des derniers mois de 1985 par leurs critiques et leurs blocages, mais aussi en raison d'un emballement inquiétant de l'économie.

Faisant d'une pierre deux coups, les « déviateurs » en ont profité pour mettre sous le feu des projecteurs la nouvelle vague de dirigeants qui devaient graduellement, à compter du XIII^e congrès du PCC prévu pour 1987, assurer la relève du tandem Hu Yaobang-Zhao Ziyang : la conférence était présidée par M. Hu Qili, qui fait figure de dauphin de M. Hu Yaobang. MM. Wang Zhaoguo, Qiao Shi et Tian Jiyun y ont joué un rôle déterminant ; seul manquait à la tribune M. Li Peng, en visite à Shanghai.

Quelle sanction ?

Pour donner l'exemple, on peut penser que le coupé et tombé bien sûr sur un « gros bonnet » du gouvernement ou du parti et il sera intéressant de voir jusqu'où l'on osera frapper. Mais une sanction spectaculaire est désormais indispensable à la fois pour rassurer la

population et pour faire, si c'est possible, assez peur aux bureaucrates véreux, sans avoir à recourir aux méthodes expéditives et massives des années 50. « Nous cherchons », nous a dit un officiel. La campagne contre la criminalité de ces dernières années pourrait donc être remplacée par une campagne contre la corruption.

Il fallait, en même temps, rassurer la population sur les réformes, à un moment où on en voit souvent plus les défauts (corruption, inflation) que les avantages. M. Tian, un économiste, a assuré que la réforme des prix allait continuer, que en dépit de la flambée de 1985, elle avait été bénéfique et que le niveau de vie avait augmenté. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt : si la réforme des prix se poursuit, la réforme avec un grand « R », est, elle, toujours en panne. Le risque de le rester jusqu'au prochain plénum du comité central prévu à l'automne pour évaluer les résultats de la campagne anticorruption, de la situation économique et de l'édification idéologique et spirituelle.

S'adressant aux huit mille cadres, M. Hu Yaobang a donné comme mots d'ordre pour 1986 : « Consolider, assouplir, compléter et perfectionner » la réforme. En clair, après l'emballement de 1985, il faut resserrer les boulons, tout revoir pour éviter de nouveaux dérapages, afin de permettre de repartir d'un bon pied avec le vingt-troisième congrès. En attendant, contrairement à ce que l'on avait pu penser après la mise à la retraite massive des « vétérans » lors de la conférence nationale du PCC de septembre dernier, le poids des opposants aux réformes demeure non négligeable.

PATRICE DE BEER.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Une commission d'enquête dénonce les « contacts » entre le pouvoir politique et la Mafia

Qui faut-il croire ? M. Reagan, qui affirmait, dans un récent article publié dans le New York Times, avoir réussi, pour la première fois aux Etats-Unis, à « mettre en déroute », la Mafia, ou les membres d'une commission présidentielle sur le crime organisé qui viennent, dans un rapport, de mettre en cause les « contacts » existant, affirmant-ils, entre le gouvernement de M. Reagan et le syndicat des transporteurs routiers (les « teamsters »), lui-même accusé de liens avec la Mafia ?

Créée en 1983, à l'initiative de la Maison-Blanche, et présidée par le

juge Irving Kaufman, la commission est plutôt sévère pour l'actuelle équipe dirigeante américaine. Le cas de Jackie Presser, le président du syndicat des « teamsters », lui fournissait, à vrai dire, une piste particulièrement intéressante pour tenter de mettre au jour les tendances de la Mafia à rechercher des protections politiques. Accusé de détournement des fonds du syndicat, J. Presser a fait l'objet, l'an dernier, d'une enquête à l'issue de laquelle, étrangement, aucune poursuite n'a été engagée.

Soucieuse de trouver les raisons de cet arrêt des poursuites, la commission a été amenée à se demander si les sources apportées par le « boss » syndicaliste aux républicains pendant les campagnes électorales de 1980 et 1984 n'avaient pas pu influencer le déroulement de l'enquête. Un grand jury fédéral est, du reste, en train d'examiner les circonstances dans lesquelles le département de la justice, après de longs atermoiements, n'avait finalement pas donné suite aux accusations contre Presser.

Selon le rapport de la commission présidentielle, outre les « teamsters », trois autres grands syndicats sont « influencés ou contrôlés par le crime organisé ». Il s'agit du syndicat des dockers, de celui des employés d'hôtel et de restaurant, enfin

de l'Union internationale des travailleurs d'Amérique du Nord. Déplorant l'absence d'une stratégie fédérale, la commission constate l'inefficacité des efforts des départements de la justice et du travail pour combattre la Mafia, et elle affirme sa « conviction » que le gouvernement ne pourra « jamais » éliminer le crime organisé du marché du travail, « s'il ne met pas au point un plan national d'ensemble ».

Notant que M. Reagan et son vice-président, M. Bush, ont rencontré, à plusieurs reprises dans le passé, Jackie Presser, la commission lance une mise en garde au pouvoir politique, en estimant que de tels contacts peuvent « conduire à affaiblir la confiance de l'opinion et décourager le désir que soit mis fin au racket ».

Si, sur le fond, les conclusions de la commission n'apportent pas au dossier d'éléments entièrement inédits, elles ont au moins le mérite de la précision. Elles confirment en tout cas l'empresse que conserve le crime organisé aux Etats-Unis, dans les secteurs-clés de l'activité économique. Une réalité qui n'est en rien modifiée par l'augmentation spectaculaire — un quadruplement — des inculpations contre des chefs « mafiosi » depuis 1981.

M. L.

LES MANIFESTATIONS CONTRE LE SÉNATEUR KENNEDY A SANTIAGO

Washington critique les autorités chiliennes

Le gouvernement américain a critiqué, jeudi 16 janvier, les autorités chiliennes pour avoir pris des mesures de sécurité « inadéquates » lors des manifestations qui ont entouré la visite à Santiago du sénateur Edward Kennedy. Le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a indiqué que, à la connaissance des autorités américaines, les manifestations « représentaient une organisation proche du gouvernement chilien » et que Washington avait fait part de sa « préoccupation » aux autorités de Santiago.

Le sénateur Kennedy a été bloqué mercredi à l'aéroport de Santiago par un groupe de manifestants, et son cortège a été la cible de divers projectiles. Il a dû être évacué de l'aéroport par hélicoptère (le Monde du 17 janvier).

Avant de quitter Santiago pour Lima, le sénateur Kennedy s'est déclaré choqué et effrayé par les violations des droits de l'homme au Chili par le régime du général Pinochet.

Il a ajouté qu'il avait rencontré des gens « de grande valeur » engagés dans la lutte pour le changement pacifique au Chili et a une nouvelle fois fait l'éloge de l'accord national pour la transition vers la

démocratie, signé le 26 août dernier par onze partis ou mouvements d'opposition, soutenus par l'Eglise catholique. Ceux qui avaient dans le cadre de cet accord national dûment savoir que « des millions de gens à travers le monde partagent leur cause », a-t-il ajouté.

A Lima, jeudi soir, le problème de la dette extérieure et la limitation par le Pérou de son remboursement à 10 % de la valeur de ses exportations ont été au centre des deux heures d'entretien entre M. Kennedy et le président péruvien Alan García. Ils ont également évoqué la course aux armements et les conséquences des rivalités des superpuissances en Amérique du Sud. Lors d'une conférence de presse, M. Kennedy s'est déclaré convaincu que la question de la dette requerrait la collaboration de tout l'hémisphère.

« Aucun pays ne peut résoudre seul ce problème », a-t-il dit.

Il a ajouté que le problème est politique et demande une solution politique. « Nous ne pouvons pas le laisser aux banquiers », a-t-il affirmé. La solution passe par une croissance économique stable et soutenue, et les mesures pour affronter le problème ne peuvent être rigides ni automatiques. — (AFP).

AFRIQUE

Lesotho

Incertitude sur le sort du premier ministre

La situation semblait s'être normalisée, jeudi 16 janvier, à Maseru, au lendemain de ce qui est apparu comme une tentative de coup d'Etat. Les rues de la capitale du Lesotho ne sont plus sillonnées par des véhicules militaires, mais on ignore toujours où se trouve le premier ministre, le chef Mothabane.

Le gouvernement a de nouveau démenté une quelconque tentative de putsch, et le ministre de l'Information, M. Desmond Sibihe, qui, la veille, avait parlé, à propos des mouvements de troupes observés autour des bureaux du premier ministre de « manœuvres » et d'« exercices » militaires, a affirmé jeudi que ces mouvements étaient dus à une « alerte à la bombe », précisant toutefois qu'aucun engin explosif n'avait été découvert et démantelé, d'autre part, que des membres de la ligue de la jeunesse du Parti national basotho (au pouvoir) aient été arrêtés.

Pour M. Sibihe, les informations relatives à un coup d'Etat sont « le produit de l'imagination des journalistes étrangers ». Le gouvernement a également accusé la radio sud-africaine d'avoir alimenté les rumeurs à ce sujet. Le général Lek-

hany, commandant des forces paramilitaires (qui, avec environ mille cinq cents hommes, constituent l'armée nationale), a invité la population à conserver son calme et à rester loyal en s'abstenant de prêter l'oreille aux médias étrangers. De son côté, M. Sibihe a déclaré ignorer où se trouvait le premier ministre.

En Afrique du Sud, les journaux font largement état de la « disparition » du premier ministre, qui, selon le Star, aurait été écarté du pouvoir à la faveur des événements de mercredi.

S'agissant, d'autre part, du blocus économique imposé par l'Afrique du Sud, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « P. K. Botha », a déclaré que les mesures de « stricte surveillance » de la frontière entre les deux pays seraient maintenues jusqu'à nouvel ordre. Pretoria, estime-t-on dans les milieux diplomatiques, pourrait lever ce blocus si les autorités du Lesotho acceptaient la mise en place d'un dispositif de surveillance de la frontière, visant à interdire les infiltrations des maquisards de l'ANC (Congrès national africain). — (AFP, Reuters, AP, UPI).

Algérie

Le référendum sur la Charte nationale : 98,37 % de « oui »...

De notre correspondant

Alger. — Le texte de la nouvelle Charte nationale algérienne a été approuvé, jeudi 16 janvier, par référendum, par 98,37 % des suffrages exprimés. La participation électo-

rale a atteint le niveau record de 95,92 %. La Charte de 1976 avait recueilli 98,51 % de suffrages favorables, pour une participation de 91,26 %. Le ministre de l'Intérieur, M. Hadj Mohamed Yala, a annoncé officiellement les résultats à la télévision dans la nuit de jeudi à vendredi. L'agence algérienne de presse service (APS), citant les chiffres du ministère, précise qu'il y avait 11 218 395 inscrits et 10 761 402 votants. Le nombre de « oui » atteint 10 504 809, celui de « non » 180 790, soit 1,63 %, et il y a eu 75 803 bulletins nuls. Certains wilayas (départements) ont particulièrement manifesté leur enthousiasme : El Tars a enregistré 100 % de « oui », devant à peine Bordj, Arreridj et Annaba (99,99 %). En revanche, dans la capitale, les « oui » n'ont obtenu, si l'on peut dire, que 91,83 %. La communauté algérienne implantée à l'étranger se distingue aussi par un score nettement au-dessous de la moyenne nationale, de 95,57 %.

Dans les bureaux de vote que nous avons visités jeudi, l'ambiance était plutôt bon enfant, reflétant la quiétude d'un jour férié ordinaire. Dans la majorité des centres, les hommes votaient d'un côté, les femmes de l'autre. Du moins en théorie, car peu d'entre elles s'étaient déplacées, laissant ce soin aux hommes de la famille.

Il n'était pas rare de voir des adolescents munis de la carte d'électeur de leur mère ou de leur sœur. Les scrutateurs, peu exigeants, ne pratiquaient pas toujours des contrôles d'identité.

Les modalités étaient simplifiées par les couleurs des bulletins de vote : blanc pour « oui », orange vif pour « non ». Le sol des isolats était, dès midi, jonché d'une multitude de petits papiers orange. Un jeune Algérien à la sortie d'un bureau, nous a confié que, même sans décoller manifestement leur enthousiasme : El Tars a enregistré 100 % de « oui », devant à peine Bordj, Arreridj et Annaba (99,99 %). En revanche, dans la capitale, les « oui » n'ont obtenu, si l'on peut dire, que 91,83 %. La communauté algérienne implantée à l'étranger se distingue aussi par un score nettement au-dessous de la moyenne nationale, de 95,57 %.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

CRÉE A DJIBOUTI PAR SIX ÉTATS

L'Autorité intergouvernementale contre la sécheresse favorise des contacts entre les présidents éthiopien et somalien

De notre envoyé spécial

Djibouti. — Une nouvelle organisation africaine est née le jeudi 16 janvier à Djibouti : l'Autorité intergouvernementale contre la sécheresse et pour le développement en Afrique de l'Est (IGADE), une région dont « 80 % des terres sont arides ou semi-arides » et qui, selon les calculs des experts, a besoin d'une aide d'urgence de 800 millions de dollars. Une conférence des bailleurs de fonds devrait se réunir en septembre prochain. M. François Mitterrand a fait savoir, dans un message adressé aux six chefs d'Etat de l'IGADE, que la France était prête à apporter un « soutien matériel » à leur entreprise.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

M. L.

Le gouvernement de la Charte nationale sur l'enseignement

Le gouvernement algérien a adopté, jeudi 16 janvier, la Charte nationale sur l'enseignement. Ce texte, qui vise à réformer le système éducatif, a été approuvé par référendum. La Charte prévoit notamment une réforme de la structure des établissements scolaires, une amélioration des méthodes d'enseignement et une formation plus poussée des enseignants. Elle vise également à renforcer le rôle de la famille dans l'éducation de ses enfants.

La Charte nationale sur l'enseignement est le fruit d'un processus de consultation qui a duré plusieurs mois. Elle a été élaborée par une commission spéciale chargée de réfléchir aux besoins du pays en matière d'éducation. Le texte est considéré comme une avancée majeure dans la mise en œuvre de la réforme éducative initiée par le gouvernement algérien.

Le gouvernement algérien s'engage à mettre en œuvre les dispositions de la Charte nationale sur l'enseignement dans les meilleurs délais. Il prévoit notamment de lancer une campagne de formation des enseignants et de rénover les équipements scolaires. La Charte vise également à promouvoir l'éducation des filles et à améliorer la qualité de l'enseignement technique et professionnel.

La Charte nationale sur l'enseignement est un document fondateur pour l'éducation algérienne. Elle marque le début d'une nouvelle ère de réformes éducatives. Le gouvernement algérien s'engage à poursuivre ses efforts pour améliorer le système éducatif et offrir à tous les citoyens une éducation de qualité.

Le Parlement algérien a adopté, jeudi 16 janvier, la Charte nationale sur l'enseignement. Ce texte, qui vise à réformer le système éducatif, a été approuvé par référendum. La Charte prévoit notamment une réforme de la structure des établissements scolaires, une amélioration des méthodes d'enseignement et une formation plus poussée des enseignants. Elle vise également à renforcer le rôle de la famille dans l'éducation de ses enfants.

La Charte nationale sur l'enseignement est le fruit d'un processus de consultation qui a duré plusieurs mois. Elle a été élaborée par une commission spéciale chargée de réfléchir aux besoins du pays en matière d'éducation. Le texte est considéré comme une avancée majeure dans la mise en œuvre de la réforme éducative initiée par le gouvernement algérien.

Le gouvernement

EUROPE

Italie

Le gouvernement obtient la confiance de la Chambre dans le débat sur l'enseignement religieux

De notre correspondant

Rome. — Une bourrasque inattendue vient de secouer la coalition gouvernementale. L'affaire avait pris corps lorsque le 14 décembre dernier le ministre de l'Éducation nationale, M. Francesco Falcucci (démocrate-chrétien) avait signé avec le cardinal Poletti, président de la Conférence épiscopale italienne, un accord visant à mettre en œuvre l'un des points prévus au nouveau Concordat du 18 février 1984 entre l'État italien et le Vatican : l'enseignement de la religion catholique dans les écoles.

Très rapidement, le camp laïque a réagi. Une centaine de députés appartenant aussi bien à la majorité qu'à l'opposition ont, dans une motion de défiance, reproché à M. Falcucci d'avoir en cette affaire « pris le parti de Dieu au moins avant que celui de César », selon l'expression de l'un des principaux organisateurs de la contre-attaque.

Aux termes des accords de Latran (1929), « l'heure de religion » (1) est « obligatoire » dans les établissements primaires et secondaires. Cette formulation implique que les familles qui voudraient en dispenser leurs enfants doivent faire une démarche explicite en ce sens.

Concession

Il avait été admis que, en application du nouveau Concordat, l'heure de religion continuerait de figurer au nombre des « disciplines » régulièrement enseignées dans le cadre scolaire, mais serait désormais facultative. Dès lors, seuls les élèves expressément inscrits devraient en suivre les cours.

Un consensus national s'était dégagé sur ce principe, mais c'est à l'heure d'en mettre en œuvre les « détails » que la fracture s'est produite entre laques intransigeants et démocrates-chrétiens. L'une des dispositions nouvelles les plus mal reçues par les laques a certainement été l'extension à la maternelle, jusque-là tenue à l'écart de l'ensei-

gnement « facultatif » de la religion.

Les adversaires de M. Falcucci ont, dès lors, imposé la tenue au Parlement d'un débat de fond qui s'est achevé le jeudi 16 janvier par l'approbation d'une motion de confiance au gouvernement (346 votes pour, 231 contre). Mais le côté apparentement aisé de cette victoire ne doit pas faire illusion : il n'a pas fallu moins que la menace de quitter le gouvernement, agitée par la puissante démocratie-chrétienne, en la personne de son secrétaire, M. De Mita, pour rassembler toutes les forces de la majorité — y compris donc des laques — derrière le ministre de l'Éducation nationale. Encore, des concessions ont-elles dû être faites aux adversaires du projet gouvernemental.

Les motions de censure, qui avaient été déposées, visaient pour l'essentiel à assurer que l'inscription à l'enseignement religieux procède bien d'un libre choix, que la marque inévitablement imprimée à de jeunes esprits n'en préserve pas moins pour l'avenir la possibilité d'autres options, et enfin que les élèves ne suivant pas l'heure de religion ne soient pas pénalisés.

Parmi les concessions consenties par le gouvernement, on note que dès l'âge de quatorze ans, ce sont les élèves eux-mêmes et non plus leurs parents qui procéderont à leur inscription en « religion ». Les pouvoirs publics devront organiser soigneusement des activités de substitution pour les adolescents qui ne suivront pas cet enseignement.

La hiérarchie catholique a vivement réagi à cette offensive, estimant que, selon toute apparence, le camp laïque s'efforçait de remettre en cause, dans leur application, les dispositions adoptées lors du vote du nouveau concordat.

JEAN-PIERRE CLERC.

LA RÉFORME INSTITUTIONNELLE DE LA CEE

Le Parlement européen se rallie aux positions du Conseil, mais s'inquiète de l'opposition danoise

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Le Parlement européen a, jeudi 16 janvier, sensiblement infléchi sa position sur la réforme de la CEE envisagée par les États membres. Le changement de cap de l'Assemblée de Strasbourg devrait permettre au gouvernement italien de lever la réserve émise à l'issue des travaux du conseil européen de décembre dernier à Luxembourg.

La résolution, adoptée par 208 voix contre 63 (plus italiens de toutes tendances, quelques sociaux-démocrates allemands, les représentants danois et deux RPR), avec 40 abstentions (conservateurs britanniques), rappelle le texte voté le 11 décembre, qui déplorait la modestie des résultats obtenus par les chefs d'État et de gouvernement ; mais elle est d'une tonalité plus positive. Ainsi, le Parlement s'engage, dans le texte de jeudi, « à exploiter toutes les possibilités offertes » par les modifications du traité de Rome prévues par le conseil européen. Strasbourg rapporte surtout aux élections européennes de 1989 une réforme plus poussée du fonctionnement de la CEE.

Avant le scrutin, M. Van den Broek, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas (qui assurera depuis le 1^{er} janvier la présidence des travaux communautaires), s'est montré confiant en déclarant que son gouvernement avait décidé de « conclure à bref délai la conférence intergouvernementale, qui a un succès limité mais significatif ». Il n'y a actuellement aucune chance, a-t-il ajouté, d'atteindre un autre résultat en jouant les prolongations. La Haye estime, encore possible que l'« acte unique », élaboré à Luxembourg, soit signé le 27 janvier, à l'occasion de la prochaine rencontre des ministres des affaires étrangères des Douze.

Les autorités ouest-allemandes estiment cependant le délai un peu court. Mais, jeudi, à Strasbourg, c'était surtout le débat politique au

URSS

« Discours de Valerian Zorine. — Valerian Zorine, l'un des vétérans de la diplomatie soviétique, est décédé à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, a annoncé jeudi 16 janvier l'agence Tass.

FOURRURES GEORGE V

Samedi 18, DIMANCHE 19, Lundi 20 Janvier
et jours suivants

PAR AUTORISATION PREFERATORIALE (loi du 30.12.1906)

AVANT TRAVAUX

LIQUIDATION totale

MANTEAUX

| | | | | | | | | |
|--------------|--------------------|--------------------|--------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|
| Vison pastel | 38750 ^F | 14500 ^F | Vison pastel | 41750 ^F | 22800 ^F | Vison dark | 26750 ^F | 19500 ^F |
| Vison dark | 32750 ^F | 23800 ^F | Vison dark | 28750 ^F | 21500 ^F | Ragondin allongé | 9250 ^F | 5600 ^F |
| Ragondin | 8450 ^F | 4800 ^F | Marmotte | 30850 ^F | 14750 ^F | Zorinos | 6850 ^F | 4750 ^F |
| | | | Mouton | 7250 ^F | 3850 ^F | | | |

VESTES

| | | | | | | | | |
|-------------------------|--------------------|-------------------|------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|-------------------|
| Castor longs poils | 10350 ^F | 6450 ^F | Opossum | 6750 ^F | 4850 ^F | Renard d'Asie | 8450 ^F | 5250 ^F |
| Loup et Renard | 12850 ^F | 6350 ^F | Marmotte | 14750 ^F | 9600 ^F | Renard roux | 10250 ^F | 6500 ^F |
| Vison (petites tailles) | 8750 ^F | 4650 ^F | Vison dark | 22750 ^F | 16500 ^F | Vison milleraies | 12750 ^F | 7850 ^F |
| Mouton | 6450 ^F | 3700 ^F | Mouton | 3450 ^F | 2250 ^F | col Renard | 1950 ^F | 840 ^F |
| | | | | | | Chevrette | | |

HAUTE FOURRURE

| | | | | | | | | |
|----------------------------|---------------------|--------------------|-------------------------|---------------------|--------------------|-------------|---------------------|--------------------|
| Vison Blackglama | 85000 ^F | 55000 ^F | Vison blanc | 75000 ^F | 48000 ^F | Pékan | 72350 ^F | 35000 ^F |
| Chat Lynx | 145000 ^F | 75000 ^F | Lynx canadien | 110000 ^F | 65000 ^F | Zibeline | 120000 ^F | 55000 ^F |
| Vison tourmaline et Renard | 65000 ^F | 36000 ^F | Castor Oyster et Renard | 51050 ^F | 27000 ^F | BOLEROS | 18750 ^F | 13000 ^F |
| | | | | | | Vison blanc | | |

VESTES

| | | | | | | | | |
|-----------------|--------------------|--------------------|-----------------|--------------------|--------------------|-------------|--------------------|--------------------|
| Vison dark Saga | 36750 ^F | 24500 ^F | Vison luninaire | 28750 ^F | 19500 ^F | Renard bleu | 17850 ^F | 12500 ^F |
| | | | | | | | | |

Pelisses

| | | | | | | | | |
|---------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------|--------------------|--------------------|
| Col Opossum | 2850 ^F | 1450 ^F | Vison pastel blanc | 85000 ^F | 35000 ^F | Vison luninaire | 75000 ^F | 30000 ^F |
| Int. Castor | 8750 ^F | 4200 ^F | Renard roux, noir | 75000 ^F | 30000 ^F | Lynx | 85000 ^F | 35000 ^F |
| Int. Ragondin | 14350 ^F | 6500 ^F | | | | Vison dark | 42000 ^F | 20000 ^F |

Magasin ouvert sans interruption de 10h à 19h.

FOURRURES GEORGE V

40, Avenue George V. Paris 8^e



JAMBOREE MONDIAL 1937 et 1947

badges et insignes

Bernard B. Miller, 585 West End Ave. New York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

MARCEL SCOTTO.

Médecin ou Pharmacien avec un Bac A

La classe prépa du CEPES a permis depuis 15 ans à de nombreux bacheliers littéraires d'aborder les études de médecine ou de pharmacie avec un maximum de chances. D'octobre à juin, à temps complet.

CEPES, 57, rue Ch-Laffitte, 92200 NEUILLY. 47-45-09-19 ou 47-22-94-94.

Centre culturel latino-américain
Pour travailler avec
L'AMÉRIQUE LATINE
Pour mieux connaître
ses langues, ses cultures
Pour réussir vos contacts
et défendre vos projets
Soyez d'espagnol,
de portugais-brésilien
et de quechua - Cours à la carte
CETECLAM
Organisme formateur n° 11750225575
6, rue des Fossés-Saint-Marcel
75005 PARIS - Tél. : 43-36-56-84

Les oasis Tunisiennes.

Votre nouveau décor en un temps record.



Décollez à 16 H. Dîner à Tozeur.

Le Grand Sud Tunisien, ce n'est plus le bout du monde. Avec les nouvelles lignes Tunis Air, vous changez de décor en un temps record.

Alliez le charme et la diversité. Les oasis vous invitent au voyage. Excursions en Land Rover ou à dos de chameau, char à voile sur le Chott El Jerid. Cet hiver, vous retrouvez l'été.

Joies du désert mais aussi de la mer, pourquoi pas une petite virée sur l'île de Jerba... Magnifique !

La Tunisie.
Le pays proche.

politique

La « plate-forme pour gouverner ensemble » du RPR et de l'UDF

Prévue par l'accord conclu par le RPR et l'UDF le 10 avril dernier, la « plate-forme pour gouverner ensemble » a été solennellement signée le jeudi 16 janvier devant un parterre de photographes, par MM. Jacques Chirac et Jean Lecanuet, président respectifs de ces deux formations.

Dans son préambule, M. Chirac a affirmé : « Il est exclu que le Parti socialiste puisse demain constituer une majorité de gouvernement. L'objectif, le seul, de M. Mitterrand et du Parti socialiste est de nous empêcher de constituer cette majorité en recourant à tous les moyens de la propagande et en manipulant la vérité. » Il a ajouté que si les électeurs donnaient à l'opposition « une large et solide majorité », alors celle-ci ne se déroberait pas devant ses responsabilités.

Quant à M. Lecanuet, il a affirmé que la victoire du RPR et de l'UDF était un enjeu si important qu'il l'emportait sur les considérations relatives à la co-

habitation avec M. Mitterrand. Il a aussi dénoncé les listes marginales qui « font le jeu de M. Mitterrand qui place ses dernières illusions dans l'empêchement de toute majorité ». M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a applaudi les deux orateurs et cautionné par sa présence à la tribune la « plate-forme » que les deux partis comptent mettre en œuvre dans l'hypothèse de la cohabitation.

Le dirigeant centriste, dont les sympathies « barristes » étaient jusqu'alors affichées, admet-il maintenant une éventuelle cohabitation que refuse avec obstination M. Barre ? Car le nouveau document postule cette solution pour l'après-16 mars. Sa tonalité marque une réelle évolution par rapport à certaines thèses ultralibérales, qualifiées tour à tour de réaganianes ou de thatchériennes, défendues naguère par l'opposition, bien que M. Chirac assure que ce projet n'a pas changé et qu'il est toujours

dans ses lignes essentielles celui que l'opposition défend depuis plusieurs années.

Le préambule proclame que « le socialisme a été un échec » et qu'il faut « rompre avec le dirigisme », mais le reste du document est dénué de toute agression. Mieux même, RPR et UDF admettent le caractère irréversible de certaines réformes menées à bien par la gauche comme la décentralisation et l'abolition de la peine de mort. Ils n'évoquent pas la dénationalisation de la sidérurgie ou de Renault, mais précisent que les entreprises feront retour au secteur privé pendant la législature. Enfin, les acquis sociaux réalisés depuis 1981 ne sont pas remis en cause ainsi d'ailleurs que l'avait déjà précisé M. Chirac à plusieurs reprises.

En rassemblant leurs rangs autour d'un programme, les deux partis de l'opposition veulent atténuer l'impression de rivalité interne qu'a pu donner leur négociation sur les investitures. Le bloc exclusif

ainsi constitué ne tente-t-il pas de cette façon d'isoler M. Barre, en soulignant qu'il est bien le seul dirigeant partisan de l'anticohabitationnisme ? En adoptant un ton relativement serein, les responsables du RPR et de l'UDF ont sans doute jugé inutile de faire preuve de trop d'arrogance et d'une agressivité prématurée envers un président de la République avec lequel ils seraient peut-être contraints de cohabiter dans deux mois.

En ne condamnant pas en bloc toutes les réalisations faites depuis 1981, ils n'ont pas voulu rebouter les électeurs déçus par le socialisme en leur proposant un retour pur et simple à un passé rejeté par le pays il y a cinq ans. Ils veulent les convaincre qu'ils n'auront rien à perdre à changer de majorité dans deux mois.

ANDRÉ PASSERON.

Économie « libérée » et « progrès social »

• PRIX

L'ensemble des prix sera immédiatement libéré. Les ordonnances du 30 juin 1945 relatives au contrôle économique seront abrogées. Cette abrogation sera complétée par une réforme et une modernisation de notre législation sur la concurrence et la consommation.

• CONCURRENCE

Le droit nouveau de la concurrence, applicable également aux interventions et activités publiques, sanctionnera les pratiques discriminatoires intentionnelles tendant à entraver la concurrence. Il reformera l'actuelle commission de la concurrence au bénéfice d'une nouvelle juridiction relevant des tribunaux de l'ordre judiciaire.

Une action de déréglément s'impose simultanément dans les grands secteurs : l'énergie, où la loi de 1928 sur les produits pétroliers sera abrogée ; les transports, où une concurrence loyale entre la SNCF et les autres moyens de transport, sera rétablie ; les télécommunications, où jouera la concurrence sur les liaisons interentreprises et internationales et sur les services nouveaux. La déréglément du secteur des banques et des assurances bénéficiera à l'ensemble de l'économie, en particulier aux petites et moyennes entreprises.

• FISCALITÉ

La fiscalité doit évoluer vers une moindre taxation des revenus des particuliers, des bénéfices et de la rémunération des risques, vers un allègement des charges assises sur les salaires, vers une fiscalité locale moderne.

I. - **Priorités immédiates** : - Au prix d'économies représentant en 1987 environ 1 % du PIB, il est possible de procéder, dans la première partie de la législature, à un premier allègement de la taxe professionnelle et à des cotisations d'allocation familiales sur les salaires ; à une première diminution de l'impôt sur le revenu garantissant qu'en aucun cas l'impôt n'excèdera la moitié du revenu imposable, ramenant la tranche maximale à 60 % puis à 50 % et mettant fin aux autres pénalisations abusives ; à une remise en ordre de la fiscalité de l'épargne assurant sa neutralité ; à la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et au traitement des problèmes posés par la transmission d'entreprises.

Parallèlement seront revues les procédures de contrôle et d'inquisition fiscale et douanière pour les faire revenir dans le droit commun.

II. - **Au cours de la législature**, - pour les entreprises, - le relai progressif des cotisations d'allocation familiales par d'autres ressources publiques affectées est une action essentielle. La taxe professionnelle sera profondément réformée. Enfin, le capital-risque et le développement des fonds propres par la suppression de la double taxation des dividendes seront encouragés.

Pour les particuliers, il s'agit de revenir à un taux marginal de l'impôt sur le revenu n'excédant pas 50 % et de réduire en conséquence les autres tranches du barème. Les conditions actuelles d'imposition des patrimoines, qui découragent l'investissement, seront remises en cause. La constitution d'une épargne-retraite sera fiscalement encouragée.

• CHANGES

L'objectif est de rétablir la liberté totale des changes dans les plus brefs délais. Les opérations courantes des entreprises, notamment toutes les opérations liées aux règlements commerciaux, seront libérées immédiatement.

Le Monde publiera demain, dans son édition datée dimanche 19-janvier 20 janvier, la texte intégral de la plate-forme RPR-UDF.

• CREDIT

Dotée de l'autonomie par un statut nouveau, la Banque de France interviendra de manière globale par des mécanismes de marché. La libre concurrence jouera entre les banques pour la rémunération de l'épargne et l'octroi des prêts.

• DÉNATIONALISATIONS

Le cadre juridique permettant d'engager dès 1986 un programme de dénationalisations sera mis en place sans délai.

La loi dite de démocratisation du secteur public sera immédiatement abrogée ; les modalités de représentation des salariés dans les nouveaux organes sociaux seront définies cas par cas en fonction, notamment, de l'actionnariat salarié potentiel.

Au cours de la législature seront dénationalisées les banques et compagnies financières, les assurances, le secteur de l'audiovisuel, les grands groupes industriels (Pechiney, Thomson, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, CGE, Bull), et cédées les autres participations de l'Etat susceptibles de trouver preneur sur le marché. A terme, tout le secteur concurrentiel aura vocation à être dénationalisé.

Les dénationalisations se feront directement sur le marché, après avis d'une commission consultative veillant à la transparence et à l'impartialité des procédures ; elles prendront des formes diversifiées (échange de titres ; cessions pures et simples ; augmentation de capital ; ouverture à l'investissement étranger dans le respect de la réglementation qui leur est applicable).

Un régime fiscal général metant fin à la pénalisation des actions, complété par des incitations spécifiques, des encouragements aux souscriptions d'actions par le personnel, des possibilités de paiement différé, permettra au programme de dénationalisation de se dérouler à la mesure des capacités du marché financier.

• INDUSTRIE ET SERVICES

L'Etat devra veiller à la création d'un climat économique favorable à la reprise de l'investissement productif. Dans les secteurs en difficulté, on aidera aux adaptations nécessaires par des encouragements temporaires. Dans les secteurs de haute technologie, le soutien aux grands projets, sous forme de contrats publics, devra prendre pleinement en compte la dimension européenne.

Dans les économies modernes, la création d'emplois s'effectue de plus en plus dans le secteur tertiaire. En concertation avec les professions concernées, seront définies les conditions favorables à l'investissement, à l'emploi et à l'exportation dans ce secteur.

Le développement de formules de concessions permettra le lancement de programmes d'infrastructures collectives. De nouveaux domaines seront ouverts dans les services et les infrastructures à l'initiative privée.

• EPARGNE ET MARCHÉ FINANCIER

La neutralité de la fiscalité entre actions et obligations et la suppression progressive des bonifications d'intérêts permettront le développement d'un vaste marché de capitaux, unifié et dynamique, au service de l'économie tout entière.

• EMPLOIS ET RELATIONS SOCIALES

La gestion des effectifs doit relever de la seule responsabilité de l'entreprise (...). Les autorisations administratives doivent, quant à elles, être supprimées afin de favoriser l'embauche sous réserve de conventions conclues avec le Fonds national pour l'emploi. Les effets de seuil qui freinent la création d'emplois seront gelés, c'est-à-dire n'entraîneront pas d'obligations nouvelles tant que la situation de l'emploi ne se sera améliorée.

(...) Les réglementations relatives au travail à temps partiel, au travail intérimaire, aux contrats à durée déterminée seront assouplies.

Pour le marché de l'emploi, la décentralisation de l'ANPE pourra contribuer à une plus grande efficacité du placement. La création d'emplois en régions défavorisées sera facilitée par la constitution de zones d'emplois à contraintes allégées.

L'emploi des jeunes doit être spécifiquement encouragé, notamment par des « contrats à temps partiel » et à durée déterminée, combinant formation et emploi ; et par la réduction des cotisations sociales.

Les charges entraînées par le lourd fonctionnement des appareils syndicaux seront revues et les lois Auroux seront modifiées en ce sens, dans le respect de l'expression directe des salariés.

Un statut allégué pour les petites et moyennes entreprises permettra que s'y développe un dialogue social plus direct.

La politique contractuelle doit être décentralisée et le champ d'application des accords d'entreprises élargi. Cette politique a besoin d'interlocuteurs représentatifs, mais la représentativité ne saurait résulter seulement d'un privilège. Aussi, sans remettre en cause le principe de représentativité, conviendra-t-il d'en moderniser les critères légaux.

En matière salariale, les vraies réponses sont la décentralisation des négociations, le refus des indexations, le développement de la part variable ou individualisée de la rémunération et l'intéressement. Le principe du salaire minimum doit être préservé, mais son évolution doit tenir davantage compte des possibilités de l'économie et de la situation des branches et des entreprises.

Dans les entreprises nationalisées, la loi de démocratisation du secteur public sera immédiatement abrogée (...). Mais la participation sous ses diverses formes permettra d'associer plus étroitement les salariés à la vie de leur entreprise et à son avenir. La vente au personnel d'actions des entreprises dénationalisées, à des conditions préférentielles, sera l'un des moyens. L'intéressement aux résultats ira dans le même sens. Enfin, la participation aux responsabilités se manifestera par le droit d'expression des salariés et par leur association aux décisions intéressant la vie de l'entreprise.

• PROTECTION SOCIALE

Trois principes seront mis en œuvre :

- Réduire la tutelle excessive de l'Etat.

- Responsabiliser les professions de santé, les gestionnaires des établissements de soins et des organismes de financement. Un véritable contrôle parlementaire doit pouvoir s'exercer chaque année. Les assurés doivent être exactement informés du coût réel de leur protection sociale (...). La totalité des cotisations versées en leur nom par leur employeur devra figurer sur les feuilles de paie.

- Permettre à la liberté de chacun de s'exprimer au cœur même d'un système de solidarité, grâce à la personnalisation des formules de prévoyance.

Pour l'assurance-maladie, dans le cadre de la solidarité, qui est celui de l'assurance-maladie obligatoire, chacun doit pouvoir s'adresser à l'organisme de son choix pour la protection complémentaire qu'il souhaite ; les conditions de prise en charge étant alors définies entre organismes de garantie et dispensateurs de soins.

Les établissements de santé doivent disposer d'une plus grande autonomie dans la gestion de leur budget. Les modalités de mise en œuvre de la départementalisation seront revues.

La libération des prix permettra par ailleurs à notre industrie pharmaceutique de retrouver la place qu'elle occupait dans le monde en matière d'innovation et de recherche ainsi que de production.

Pour la retraite, à partir de soixante ans est un droit qui sera maintenu pour tous ceux qui le désirent, mais les conditions d'une vraie

retraite à la carte devront être créées.

(...) La solidarité restera naturellement assurée dans le cadre du régime général obligatoire, financé par cotisations et redistribué suivant le principe de répartition.

Mais il faut encourager la constitution de systèmes de retraite facultatifs fondés sur la capitalisation et sur l'épargne.

Pour la famille, l'objectif est de lutter contre le déclin de la natalité. Aussi convient-il d'offrir aux Français, par une politique familiale active, à l'initiative de l'Etat ou des collectivités locales, un environnement social et culturel encourageant la naissance du troisième enfant. De son côté, le système de prestations doit clairement garantir le libre choix par les familles d'un troisième enfant, par exemple grâce au développement de l'allocation parentale d'éducation ou à l'ouverture de droits propres en matière de retraite au profit des mères de famille.

• IMMIGRÉS

On ne saurait contraindre les étrangers en situation régulière qui souhaitent rester en France à la quitter. Ce choix doit rester un acte volontaire. De nouvelles conditions de retour doivent cependant en faire une alternative sérieuse (...). Aux étrangers en situation régulière, il est garanti la stabilité du séjour lorsqu'ils remplissent les conditions qui ont conduit à leur délivrer une carte de séjour et de travail, et à leur reconnaître l'essentiel des droits sociaux. Quant aux droits civiques et politiques, ils sont liés à la nationalité. Cette dernière devra être demandée et acceptée ; son acquisition ne saurait résulter de mécanismes purement automatiques.

Aux ceux qui ne désirent pas s'intégrer, il faut offrir les conditions d'un retour utile dans le cadre d'accords négociés avec les pays d'émigration. Pour intéresser tant l'étranger que son Etat d'origine et provoquer un nombre de retours significatifs, il faut que les incitations financières à l'aide au retour soient accompagnées par la mise en œuvre de formations adaptées aux besoins du pays intéressé.

• AGRICULTURE

Si l'amélioration des revenus agricoles demeure un objectif prioritaire, une attention soutenue doit être apportée aux problèmes des régions défavorisées, dont les handicaps devront être compensés et les possibilités de revenus complémentaires encouragées.

Le régime social agricole, dont l'autonomie de gestion sera préservée, devra permettre l'achèvement de la parité et une plus juste participation des agriculteurs au financement des prestations.

Enfin, l'élargissement de la CEE étant réalisé, les garanties minimales que nos producteurs sont en droit d'attendre devront faire l'objet d'un réexamen.

• LOGEMENT

Une importante déréglément sera engagée afin que les entreprises ne soient plus entravées dans leurs initiatives et que leurs coûts cessent d'augmenter du fait de contraintes non économiques. Enfin, aussi souvent que possible, le régime d'autorisation sera remplacé par un régime de déclaration.

L'investissement immobilier sera encouragé par l'abrogation de la loi Guillaud, remplacée par : - Un cadre nouveau et conventionnel organisant les relations entre propriétaires et locataires ; en supprimant l'impôt sur les grandes fortunes ; en retrouvant une rentabilité locative grâce à une libération maîtrisée des loyers ainsi que par une sortie progressive des contraintes de la loi de 1948 dans le respect des droits acquis par les personnes âgées.

L'accession à la propriété devra être facilitée par une fiscalité plus incitative : - Il importe que l'aide publique soit recentrée au bénéfice de ceux qui en ont le plus besoin. C'est ainsi que devront être revues les contraintes juridiques et financières qui pèsent sur les organismes d'HLM.

(Lire la suite page 8.)

Liberté de changes : une sortie de devises importante

La libération immédiate de toutes les opérations liées aux règlements commerciaux, c'est-à-dire la suppression de l'obligation - coûteuse et gênante - de rapatrier le produit des exportations dans les quinze jours après le départ des marchandises, et la possibilité - actuellement refusée aux importateurs - d'acheter leurs devises par avance entraîneraient automatiquement une sortie de devises d'une quarantaine de milliards de francs. Pour les opérations en capitaux (investissements français à l'étranger et réciproquement) la libération serait étalée dans le temps pour limiter le risque d'évasion de capitaux.

L'octroi de l'autonomie à la Banque de France prendrait mobile aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale où le banque centrale est, en principe, indépendante des pouvoirs publics, ce qui n'a guère été le cas en France depuis 1936. En ce qui concerne le crédit, la libre concurrence entre les établissements pour la rémunération de l'épargne et l'octroi des prêts, implique leur « banalisation », c'est-à-dire la suppression des « privilèges ». Serait théoriquement visés le livret A de Caisse d'épargne et le livret bleu du Crédit Mutuel dont les revenus sont exonérés d'impôts, de même que les activités bancaires des PTT, avec une dérogation à titre transitoire.

La liberté pour la rémunération de l'épargne impliquerait la disparition des tarifs « administrés ».

F. R.

Protection sociale : des ambiguïtés

Rédigée dans un style abscons qui, par comparaison, fait paraître aisée et élégante la langue de bois des appareils syndicaux, le chapitre de l'opposition sur la protection sociale laisse bien des questions sans réponse. On peut en faire deux lectures, également valables l'une et l'autre. Cette ambiguïté s'explique probablement par les divergences entre les partis de l'opposition sur des points importants, comme la gestion de l'assurance-maladie obligatoire ou les moyens de la politique familiale.

La première traduction respectueuse de la gauche, « acquis sociaux » de la gauche, elle maintient la protection sociale à son niveau et dans son architecture actuelle, tout en cherchant à éviter les drapages financiers ; elle conserve aussi la retraite à soixante ans, bien que, légère inflexion, elle prône l'encouragement aux formules de retraite par capitalisation.

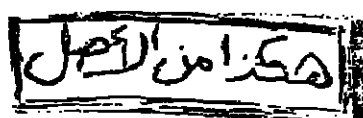
Présentée comme une nouveauté, en effet, la protection complémentaire facultative, individuelle ou collective, existe déjà en matière de retraite comme de santé. La nécessité de créer un environnement favorable à la famille (logement, modalités de travail) est proclamée par tout le monde. Et la grande politique familiale annoncée paraît aussi limitée que celle des socialistes. Promettre d'alléger la tutelle de l'Etat sur les régimes sociaux ou les établissements hospitaliers ne mange pas de pain non plus, comme le coup de chapeau aux

« principes de l'exercice libéral de la médecine ».

Mais on peut aussi lire dans le document la possibilité de s'adresser à l'organisme de son choix pour la protection obligatoire maladie, comme cela existait avant 1945 (sur ce point, une rédaction antérieure distinguait beaucoup plus nettement l'obligatoire et le facultatif), ce qui correspond au vœu du Parti républicain. Dans ce cas, « la limitation des charges obligatoires résultant du système » ne sera-t-elle pas par renvoi d'une partie des dépenses sur une assurance volontaire ? Ou se situera le partage entre « le régime général obligatoire » (sic) de retraite et les systèmes facultatifs ? D'autres incertitudes pèsent sur la politique familiale : « l'environnement favorable à la famille » sera-t-il réservé aux seuls citoyens français, comme le congé familial rémunéré accordé pour le troisième enfant, que le RPR souhaite développer et qui a été laissé à l'initiative des collectivités locales, par suite de l'opposition du CDS ?

A ces incertitudes, on peut ajouter la question de la libération des prix des médicaments. Se fera-t-elle progressivement, comme l'a dit M. Juppé (le Monde du 6 novembre 1985) ou sera-t-elle immédiate ? Dans ce dernier cas, on risque de passer de la progression de la consommation, il n'y a la choix, à brève échéance, qu'à une baisse drastique des remboursements ou un dérapage incontrôlable de l'assurance-maladie... - G. H.

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 demeco



MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE, PAS SI BÊTE

POLITIQUE

LA « PLATE-FORME POUR GOUVERNER

Une société de libertés

L'emploi : sans garantie

Il faut rendre grâce à l'opposition de ne pas avoir commis l'erreur commune des partis absents du pouvoir : aucune promesse chiffrée n'est faite en matière d'emploi. L'opposition qui justifie un tel silence ? Il n'y a pas d'emplois nouveaux sans croissance. Laquelle ? « La croissance est largement déterminée par l'environnement mondial ». Si la « crise mondiale est finie » et la croissance « répartie dans le monde », la France doit d'abord retrouver une progression au moins égale aux autres (3 % par an).

Ensuite ? Pas de recettes, ou presque, le programme évoquant tout en termes vagues. Un seul engagement : on fera plus et mieux pour une France qui bouge.

Une seule certitude : les travailleurs immigrés sont fermement conviés à s'intégrer ou à partir. En situation régulière, il leur est garanti la stabilité du séjour lorsqu'ils remplissent les conditions qui ont conduit à leur délivrance d'un titre de séjour et de travail. En cas de chômage, ils pourraient être appelés à quitter le territoire national, tout comme les condamnés de droit commun après avoir purgé leur peine. « A ceux qui ne désirent pas s'intégrer, il faut offrir les conditions d'un retour utile (...) et, précise le texte, il convient de « provoquer un nombre de retours significatifs ». Le style est clair : « la présence de l'étranger sur notre sol », « l'espace de tolérance » qui lui est concédé dans une société « dont il ne saurait remettre en cause l'identité », évacuant de filigrane souverain.

Pour le reste, la plate-forme se réfugie derrière des généralités et des termes ambigus qui correspondent bien à la difficulté, rencontrée par ailleurs, de préciser le contenu de certaines formes.

Syndicats : imprécisions

Pour tout ce qui concerne la négociation collective, la participation des salariés et la vie syndicale, la plate-forme RPR-UDF a indéniablement édulcoré certaines propositions initiales des deux formations.

Sur plusieurs points cependant, des risques de conflits subsistent avec les syndicats. D'abord, la plate-forme RPR-UDF se prononce pour l'abrogation de la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public. Cela se traduira concrètement par la sortie des conseils d'administration des entreprises des salariés élus en 1984. On aurait pu imaginer une démarche plus souple. Les obligations de la loi de démocratisation qui ne concernent que le secteur public cessent d'être appliquées lors de la dénationalisation des entreprises. La CGC, M. Chirac avait pourtant semblé favorable au maintien de la représentation des salariés dans les conseils d'administration.

Cette abrogation, politiquement symbolique, ne constituera peut-être pas le lever de rideau idéal pour la relance de la participation soustraite par ailleurs. Au demeurant, seules la CGC et la CFTC sont intéressées par un développement de la participation « aux responsabilités ». FO et la CGT y demeurent opposées. La CDTI vient peu sur ce terrain.

Il n'est plus question, en revanche, d'une abrogation des lois Auroux, que le patronat lui-même ne demande plus. Mais la volonté de modifier ces lois pour revoir « les charges entraînées par le fonctionnement des appareils syndicaux » - diminution du crédit d'heures accordé aux représentants syndicaux ? suppression d'un niveau de représentation du personnel ? -

Politique industrielle : des aides publiques peu libérales

Des aides seront accordées aux secteurs industriels en difficulté : voilà une proposition peu libérale. Ne faut-il pas, selon les tenants du libéralisme, ne jamais porter secours aux souffrants sous peine de perturber irrémédiablement les lois du marché et d'altérer la santé des bien-portants ? Sans doute ces « encouragements » doivent-ils être « provisoires et dégressifs ». Mais le contributeur a pu constater avec la sidération qu'une mesure provisoire peut durer dix ans.

La droite comme ses principes à cause du nombre important des secteurs malades de l'industrie française : chantiers navals, sidérurgie, charbonnages... Il était difficile d'annoncer la suppression des aides publiques destinées à des secteurs qui

compétitivité, favoriser « la fluidité » dans la gestion de l'entreprise, dans les formes de travail et sur le marché de l'emploi.

Pêle-mêle, on trouve là des mesures qui existent déjà ou qui ont parfois fait l'objet d'un accord contractuel entre les partenaires sociaux, comme pour le temps partiel, les contrats à durée déterminée et le travail intérimaire. Il est question de « zones d'emplois à contraintes allégées », selon une expression qui rappelle à M. Yvon Gattaz (CNPF) ses emplois nouveaux à contraintes allégées - les ENCA - et à certains socialistes leur idée de « zones franches », envisagées pour renforcer les pôles de conversions. A mi-chemin de la privatisation de l'ANPE, parfois réclame, on se satisfait d'une « décentralisation » et, en une formule mystérieuse, on propose « une meilleure intégration des dispositifs d'indemnisation ».

A propos des jeunes, dont il est beaucoup question, les mesures se révèlent également floues. S'il s'agit bien d'alléger les charges sociales pour favoriser leur emploi, il n'est pas dit si les TUC - travaux d'utilité collective - seront étendus aux entreprises privées ou si la contrepartie en formation d'un contrat limité dans le temps ne s'apparentera pas aux stages de formation en alternance, déjà mis en place avec le soutien actif du CNPF.

En revanche, rien n'est dit sur l'aménagement du temps de travail, la réduction du temps de travail ou le partage de l'emploi. Il apparaît même que, faute d'indication contraire, l'opposition en est venue à accepter les risques d'un partage en deux du marché du travail, les premières années de l'emploi, les stables de l'après.

A. L.

va là aussi se heurter à une opposition syndicale.

Le souci de « décentraliser » la politique contractuelle n'est pas en soi une nouveauté mais la formulation choisie est ambiguë et en tout cas imprécise. Elargir « le champ d'application des accords d'entreprise » signifie-t-il que les entreprises pourront directement déroger au code du travail, sans qu'il y ait au préalable négociation de branche ? La plate-forme renvoie à un débat qu'elle illustre le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. Sans dédaigner les branches, le patronat souhaite que les entreprises aient cette possibilité, alors que les syndicats s'opposent. Mais M. Chotard n'a-t-il pas suggéré que les partenaires sociaux devraient se mettre au préalable d'accord sur un « ordre public social » sur lequel on ne pourrait déroger ?

L'opposition a également fait un pas en arrière sur la mise en œuvre du « monopole syndical ». Il n'est plus explicitement question de mettre en pièces « la présomption irréfragable de représentativité pour les élections professionnelles » accordée aux cinq confédérations représentatives de droit. Il est seulement suggéré de « moderniser les critères légaux » de représentativité, certains parmi les cinq retenus, comme « l'attitude patriotique pendant l'occupation », pouvant paraître un peu datée aujourd'hui. Une modernisation déjà esquissée par la jurisprudence.

Un autre pas en arrière concerne le SMIC qui doit être « préservé », moyennant quelques aménagements sur son mode d'évolution. Le récent projet du CNPF pourrait servir de base à une telle réforme.

M. N.

comptent encore des milliers de salariés-électeurs.

En outre, personne ne peut raisonnablement se faire l'avocat d'une disposition de ces industries traditionnelles. Les aides sont économiquement inévitables. L'important était de les chiffrer mais sur ce point le programme est muet.

Plus innovateur est l'affirmation que dans les économies modernes, seul le tertiaire - les services créés des emplois, il s'agit là d'un vrai débat : faut-il privilégier l'industrie, comme le prônent les socialistes, ou bien le tertiaire ?

Beaucoup d'économistes estiment que les services ne peuvent se développer que s'ils s'articulent « très intimement » avec une industrie forte. Donc prioritaire.

E. L. B.

An chapitre intitulé « promouvoir une société de libertés », l'UDF et le RPR exposent la conception qu'ils se font de l'Etat. Ils dénoncent « l'omnipotence » et « l'impotence » de l'Etat dont les missions doivent être selon eux « recentrées sur l'essentiel » : souveraineté, solidarité et sécurité.

Ils réaffirment leur attachement à l'appartenance des DOM-TOM à la République, y compris la Nouvelle-Calédonie. Ils souhaitent, en ce qui concerne la décentralisation, que « l'exercice des compétences transférées aux échelons locaux » soit « clarifié », notamment à l'échelon de la commune et du département.

SECURITE, POLICE, TERRORISME

Afin d'assurer la sécurité de tous, ils proposent de « renforcer les moyens en personnel, matériels (armement et transmission) et juridiques (vérification et contrôle d'identité) des services de police et de gendarmerie ». Ils prônent une meilleure utilisation des forces de police (redéfinition des affectations des policiers, répartition géographique des forces). En matière de répression, l'UDF et le RPR veulent favoriser les peines de substitution aux peines d'emprisonnement ; veiller à l'application à l'incapacité des peines. Ils souhaitent développer les garanties des justiciables notamment dans les enquêtes douanières et fiscales.

Pour mieux lutter contre le terrorisme, ils souhaitent qu'au nom du droit d'asile des réfugiés politiques « parfois membres d'un réseau international » ne puissent pas retrouver « une terre de repli ou un nouveau champ d'action ». Ils veulent moderniser les conventions d'extradition et, dans le cadre européen, que soient accélérées les procédures d'extradition.

Ils défendent une « politique responsable de prévention », qui comprendrait notamment la mise en place d'un « plan anti-drogue », avec des peines « plus sévères » à l'encontre des pourvoyeurs et trafiquants.

LES REACTIONS

M. Fabius : démolir

M. Laurent Fabius a commenté, le jeudi 16 janvier, à Thann (Haut-Rhin), la plate-forme présentée par le RPR et l'UDF. « A un moment où la France doit, avant tout, former sa jeunesse, créer des emplois, moderniser son économie et sa société, construire le futur, je suis frappé que ce programme - qui est aussi imprécis, d'ailleurs - vise, surtout, à démolir, à déclarer le premier ministre. Démolir oui, avec

un D comme droit des travailleurs, que nous avons étendu par les lois Auroux et que la droite voudrait remettre en cause. Démolir avec un E, comme entreprises nationales (...), avec un M, comme maître budgetaire (...), avec un O, comme ondes publiques de télévision (...), avec un L, comme licenciements (...), avec un R, enfin, comme régime de protection sociale. »

M. Jospin : « un 1945 et même un 1936 à l'envers »

Au cours d'un meeting, à Nice, le jeudi 16 janvier, M. Lionel Jospin a déclaré : « Je trouve étrange que ce programme prétendument antiréformiste ne porte pas la signature de la personnalité qui incarne en tête des sondages, M. Raymond Barre. Ou bien ce document, qui n'a pas été signé par M. Barre, n'a pas d'importance. Ou il a de l'importance, et c'est M. Barre qui n'en a plus. » Après avoir déclaré que le nouveau programme de l'opposition était « un retrait » par rapport aux moutures précédentes, M. Jospin a estimé qu'il faisait, néanmoins, « un tantinet froid dans le dos. J'aurais presque envie de demander aux militants socialistes de le diffuser avec le nôtre parce que, a contrario, il sera presque aussi efficace. »

Le premier secrétaire du PS a ensuite passé en revue les principales propositions rendues publiques par MM. Chirac et Lecanuet. « Libération immédiate des prix ? C'est la reprise assurée de l'inflation. Liberté totale des changes ? C'est démanteler un dispositif utile quand on vit dans un système monétaire international défilé. Dérégulation des secteurs de l'énergie, des transports, des télécommunications, des banques, de l'assurance ? Cela veut dire la privatisation partout, le retour aux lois du capital. Abrogation de la loi de démocratisation du secteur public ? Les tra-

vailleurs des entreprises publiques auront, désormais, le droit de se taire et non plus de participer. Suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ? On est injuste lorsqu'on dit que la droite n'a pas de réforme fiscale. Elle en a une, mais c'est pour les riches. Préservation du principe du salaire minimum ? Cela veut dire un SMIC ajusté selon les situations dans les entreprises. Encouragement des contrats à durée déterminée ? Cela, c'est la légalisation de la précarité de l'emploi. Suppression de l'autorisation administrative de licenciement ? C'est l'incitation à débaucher parce que, parait-il, cela provoquerait l'embauche. Abrogation de la loi Quilliot ? C'est l'augmentation des charges des locataires. Suppression du monopole d'émission et de diffusion ? En clair, la privatisation de deux chaînes publiques de télévision, de la RDT, de l'agence Havas, de la Régie de publicité (...). Si ce programme a été adopté, a conclu M. Jospin, qu'était-il avant qu'on ne songe à l'adopter ? Certains commentateurs disent que les responsables de la droite veulent faire un 1945 à l'envers. Je pense qu'ils veulent faire aussi 1945 à l'envers et 1936 à l'envers. »

Un nouveau grand dossier électoral de l'AFP

LEGISLATIVES ET REGIONALES '86

Tome I : Données générales (230 p) déjà paru.
Tome II : Vade-Mecum départemental (450 p) déjà paru.
Tome III : Les résultats complets (300 p) fin mars

• Rens. : M^{me} Marie - Tél. 42-33-44-66 - Prix : 1 284 F TTC

stations périphériques, nouvelles télévisions, radio locales de service public, SFP...).

IMMIGRATION

Pour maîtriser les flux migratoires, le gouvernement mettra en place un dispositif strict de contrôle de la situation des étrangers et des sanctions « sans faiblesse » pour les clandestins et ceux qui les aident. Les étrangers en situation irrég-

lière et ceux condamnés, après avoir purgés leur peine, « seront reconduits à la frontière ». L'ouverture des droits sociaux sera réservée aux personnes en situation régulière. « L'acquisition de la nationalité française ne saurait résulter de mécanismes purement automatiques ». De nouvelles incitations au retour seront mises en place, ainsi que des formations adaptées aux besoins des pays intéressés.

La place de la France

DEFENSE

L'UDF et le RPR envisagent la « diversification sans délai » de la force nucléaire stratégique.

Une négociation sera engagée avec les partenaires européens pour une position commune sur la participation à l'IDS. « La défense de la France », estime l'UDF et le RPR, ne se compte pas hors de la défense de l'Europe (...). L'évolution de la menace exige que l'espace européen dans son ensemble soit aujourd'hui mieux pris en compte dans notre concept stratégique. La France devra prendre dès 1986 l'initiative du dialogue de la défense entre Européens, qui inclut en particulier les conditions d'emploi de l'arme nucléaire tactique. Dans un premier

temps, cette ouverture se fera vers la RFA et la Grande-Bretagne en consultation étroite avec l'Allié américain en vue d'arriver si possible à une stratégie commune en Europe. Les signataires réaffirment leur attachement au service national. Ils se donnent pour objectif de parvenir à un effort de défense dont la part dans le budget général de l'Etat représentera 4 % du PIB marchand.

RAPPORTS EST-OUEST

Les deux parties se prononcent pour une « solidarité étroite » entre la France et les Etats-Unis et, à l'égard de l'Union soviétique, pour une politique « vigilante » et de « fermeté ».

L'herbe sous le pied

La publication du programme économique et social commun au RPR et à l'UDF confirme ce que l'on savait déjà : entre la droite et la gauche, les divergences de vues se sont considérablement réduites ces dernières années, aussi bien les divergences portant sur les objectifs à atteindre que celles portant sur les moyens à employer.

Confrontés aux dures réalités du pouvoir, à la nécessité d'être efficaces et de gérer quotidiennement une économie complexe, industrielle et ouverte sur l'étranger, la gauche même, depuis 1983, une politique qui a été grosso modo signée, sur celle des grands pays industrialisés, sur celle de l'Allemagne fédérale, en particulier. Le choc fait en mars 1983 par M. Metzger de rester dans le SME (système monétaire européen) a été déterminant à cet égard.

Toutefois la gauche ne s'est pas contentée de subir. Elle a intelligemment - et il y fallait un certain courage - pris les devants en lançant à partir de 1984 des réformes qui, dans certains domaines, innovent et vont plus loin que ce qui est fait à l'étranger.

La droite s'est ainsi vu couper l'herbe sous le pied, notamment dans le domaine financier, où les réformes introduites par M. Barre et son équipe sont approuvées par presque tous les spécialistes, qu'ils soient de droite ou de gauche, banquiers exceptés. C'est un peu la raison

pour laquelle le RPR et l'UDF en rajoutent un peu, prenant certaines mesures risquées - on pense aux prix, aux changes et à la fiscalité notamment - cherchant à effacer ces symboles qui sont les contrôles, réglementations et taxes. Sans y parvenir toujours, comme en témoigne, par exemple, la tâche laissée au ministère de l'économie et des finances - au Trésor en particulier - de contrôler les acquisitions par l'étranger du capital des sociétés dénationalisées.

Reste l'essentiel : l'urgence de mesures spectaculaires de libéralisation en matière de prix, de marge, de change et le retrait de l'Etat de l'économie peuvent dégrader les comportements, accélérer les investissements, bref provoquer un choc et relancer l'activité. Mais une question essentielle se pose alors : comment maîtriser l'inflation dans un contexte de croissance économique retrouvé ? Comment conserver dans le domaine des prix et des salaires les incertissables acquis de la gestion socialiste ?

La réponse semble d'autant plus difficile à trouver que la France n'a aucune expérience récente sur ce point. L'activité économique ayant été faible depuis quatre ans, l'interrogation d'autant plus grave que la période qui s'ouvre risque d'être celle d'une certaine facilité avec la baisse des prix de l'énergie et des matières premières.

ALAIN VERNHOLLES.

Politique pétrolière : symbole et sécurité

Faute de pouvoir proposer une politique économique réellement différente, l'opposition a choisi de s'attaquer aux symboles : la loi de 1928 en est l'un des plus fameux.

Fondement légal de la politique pétrolière du pays depuis plus d'un demi-siècle, cette loi a été promulguée par le gouvernement d'Union nationale de Raymond Poincaré. Sensibles aux problèmes de l'approvisionnement pétrolier par l'expérience de la première guerre mondiale, le « sauveur du franc » voulait donner l'Etat d'un outil de contrôle de ce secteur stratégique.

Selon le texte-badre, l'Etat confère le monopole de l'importation du pétrole et de ses dérivés à un certain nombre d'entreprises, moyennant certaines obligations précises. Obligations modifiées au fil des ans par des décrets d'application. Les plus importantes concernent la présentation d'un plan précis d'approvisionnement ; la capacité de constituer des stocks stratégiques ; le roulement sur le territoire national de 90 % des produits vendus par les grandes compagnies ; le transport sous pavillon français d'une part importante du pétrole importé, l'exécution de contrats d'approvisionnement ou de recherches pétrolières, etc.

Dans la pratique, cette loi n'est quasiment plus appliquée. Outre la libération récente par le gouvernement socialiste des

importations de produits pétroliers faites par les petits négociants, « indépendants » des grandes compagnies (le Monde du 6 décembre 1985), ces dernières ont trouvé maintes voies pour tourner les contraintes. Il est vrai que la situation actuelle du marché international, où la pénurie a fait place aux excédents, autorise un certain relâchement des contrôles et pousse dans le sens d'une libéralisation de l'approvisionnement pétrolier du pays.

Est-il, pour autant, nécessaire d'abroger un texte qui permet au gouvernement en cas de besoin de reprendre les rênes ? L'expérience des deux chocs pétroliers de 1974 et 1979 montre que le marché pétrolier est sujet à de prompts retournements qui touchent durement la France, dépendante à 90 % de l'étranger pour son approvisionnement en hydrocarbures. Dans l'immédiat, la suppression de la loi de 1928 n'aurait sans doute guère de conséquence majeure, sinon peut-être une fermeture plus rapide des raffineries françaises. Mais les pouvoirs publics pourraient se mordre les doigts d'avoir pris une telle décision lorsque le marché se retournait au début des années 80, comme le prévoient la plupart des experts. Car la législation européenne ne permettra plus de faire marche arrière...

V. M.

500 000 000

POLITIQUE

ENSEMBLE » DU RPR ET DE L'UDF

Vingt engagements

Voici les vingt engagements fondamentaux de l'UDF et du RPR :

1) Renforcer les garanties constitutionnelles des libertés fondamentales : liberté de l'information, libre choix de l'école, droit de propriété, liberté d'entreprendre, de travailler et d'échanger.

2) Permettre à l'électeur de choisir son député par le retour au scrutin majoritaire.

3) Assurer la sécurité en renforçant les moyens de prévention et de police, en assurant l'exécution des décisions de justice et en organisant la lutte contre le terrorisme.

4) Garantir le développement et la sécurité des DOM-TOM dans l'unité de la République.

5) Réformer l'enseignement par la liberté et la responsabilité : libre choix de l'école, décentralisation progressive du système scolaire et autonomie des universités.

6) Libérer la communication : rendre l'audiovisuel à l'initiative privée dans le cadre de règles claires et impartiales afin d'élargir la liberté de choix du téléspectateur ; désengager l'Etat, qui gèrera une chaîne de télévision et une société de radio, garantissant la liberté de la presse par un statut modernisé.

7) Diversifier les initiatives culturelles en développant le rôle des collectivités locales, celui des actions privées et en encourageant l'Etat sur ses missions propres.

8) Affirmer notre identité nationale en luttant contre l'immigration clandestine, en agissant avec fermeté contre les étrangers qui s'affranchissent des lois de la République, en facilitant l'intégration pour ceux qui le souhaitent, en développant, pour ceux qui le choisissent, l'aide au retour et en réformant le code de la nationalité.

9) Favoriser la création d'emplois en libérant l'économie : libération des prix par l'abrogation des ordonnances de 1945 ; libération progressive des changes ; développement de la concurrence par la modernisation de la législation et par la déréglementation des secteurs de base.

10) Favoriser la création d'emplois en luttant contre les rigidités qui freinent l'embauche : incitation à l'emploi des jeunes dans le secteur productif, en particulier par des contrats d'insertion ; statut allégé des PME-PMI, notamment par l'effacement des effets de seuil ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement dans le respect des mécanismes contractuels ; incitation au travail à temps partiel et assouplissement des formules de travail intérimaire et des contrats à durée déterminée.

11) Développer et diversifier l'effort de recherche et de forma-

tion permanente de façon à assurer le maintien du haut niveau scientifique et technique de notre pays et à permettre l'adaptation continue des qualifications.

12) Assurer la stabilité de la monnaie : garantir l'autonomie de la Banque de France ; permettre la constitution d'un grand marché des capitaux pour développer l'épargne et l'investissement.

13) Rendre à l'initiative privée, comme dans toutes les démocraties occidentales, les entreprises du secteur concurrentiel : dénationaliser au cours de la législature notamment l'ensemble des banques et des assurances, le secteur de l'information et les entreprises nationales en 1982.

14) Remettre en ordre les finances publiques par un collectif budgétaire 1986 rétablissant la vérité des comptes et un budget 1987 traitant énergiquement les dépenses publiques, réduisant les déficits et procédant à de premiers allègements fiscaux notamment sur l'impôt sur le revenu et les charges des entreprises.

15) Créer les conditions d'une reprise de l'activité du logement et des travaux publics.

16) Sauvegarder la Sécurité sociale grâce à la croissance retrouvée et au développement des valeurs de responsabilité dans la gestion des organismes de protection sociale et dans les comportements individuels.

17) Engager une politique familiale ambitieuse : favoriser l'accueil du troisième enfant, par exemple par le développement d'une allocation parentale d'éducation et l'ouverture de droits propres en matière de retraite aux mères de famille nombreuses.

18) Remettre à niveau notre défense nationale en lui donnant les moyens d'adapter ses forces à des stratégies de confrontation aux données technologiques et géopolitiques du monde d'aujourd'hui.

19) Reprendre l'initiative en Europe pour accélérer la construction européenne ; créer un grand marché européen unifié ; progresser dans l'achèvement du système monétaire européen ; développer la coopération en matière de défense et de technologie ; relancer la politique agricole commune pour donner à notre agriculture de nouveaux débouchés ; assurer, par une réforme institutionnelle, une efficacité accrue de l'Europe élargie.

20) Retrouver les conditions d'une politique étrangère cohérente et crédible, fondée sur la fidélité à nos alliances, la défense active des droits de l'homme et un effort diplomatique incessant pour aider à résoudre les différents conflits qui surgissent dans le monde.

Une mise à jour incomplète

(Suite de la première page.)

On nous promet une abolition progressive des bonifications d'intérêts et le développement d'un vaste marché de capitaux unifié et dynamique. Tout cela aurait été impossible sans l'œuvre accomplie par la Rue de Rivoli.

La volonté de doter la France d'un « droit nouveau de la concurrence », qui devrait s'appuyer sur une extension de la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire, apparaît positive. Voilà une intention qui tranche avec la politique systématiquement favorable aux cartels et à la constitution des grands monopoles privés et publics suivie par les auteurs successifs de la politique dite industrielle, avant comme après 1981.

Rapatrier les capitaux

Quant à l'arme secrète, à laquelle M. Méhaugier a fait allusion, c'est une politique de large amnistie fiscale visant au rapatriement des capitaux. Si ce retour se produisait en masse, le remboursement de la dette extérieure s'en trouverait beaucoup facilité. La Bourse jouirait aussi d'une plus grande aisance pour financer la privatisation du secteur public.

La « plate-forme » n'y fait qu'indirectement allusion, encore qu'une partie des dispositions fiscales et douanières qu'elle contient ne peuvent que favoriser l'opération. C'est le cas pour la suppression des pouvoirs exorbitants et contestables dont jouit en France l'administration des douanes, et cela depuis bien avant l'avènement de la gauche (encore que celle-ci en ait fait un usage

particulièrement abusif pendant les deux premières années de son règne). Peut-on espérer que sur ce terrain et sur quelques autres la France fasse dans l'avenir la part moins belle à la raison d'Etat ? Il reste que le retour des capitaux ne se produira qu'à une condition : si la politique suivie garantit la solidité du franc. La « plate-forme » ne fournit pas cette assurance.

C'est, d'une façon générale, sur le terrain de la fiscalité que la volonté de rupture avec l'actuelle majorité s'est manifestée de la façon la plus nette. MM. Chirac, Lecanuet et Giscard d'Estaing sont d'accord pour supprimer dans les deux ans l'IGF (impôt sur les grandes fortunes) et pour fixer à leur niveau antérieur les droits de succession qui ont été, grosso modo, doublés par les socialistes. Enfin, l'impôt fiscal devrait être porté à 100 %, une mesure que, il y a une vingtaine d'années, le gouvernement de M. Pompidou n'avait pas osé prendre. Mais la crise du capitalisme, qui est plutôt la crise résultant de l'insuffisance du capital, rend possible aujourd'hui des décisions qui auraient paru réactionnaires il y a encore moins de quinze ans.

« La fiscalité doit évoluer vers une moindre taxation des revenus des particuliers, des bénéfices et de la rémunération des risques, vers un allègement des charges assises sur les salaires, vers une fiscalité locale moderne », affirme le texte. Ces promesses peuvent-elles être simultanément tenues alors que, entre autres choses, la Sécurité sociale pourrait bien connaître dès cette année un déficit important ? Les auteurs de la « plate-forme » ne sont-ils pas en contradiction avec eux-

mêmes puisqu'ils laissent entendre que les socialistes pourraient bien avoir laissé une situation budgétaire beaucoup plus détériorée que ne le laissent apparaître les chiffres ?

Trompe-l'œil

Si l'état des lieux auquel ils vont procéder révélait effectivement qu'il en est ainsi, comment pourrait-on diminuer à la fois pratiquement tous les impôts, à l'exception de la TVA, dont le relèvement, logique dans l'optique choisie, comporterait beaucoup de risques, l'extension du travail noir notamment ? Pour les auteurs de la « plate-forme », les économies budgétaires et les allègements fiscaux doivent aller de pair, alors que M. Raymond Barre affirme que la priorité doit être donnée à la réduction du déficit budgétaire.

L'opposition de points de vue est encore plus grande qu'il n'y paraît si l'on s'avise que les 40 milliards d'économie promis pour 1987 par MM. Chirac, Lecanuet et Giscard d'Estaing sont, au vu des chiffres qu'ils citent, en partie un trompe-l'œil. N'incluent-ils pas dans le chiffre des économies les recettes à attendre de la vente des entreprises dénationalisées ? M. Thatcher a succombé avant eux à la tentation d'assimiler ces ressources au produit des impôts. La « dame de fer » y a perdu une partie de sa réputation de gestionnaire rigoureuse. M. Barre, pour sa part, préconise que les recettes en question servent à désendetter l'Etat. En aucun cas, selon lui, elles ne doivent être considérées comme la contrepartie d'allègements fiscaux. On s'étonne que ce raisonnement ne soit pas admis par tous.

Avec une modestie qu'on n'attendait guère de leur part, les auteurs de la « plate-forme » assurent : « La croissance est largement déterminée par l'environnement international. » Il est possible qu'effectivement les futurs gouvernements, quels qu'ils soient, soient favorisés par une conjoncture plus dynamique en Europe. Cependant, la scène économique et financière du monde continue à être dominée par de puissantes forces déflationnistes. Celles-ci resteront à l'œuvre aussi longtemps qu'on n'aura pas, dans le monde, discipliné le crédit. Car la déflation n'est pas autre chose que la liquidation plus ou moins forcée des dettes qui continuent à s'accumuler. Cependant, on peut lire dans la « plate-forme » : « Aujourd'hui, la crise mondiale est finie. » Jugement péremptoire que M. Giscard d'Estaing avait prononcé au début de l'année dernière.

Une conjoncture plus dynamique

En réalité, l'insuffisance persistante de la croissance pour résorber le chômage rend particulièrement nécessaire une politique qui vise à lever des obstacles à l'activité. C'est ainsi que les auteurs de la « plate-forme » ont raison de préconiser, pour stimuler le secteur de la construction, « une sortie progressive des contraintes de la loi de 1948 », déjà amorcée par M. Quilès. En revanche, toute politique visant à détériorer un peu plus la situation financière de l'Etat, et donc de l'endettement, ne va certainement pas dans le bon sens.

PAUL FABRA.

LES ECONOMIES RAPPORTENT PLUS A GAUCHE QU'A DROITE.

Aujourd'hui, l'épargne se porte bien. La rémunération réelle du Livret A a été positive en 1984 pour la première fois depuis 1966. Créé en 1982, le Livret rose assure quant à lui une rémunération encore supérieure.

Ce que la droite a été incapable de réussir en 15 ans, la gauche l'a fait en moins de 5 ans. La France revient de loin mais repart du bon pied. Aujourd'hui, la compétence est à gauche.

Un pas à droite, c'est trois pas en arrière.



Nos lecteurs paieront moins d'impôts!

Notre prochain numéro ; ne vous fournira pas moins de 286 conseils argumentés pour les payer au plus juste de vos intérêts.

RÉSUMÉ DU SOMMAIRE :

TAXATION DES REVENUS : salariaux, mobiliers, fonciers, agricoles, des pensions et des rentes...

TAXATION DES VALEURS ET CAPITAUX : mobiliers, fonciers...

ABATTEMENTS ET CHARGES A DÉDUIRE, RÉDUCTIONS DIVERSES...

TAXATION : des pensions, ventes, frais, B/C...

Réservez-le dès maintenant chez votre marchand de journaux. Offrez-le à vos amis!

En vente 6 semaines à partir du 18 janvier - 18 F.

LA VIE FRANÇAISE

Le Guide Complet de vos

IMPÔTS

POLITIQUE

UN BILAN GOUVERNEMENTAL

L'économie française vue de la Rue de Rivoli

Le ministère de l'économie, des finances et du budget a publié jeudi 16 janvier un tableau de « l'économie française début 1986 ». Cette publication coïncide avec l'annonce de la plate-forme commune RPR-UDF.

Nous publions ci-dessous l'essentiel de la description faite par le ministère de l'état de l'économie française.

● **Prix à la consommation :** 1985 meilleur résultat depuis 1967.

1. - La hausse des prix à la consommation est de 4,7 % en 1985. C'est le meilleur résultat depuis 1967. En 1980, elle était de 13,6 %.

L'objectif pour 1986 est de ramener la hausse des prix à 2,5 %.

2. - Le ralentissement de l'inflation est plus prononcé en France qu'à l'étranger.

Le différentiel d'inflation avec l'Allemagne est de 2,9 points fin 1985. Il avait toujours dépassé 4 points depuis 1974 et atteint un maximum de 8 points en 1980.

3. - Les prix sont progressivement libérés depuis novembre 1982. D'ores et déjà, 88 % des prix industriels ont été libérés.

52 % des prix de l'indice INSEE sont libérés.

● **Pouvoir d'achat :** + 5 % entre 1981 et 1985.

1) Le pouvoir d'achat a progressé d'environ 5 % sur la période 1981-1985.

Le revenu disponible des Français, qui représente la somme des revenus salariaux et non salariaux et des prestations sociales, déduction faite des impôts directs et des cotisations, a connu une augmentation substantielle au début de la législature. Cet acquis a été conservé pour l'essentiel au cours de la phase d'ajustement de 1983-1984.

En 1985, le pouvoir d'achat a repris sa progression à un rythme voisin de 1 %.

2) L'augmentation cumulée sur cinq ans est la plus forte des pays européens. Plusieurs d'entre eux (Allemagne, Belgique, Pays-Bas) ont même connu une baisse de pouvoir d'achat entre 1980 et 1985.

3) Un effort important de solidarité a été réalisé. Le SMIC et les prestations aux plus défavorisés ont été fortement revalorisés en termes réels.

La revalorisation très importante des allocations familiales a notamment permis de combler le retard pris par les allocations aux familles de deux enfants.

● **Épargne des ménages :** rémunération positive.

1) Le livret A bénéficie depuis deux ans d'une rémunération réelle positive, pour la première fois depuis dix-huit ans.

2) Le livret d'épargne populaire (LEP) a été créé en 1982. Il est réservé aux personnes qui perçoivent moins de 1 420 F d'impôt sur le revenu. Fin 1985, 2,9 millions de personnes en bénéficiaient.

3) L'épargne financière des ménages est mieux rémunérée.

● **Fiscalité des ménages :** allégement.

1) La politique suivie de 1981 à 1985 a permis d'alléger l'impôt sur le revenu pour la très grande majorité des ménages. Cet allègement a été d'autant plus important que les revenus concernés étaient faibles.

Par rapport à 1981, le nombre des non-imposables est passé de 6,4 à 9,1 millions ; le poids de l'impôt a été réduit pour environ 15 millions de contribuables, il a augmenté pour 200 000 à 300 000 contribuables disposant des revenus les plus élevés.

2) Les contribuables modestes ont été exonérés ou ont vu leur impôt très sensiblement allégé :

3) Seuls les titulaires de très hauts revenus et de grandes fortunes ont vu leur impôt augmenter à la suite des réformes intervenues depuis 1981 :

- L'impôt sur les grandes fortunes concerne environ 103 000 contribuables qui déclarent un patrimoine (hors outil de travail) supérieur à 3,6 millions de francs.

- Relèvement des droits de succession au-delà de 3,4 millions de francs par héritier. (Cette mesure concerne quelques centaines de successions chaque année.)

- La tranche d'impôt sur le revenu à 65 % touche 129 000 contribuables qui perçoivent un revenu annuel supérieur à 646 000 F (1) pour deux parts ou plus.

- Le plafonnement de la réduction d'impôt résultant du quotient familial à 10 520 F par demi-part affecte environ 176 000 contribuables qui perçoivent également des revenus élevés (plus de 464 000 F

pour un ménage avec deux enfants) salaire brut.

● **Chômage :** en baisse

1) Le nombre des demandeurs d'emploi a diminué en 1985, pour la première fois depuis 1969.

Le chômage touche 2 322 000 personnes en décembre 1985 (en données corrigées), soit 10 % de la population active.

2) Depuis 1980, l'augmentation du chômage a été moins forte en France que dans tous les autres pays européens.

● **Croissance :** comparable à la moyenne de la CEE.

De 1981 à 1985, le PIB a augmenté en France de 5,9 %.

La croissance économique a été en France comparable à la moyenne de celle des pays de la Communauté européenne et légèrement supérieure à celle de l'Allemagne fédérale.

● **Comptabilité des entreprises :** amélioration rapide.

1) La situation financière des entreprises connaît une amélioration rapide depuis trois ans.

2) Le poids des charges fiscales et sociales a diminué en 1985. Les charges fiscales et sociales des sociétés représentent en 1985 29,4 % de leur valeur ajoutée, en recul de 0,5 point par rapport à 1984.

Entre 1973 et 1980, le poids de ces charges avait régulièrement augmenté sous l'effet de majorations de cotisations et d'impôts : il était passé de 26,2 % à 29,2 %.

3) La modernisation de la fiscalité d'entreprises a été engagée pour rendre celle-ci plus incitative.

4) Les créations d'entreprises se sont accélérées en 1984 et surtout en 1985. De 1980 à 1985, leur augmentation est supérieure à 40 %.

● **Investissement industriel :** forte reprise.

L'investissement industriel connaît une forte reprise depuis 1984 : il a augmenté d'environ 20 % en deux ans (10 % en 1984 ; 9 % en 1985).

● **Finances publiques :** déficit inférieur à la moyenne OCDE.

1) Le déficit des administrations (Etat, Sécurité sociale, collectivités locales) est stabilisé à un peu moins de 3 % du PIB, c'est-à-dire à un niveau nettement inférieur à la moyenne de l'OCDE.

2) Le taux des prélèvements obligatoires diminue en 1985 pour la première fois depuis 1971. Cette baisse met un coup d'arrêt à plus de dix années de croissance rapide et régulière.

● **Budget de l'Etat :** réduction possible du déficit.

Une augmentation limitée du déficit budgétaire a été acceptée pour assurer une croissance régulière de l'économie et freiner la progression du chômage.

Le déficit moyen est ainsi passé de 1,51 % du PIB pour la période 1975-1980 à 3,07 % pour la période 1981-1985.

● **Sécurité sociale :** excédentaire depuis trois ans.

1) Pour la troisième année consécutive, le solde du régime général est excédentaire d'environ

10 milliards de francs en 1985, après 16 milliards en 1984 et 11 milliards en 1983.

2) La progression en volume des dépenses du régime général a été réduite de moitié entre 1981 et 1985 par rapport à la décennie 70 : 3,4 % contre 6,8 %. En 1985, elle est de 1,2 %.

3) Les cotisations sociales ont été progressivement stabilisées.

● **Comptes extérieurs :** paiements courants rééquilibrés.

1) La balance des paiements courants est rééquilibrée, pour la première fois depuis 1979, grâce à l'amélioration du commerce extérieur et des échanges de services.

D'avantage que la balance commerciale, limitée aux seuls échanges de marchandises, c'est la balance des paiements courants (marchandises plus invisibles) qui donne la véritable mesure du redressement de nos comptes extérieurs.

2) Le redressement de la balance commerciale s'est poursuivi en 1985 : le déficit sera de l'ordre de 20 milliards.

● **Bourses :** forte progression.

1) La Bourse de Paris a poursuivi en 1985 sa forte progression : + 41 % contre 26 % pour celle de New-York, 21 % pour Londres et 17 % pour Tokyo. Depuis 1981, elle a été largement supérieure à celle des autres places.

2) Les émissions de valeurs mobilières ont à nouveau fortement progressé en 1985 : 36 % pour les actions et 24 % pour les obligations. Elles ont atteint respectivement 69,9 milliards et 300 milliards de francs. Les unes comme les autres ont augmenté d'environ 170 % depuis 1980.

« RASSEMBLEMENT » AUTOUR DE M. MITTERRAND EN SEINE-MARITIME

Sur les terres de M. Fabius

Le président de la République devait prononcer un discours, le vendredi 17 janvier dans la soirée, au cours d'un « rassemblement » au Grand-Quevilly, en Seine-Maritime, dans l'ancienne circonscription électorale de M. Laurent Fabius, qui conduit les listes du PS aux élections législatives et régionales dans ce département.

Le premier ministre s'est rendu, jeudi, en Alsace, où, après un bref entretien avec le

maire de Mulhouse, M. Joseph Klifa (UDF), il a visité le Centre d'exploitation de titénatique par satellite des PTT, puis s'est adressé à environ deux mille militants et sympathisants socialistes du Haut-Rhin réunis à Thann.

M. Fabius, qu'accompagnait M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, tête de la liste socialiste pour les

élections législatives dans le Haut-Rhin, s'est rendu ensuite à Strasbourg, où l'attendait M. Jack Lang, ministre de la culture, pour faire, devant quelque trois mille personnes et plusieurs représentants du monde artistique, un bilan de la politique culturelle du gouvernement.

MM. Fabius, Lang et leurs invités ont, après cela, participé à un bal auquel la fédération socialiste avait invité douze mille personnes.

De notre envoyé spécial

Rouen. - Six ans avant d'être « le jeune premier ministre » que le président de la République a « donné à la France », M. Laurent Fabius était devenu le jeune député que M. Mitterrand, alors premier secrétaire du Parti socialiste, avait donné à la Seine-Maritime. Ou, plutôt, au Grand-Quevilly. Et, d'abord, à M. Tony Larue, maire de cette ville depuis 1935.

Plus que son maire, M. Larue est le père de cette cité de la banlieue rouennaise, qu'il a construite au long de cinquante ans de règne et qu'il continue d'administrer, à quatre-vingt-un ans, avec la passion et l'autorité d'un patron incontesté. En 1977, après plus de vingt ans passés à l'Assemblée nationale, M. Larue aspirait à la tranquillité du Sénat et se cherchait un successeur comme député. Il s'en était ouvert à M. Mitterrand, qui, en lui proposant son collaborateur de tous les jours, au palmarès universitaire brillant, ne pouvait faire davantage honneur au maire du Grand-Quevilly.

M. Fabius est, aujourd'hui, chez lui en Seine-Maritime. Il fait partie du paysage. Résultat d'un travail attentif et méthodique, cet enracinement, dont M. Mitterrand - comme Georges Pompidou et M. Valéry Giscard d'Estaing - a toujours fait le gage du véritable engagement politique, tient une place importante dans l'activité de M. Fabius. Ayant cédé son siège de député à son suppléant, M. Marc Masson, lorsqu'il était entré au gouvernement, en juin 1981, M. Fabius n'en continue pas moins de se rendre chaque semaine, presque toujours le samedi, dans ce qui était sa circonscription jusqu'au changement de la loi électorale.

La visite à Matignon

Une petite équipe est chargée, à l'hôtel Matignon, de la liaison entre le premier ministre et son « terrain ». Les innombrables demandes d'intervention en tous genres sont traitées et suivies à Paris. Chaque semaine des habitants du Grand-Quevilly et de ses environs sont reçus dans la capitale, visitent l'hôtel Matignon, rencontrent M. Fabius. Celui-ci veille lui-même aux réponses que reçoivent les lettres adressées à l'Élu de la Seine-Maritime. Cette gestion quotidienne prolonge et amplifie un travail qui, à l'arrivée de la gauche au pouvoir, avait permis au « parachuté » de 1978 d'être, trois ans après, réélu au premier tour avec près de 55 % des voix.

Face à M. Lecanuet

Les efforts faits pour la formation, dans un département où les retards, dans ce domaine, étaient considérables à tous les niveaux, échappent, en revanche, à cette critique. M. Fabius, en outre, n'a pas attendu le passage au scrutin départemental pour s'intéresser à d'autres secteurs du département, en décidant, par exemple, la création d'une université au Havre - qui n'est pas précisément une place forte socialiste - projet que M. Antoine Rufenacht, député (RPR) jusqu'en 1981, n'était pas parvenu à faire aboutir sous le septennat précédent.

M. Fabius était devenu rapidement, après son arrivée en 1977, l'une des trois principales personnalités politiques du département. M. Pierre Bolotte, préfet de 1977 à 1982, qui, aujourd'hui, anime une association de présidents de conseil général d'opposition, parle avec admiration du « talent » que le jeune député montrait au conseil régional. Le dialogue entre les deux hommes, empreint de « la plus grande courtoisie », se rappelle M. Bolotte, agaçait passablement les chefs de file de la majorité d'alors, à commencer par M. Jean Lecanuet, le maire de Rouen, président du conseil régional. Lorsqu'on lui demandait son avis sur le renflouement de la Chapelle-Darblay, l'ancien préfet, aujourd'hui à la Cour des comptes, approuve une

La visite à Matignon

« La bilan de Jack est fantastique », enthousiasme le comédien Richard Berry. Au début, on le trouvait seulement sympa. Maintenant, en plus, on le prend au sérieux. Et, s'il vous plaît, pas un mot sur Berlusconi : c'est une erreur de la gauche, reconnaît Richard Berry. Mais ce n'est pas la faute de Jack. C'est Filloux. Il ne faut pas confondre. » Et d'ailleurs, renchérit la chanteuse Catherine Lara, cinq chaînes ou six ou sept, je suis pour. Pourquoi accepter a priori la culture américaine et pas la culture italienne ?

Bienvenue à Laurent et François

« Bienvenue à Laurent et François », lisait-on, en écriture laser, sur le mur de l'entrepôt. Oui, une belle soirée où l'on put se permettre d'être socialiste tout naturellement, comme on respire « Alors, vous êtes socialiste ? », demande ingénument un confrère à François Ségan. Et là, dans quelques instants après, encore interrogé : « Il m'a demandé ça comme si j'étais débile ! »

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Laurent ou Jack ? Va pour Jean-Marie !

De notre envoyé spécial

Strasbourg. - Les paris étaient ouverts. Qui ouvrirait le bal avec François Ségan, accouru de Paris en Mystère-20 du GLAM pour assister à la présentation du bilan culturel de cinq ans de gouvernement de gauche ? Jack Lang fut fléchi à sa femme Monique, et « Fafa », bien sûr, à sa Françoise à lui. Au diable la hiérarchie, ce fut donc Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat au tourisme et régional de l'étape, qui fit tourner dans ses bras l'auteur extasié de *Bonjour tristesse*.

Rock ou valet ? Personne ne put, dans la cohue joyeuse qui avait envahi le vaste dancings-entrepôt, vraiment discerner. « Je dirais plutôt du che-che-cha, confie la cavalière. Et la foule m'a rappelé le Festival de Cannes dans les années 60, quand Sophia Loren arrivait. » Le but du compositeur, il est vrai, était de « déstructurer les rythmes musicaux ». « Et nous, nous sommes plutôt structurés », soupire Laurent Fabius, qui, pourtant, s'en tira bien, malgré un handicap : Françoise boitait légèrement, une chaise lui étant tombée sur le pied au cours d'un chahut avec

ses enfants. Il la fit pourtant « rocker » avec ardeur.

La belle soirée ! Les jolies heures de néo-état de grâce culturelle !

« La bilan de Jack est fantastique », enthousiasme le comédien Richard Berry. Au début, on le trouvait seulement sympa. Maintenant, en plus, on le prend au sérieux. Et, s'il vous plaît, pas un mot sur Berlusconi : c'est une erreur de la gauche, reconnaît Richard Berry. Mais ce n'est pas la faute de Jack. C'est Filloux. Il ne faut pas confondre. » Et d'ailleurs, renchérit la chanteuse Catherine Lara, cinq chaînes ou six ou sept, je suis pour. Pourquoi accepter a priori la culture américaine et pas la culture italienne ?

« Bienvenue à Laurent et François », lisait-on, en écriture laser, sur le mur de l'entrepôt. Oui, une belle soirée où l'on put se permettre d'être socialiste tout naturellement, comme on respire « Alors, vous êtes socialiste ? », demande ingénument un confrère à François Ségan. Et là, dans quelques instants après, encore interrogé : « Il m'a demandé ça comme si j'étais débile ! »

DANIEL SCHNEIDERMAN.

En Nouvelle-Calédonie

ATTENTAT AU DOMICILE D'UN INDÉPENDANTISTE

(De notre envoyé spécial)


Nouméa. - Le scénario de l'attentat commis, ce vendredi 17 janvier, au domicile de M. Norbert Caffa, l'un des responsables du Parti socialiste de Kanaky (PSK), est ici une première. En plein jour, deux Européens portant lunettes et perruque sont entrés, pistolet au poing, dans la ville de M. Caffa, métropolitain résidant sur le territoire depuis une dizaine d'années, animateur d'une petite formation indépendantiste issue du Parti socialiste calédonien.

Trois Mélanésiens qui gardaient la maison en l'absence de M. Caffa, actuellement en congé en métropole, ont été obligés de quitter les lieux. Pendant ce temps, en effet, un engin explosif a été placé au premier étage de la villa. Les dégâts matériels sont assez importants.

La veille de l'attentat, deux autres personnalités indépendantistes ont reçu d'inquietants messages : M. Gustave Tchico, connu pour être le défenseur des indépendantistes, a trouvé un cercueil miniature devant sa voiture, dont les vitres avaient été brisées, tandis que le véhicule de M. Jean-Jacques Bourdin, président de la Ligue des droits de l'homme locale, était endommagé par un cocktail Molotov. - E. P.

HORS SÉRIE

FAITS & ARGUMENTS



DOSSIERS

1982-1986

En vente en kiosque et maisons de la presse. 40 F.

سكس انجل

**la population :
vers les étrangers**
Le Haut Conseil

Le Haut Conseil se félicite de la prise de conscience de l'Europe et de la solution du problème de la dette. Il se réjouit de l'équilibre budgétaire et de l'identité culturelle de l'Europe.

Il estime, cependant, de son devoir de mettre en garde contre une solution: parfoi contre le chômage, notamment en ce qui concerne le réajustement de la monnaie nationale de la nationalité. Il se réjouit d'une discussion ouverte et franche et des progrès en matière de prestations sociales.

Le Haut Conseil rappelle, cependant, que de telles mesures ne peuvent être prises sans que les auteurs, souvent en instance de réajustement, ne soient en mesure de faciliter un ajustement de la politique et de la politique de la monnaie nationale.

Il se réjouit de la prise de conscience des droits de l'homme et de la prise de conscience des engagements internationaux de l'Europe.

EINE-MARITIME

mbius

... à Strasbourg, où l'attende
le ministre de la culture, p
quelque trois mille personnes
et représentants du monde artistique
politique culturelle du gouver

[illegible][illegible]

En Nouvelle-Calédonie
ATTENTAT AU DOMAINE
D'UN INDEPENDANT

[illegible]

Au-delà des canaux, les villas palladiennes.

LES enfants jouent au football. Campo San Stefano ; à deux pas de la Faculté de lettres ; les gosses de Venise tirent des coups-francs dans les volets d'un palais aveugle. L'hiver, la ville reprend ses airs de petite provinciale. Dans les *caste* désertées par la foule estivale, les distances diminuent. C'est le moment de s'offrir de longues balades. Le meilleur remède contre l'overdose d'émotions artistiques qui guette le visiteur.

Quand on n'a pas le souffle lyrique de Goethe, ni le talent raffiné vaguement mélancolique de Paul Morand, Venise, au quotidien, réserve cependant d'agréables compensations. Il suffit de laisser vagabonder le regard. Les plaques de cuivre sur les portes, les volets décorés aux étages supérieurs de certaines maisons, les grilles de fer forgé, les chats qui semblent partout chez eux dans cette ville féine, les échoppes des artisans. Car on travaille aussi, à Venise ; mais discrètement, comme pour ne pas déranger le bel ordonnancement touristique commercial qui régit la vie de la cité, en vitrine. Près du Camp San Zaninovo, en passant le sotopoteo de la Stua, on découvre, dans la pénombre, le minuscule atelier

d'un vieil ébéniste. Quant au dernier fabricant de gondoles, c'est au bord du Rio di San Trovaso, près des Zattere, qu'il continue à construire ses barques asymétriques.

Sur la route du continent, avant de quitter les canaux pour la *terra firma*, le chemin passe par la lagune. Inutile de s'engouffrer bêtement dans une de ces vedettes qui, depuis la Riva degli Schiavoni, assurent le service Murano-Burano-Torcello. Outre son prix élevé, le circuit offre le désagrément d'une longue halte à Murano où l'industrie du tourisme a tué l'artisanat du verre. Aux déplacements guidés, le voyageur préférera donc la découverte personnelle.

Il suffit d'imiter les Vénitiens et d'emprunter le vaporetto de la ligne 12 qui part des Fondamenta Nuove. Un regard pour l'île de San Michele, le cimetière chic de Venise où sont ensevelis quelques étrangers illustres : Stravinsky, Diaghilev, Ezra Pound, et un petit arrêt à Murano, avant de descendre à Burano.

Sous le ciel plombé de l'hiver, les maisons multicolores donnent à la ville une allure nordique. *L'individualisme latin en plus. Du*

jaune au mauve, toute la palette y passe. Couleurs vives étalées sur les façades; maison par maison, étage par étage. Ici, chaque habitant affiche sa personnalité sur les murs qui lui appartiennent. Pas question de choisir les mêmes teintes que son voisin... Sur la place qui porte le nom du plus célèbre enfant de Burano, Baldassar Galuppi, la Scuola dei Merletti abrite des collections de cette dentelle qui fit la réputation de l'île. Aujourd'hui, le point de Venise est « made in Hongkong ».

Echapper aux barbares

A dix kilomètres seulement de Venise, Torcello est au bout du monde. Difficile d'imaginer que ce morceau de terre entouré de joncs a hébergé les premières colonies de réfugiés qui cherchaient à échapper aux barbares. Seul souvenir de la splendeur passée, la cathédrale, construite au huitième siècle d'après le modèle des premières églises chrétiennes de Ravenne. Elle abrite de superbes mosaïques byzantines dont une madonna du XIII^e siècle. L'été, les cent derniers habitants du lieu se terrent dans leurs maisons lorsque déferlent les vagues de visiteurs transpirants.

A part la cathédrale et une minuscule musée, l'île n'a pas grand-chose à leur offrir, et, en attendant la prochaine navette, ils traînent à la terrasse du petit restaurant « 1.600 » qui s'est ouvert face à la Locanda Cipriani. Annexe du *Harry's Bar*, la *Locanda* garde le souvenir des visiteurs célèbres qui s'y sont succédés. Et, bien sûr, d'Hemingway, dont la légende veut qu'il ait inventé, ici, la recette du Montenegro à 15 centes. Un cocktail mérosé de quinze mesures de gin et d'une de Martini... Le soir, pour quelques rares privilégiés, Torcello redevient une oasis de calme. Un coin de campagne italienne à l'écart de la ville étouffante.

C'est de l'autre côté de la lagune, dans la campagne de la Venétie, que se cachent les villas palladiennes. Pendant la saison chaude, le bateau qui remonte la Brenta, de Venise à Padoue, s'arrête devant quelques édifices parmi les plus représentatifs.

Mais la voiture reste le meilleur moyen d'accéder à la vingtaine de villas construites par Andrea Palladio pour les aristocrates de Venise. Dans « Venises », Paul Morand constate tristement que « la Brenta n'est plus la rivière d'été dont les eaux alpines rafraîchissaient les estivants vénitiens ; pas d'arbres, des cabanes pavées de haillons, une eau couleur d'olive où flotte l'outré gonflée des chats morts, des cageots et des bidons crèvés... »

A quelques mètres de ce canal nauséabond, protégée par un rideau de saules, la Malcontenta dresse fièrement le haut portique ionique qui la fait ressembler à un temple. Dessinée au milieu du XVI^e siècle pour les deux frères, Alvise et Niccolò Foscari, la villa a été restaurée par le propriétaire actuel, le comte Antonio Foscari. Ce surnom de Malcontenta lui aurait été donné en souvenir d'une jeune femme au caractère irascible, dont le portrait orne encore le mur d'une des petites pièces de la villa.

Mais c'est plus à ses proportions extérieures et à ses fresques murales réalisées par Giovanni Battista Zelotti et Giovanni Battista Franco, que la villa Foscari doit sa renommée. Maîtré l'environnement industriel dans lequel elle se trouve aujourd'hui (coincée entre un entrepôt de matériaux de construction et une voie ferrée), la Malcontenta demeure un lieu exceptionnel.

Les patins de feutre

Dans un autre style, la villa Barbaro, à Masser, près de Montebelluna, représente l'exemple le plus achevé des villas agricoles conçues par Palladio. Au rez-de-chaussée, de chaque côté de la partie centrale, avec sa façade à portique, des ailes à arcades qui abritaient les bêtes. À l'étage, une série de pièces décorées de fresques de Paolo Veronese. Sur les patins de fentre destinés à protéger le dallage, les visiteurs glissent silencieusement d'un mur à l'autre. Les portraits en trompe-l'œil renvoient les images plus vraies que nature, des membres de la famille Barbaro et des domestiques. Derrière la villa, la

chapelle en forme de temple corynthen est la seule église palladienne construite en dehors de Venise.

Andrea Palladio a marqué la Vénétie de son empreinte. De Venise à Lugo, en passant par Fanzolo, sa trace s'arrête à son point de départ, Vicence. C'est dans la ville natale que l'architecte a bâti sa dernière œuvre, le Teatro Olimpico. Entrepris l'année de sa mort, en 1580, l'édifice a conservé ce qui faisait son originalité il y a quatre siècles : une scène en perspective, dessinée par Scamozzi. Pas question ici, de suivre le guide. Le jeu consiste à le regarder évoluer, étrange petit lutin sorti d'un film de Fellini, à travers les décors de bois peint.

Au nord-ouest de Venise, Asolo, la ville aux cent horizons, offre l'un des plus beaux panoramas d'Italie du Nord. Au pied de la Rocca, la forteresse qui domine la cité, les petites ruelles bordées d'arcades partent à l'assaut des collines parsemées de cyprès et de vignobles ; s'arrêtant aux villas limitées par leurs jardins en étages. Catherine Cornaro, la reine de Chypre déposée

par Venise, y a vécu un exil doré, en compagnie d'artistes et de poètes. Parmi eux, Pietro Bembo, qui a inventé le verbe « asolare » : laisser passer le temps sans rien faire. Ce climat qui incite à la rêverie, a attiré également le poète Robert Browning, dont le dernier ouvrage, *Asolando*, est dédié à Asolo.

La marche trévisane se contente pas d'être un arrière-pensé plein de charme. Elle fait partie des grandes régions viticoles de la péninsule. Trois routes des vins : le sillonement. De Valdobbiadene à Conegliano, la route du prosecco, un vin blanc pétillant au parfum de pomme et de glycine ; d'Asolo à Montebelluna, la route du Montello et des collines asolanes ; et, plus au nord, la route des vins de la Piave : local, pinot bianco, merlot, et étonnant rosso, depuis 1980, le vin du Montello. Les vignes de Gasparin produisent le venegazzo. Un « bordeaux » local issu de raisins élevés sur les collines de Montebelluna. Encore un peu riche pour un palais sensible, le venegazzo est à l'image de la région : chaleureux et exubérant.

CHRISTIAN-LUC PARISON

Clins d'œil

PRATIQUES (ils tiennent dans la poche), agréablement mis en page, les *Carnets du voyageur*, écrits par Gallinard, ne s'adressent pas seulement aux touristes. Ils ont l'ambition de devenir les compagnons indispensables de tous ceux qui cherchent à approcher d'un peu plus près la réalité d'une ville ou d'un pays.

Les événements historiques et culturels y sont répertoriés, de même que des programmes de découvertes, des balades et une foule de bonnes adresses. L'originalité de la démarche des éditions Gallimard réside dans la profusion des clins d'œil littéraires qui émaillent ces ouvrages. On visite Paris avec Flaubert, Mac Orlean, Victor Hugo...

Huit guides ont déjà été édités dans cette nouvelle série : Californie, New-York, Londres, Grèce, Florence, Rome, Paris et Venise. Ce dernier offre un aperçu très complet de la ville, de la lagune à l'arrière-pays. Le charme des collines vénitiennes à Asolo, la beauté saisissante de la vallée de la Brenta, à Bassano del Grappa, là où la rivière débouche des montagnes, le style des châteaux de la région qui s'étendent le long de la Vénétie. Et, bien sûr, les vins. Car cette région n'est pas seulement la plus moderne d'Italie en matière vinicole, elle est aussi la plus féconde.

CH-L.P.

● Les Carnets du voyageur.
Gallimard, 78 F.

KENYA
à partir de

7980 F*

PARTEZ EN
RevVacances

* RevVacances vous propose 6 safaris de 10 à 14 jours au Kenya de 7.980 F à 17.540 F. Ces prix comprennent : transport aérien, la pension complète, safari, les assurances et même les frais de visa.

La brochure Rev'Afrique est remise gratuitement dans toutes les Agences de Voyages et au Supermarché Vacances 46, bd de Sébastopol 75003 Paris.

Sonnez les matines !

La tradition hospitalière de certaines communautés n'est pas un mythe en Italie. Pour dormir dans les couvents, il n'est pas nécessaire de connaître la messe en latin ou de présenter un certificat de baptême. L'essentiel est de se montrer respectueux. L'hébergement s'effectue, en principe, dans des chambres communes, généralement des cellules monacales de cinq ou six lits. Logement individuel assez rare.

Cette forme d'hébergement est des plus agréables, surtout si vous avez la chance d'être reçu dans un ravissant monastère du dix-huitième siècle ou dans un séminaire classé monument historique (la plupart le sont).

Deux légers inconvénients cependant. Vous serez réveillés dès 5 ou 6 heures du matin par les cloches ou les chants religieux. Mais les matines en grégorien seront un souvenir extraordinaire, à condition de vous être couchés tôt. Le second handicap vous y aidera car bon nombre de ces communautés ont pour règle de fermer leur porte à une heure très précise, et mieux vaut ne pas être en retard, ne serait-ce que de cinq minutes.

Quant au coût de l'hébergement, il est variable mais toujours modique.

Quelques couvents à Venise :

— **Istituto Carnosiane** : Giudecca, 428. Magnifiquement situé sur l'île de Giudecca. Panorama superbe sur la place Saint-Marc et le palais ducal, juste en face. En sortant de la gare centrale, traverser le Grand

Canal et prendre le vaporetto n° 5. Tenu par des religieuses adorables. Seules les femmes sont acceptées. Dortoirs de sept lits, assez spacieux mais bien tenus. Le bureau d'inscription est fermé de 8 h 30 à 16 h et les portes closes à 22 h.

— **Fosteria Valdese** : Castello, 5170. Juste derrière la place Saint-Marc. Ancien palais vénitien appartenant à une congrégation religieuse. Assez vieillottes d'aspect (c'est tout son charme) et façade recouverte de glycine. Du Campo Santa-Maria-Formosa, prendre la calle Lunga Santa-Maria-Formosa. On est accueilli par un brave homme qui adore bavarder en français. Bureau ouvert de 11 h à 13 h et de 18 h à 20 h 30. Chambres simples, doubles ou petits dortoirs.

— **Dorus Civica** : San Polo, 3082. Tél. : (041) 243-32. A l'est de la piazzale di Roma, à 5 mn à pied de la gare principale. Femmes uniquement. Immeuble coquet du siècle dernier mais intérieur assez triste. Tenu par des religieuses.

Quelques couvents à Rome :

— **Sœurs oblates de l'Assomption** : via Andrea-Doria, 42. Tél. : (06) 38-53-37. Merveilleusement situé à proximité du Vatican. Merveilleusement calme, un peu pincé mais chambres très propres. La porte ferme à 22 h 30 tapantes.

— **Couvent des Sœurs Elisabeth** : via dell'Olmata, 9. Confortable et tout à fait abordable.

Ph. G.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne

L'AVEYRON AU SOLEIL**
Pension complète TTC à partir de 159 F (boisson compr.). Campagne, terrasses, calme, promenade, pêche, salons TV, parking.
Ecr. pour recevoir doc. Hôtel CARAYON, 12380 ST-SERNIN - Tél. 65-99-40-26

Côte d'Azur

06310 BEAULIEU-SUR-MER
LE VICTORIA**
80 chambres SDB/WC
Pension - 1/2 pension - déjeun.
Jardin. Ascenseurs. 2 salons TV - Bar. Tél. (93) 01-02-20. Téléc. 47-03-03 F.

06500 MENTON

HOTEL DU PARC***
Tél. : 93-57-66-66
Près mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Déjeuner sur demande.

PASSEZ L'HIVER AU SOLEIL

L'HOTEL-VILLA NEW-YORK**
dominant la baie de Garavan, à 100 m. des plages et du port. Cadre romantique. Chamb. et conf. bain, douche, w.-c., TV, couloir, tél. direct. Parc exotique. Parc clos. Café, du patinoir. FORFAIT HIVER à partir de 1150 F (7 jrs 7 nuits en 1/2 pens.). Doc. et réserv. 93-35-78-69. Av. R. Mansfield, « Logis de France ».

06000 NICE

HOTEL GOUNOD***
3, rue Gounod - 93-58-26-20
Grand confort, tranquille, central, près mer, garage.

06230 VILLEFRANCA-SUR-MER

Cet hiver sur la Côte d'Azur.
L'HOTEL LE VERSAILLES***
dans un cadre privilégié, terrasse dominant la mer.
7 jours/7 nuits en demi-pension : 1680 F/pers., de Noël à Pâques et conditions spéciales en janvier et séjour de 4 jours.
Tél. : 93-81-89-56

Montagne

05480 RISTOLAS (Hautes-Alpes)
HOTEL LES ETERIOUS***
8 chambres. Cuisine familiale. Accueil chaleureux. Skiez soleil dans le Queyras. Ti compris Alpin 1 900 F - Fond 1 550 F.
Disponibilités très périodes.
Tél. : 93-45-76-67

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)

LE VILLARD - Tél. : 92-45-82-08
Ch. et duplex avec cuisine 2 à 6 pers. Piste fond. Janv. à partir 450 F pers./sem.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUR 51200 EPERNAY. Tél. 26-58-48-37
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

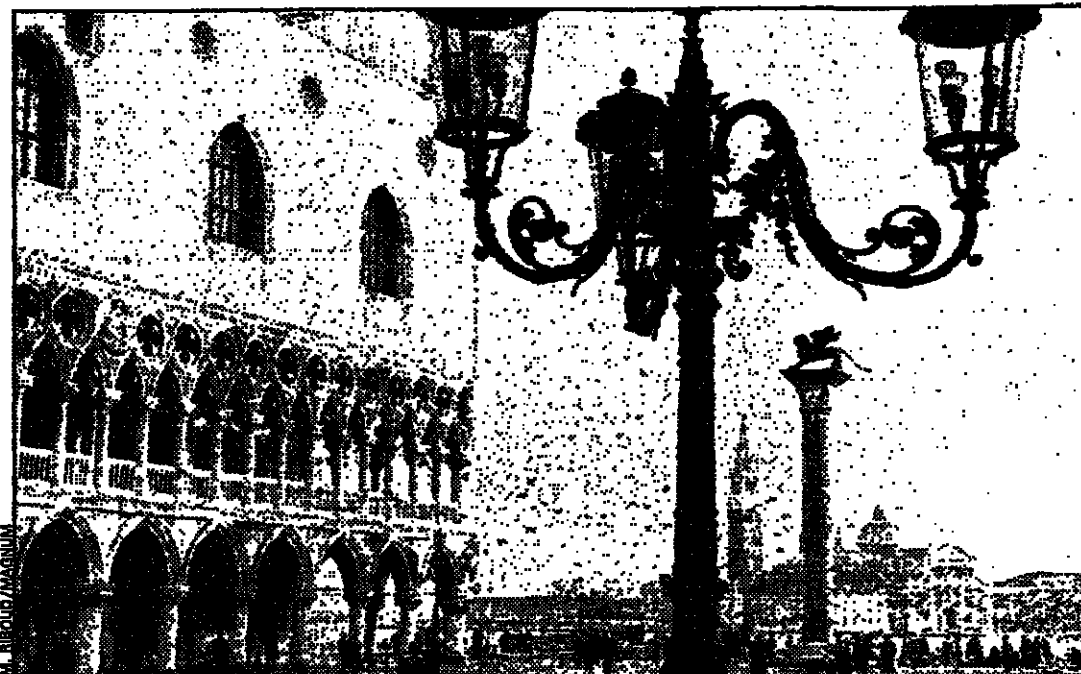
MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1982 : 440 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. (89) 47-12-84
Louis Modrin, viticulteur, 71580 Mercurey.

BOIS SOLEIL
153, boul. Kennedy, 06400 ANTIBES.
Tél. 93-61-68-30.

BOIS SOLEIL
153, boul. Kennedy, 06400 ANTIBES.
Tél. 93-61-68-30.

Cap sur les gondoles

Trousseau de clefs pour la cité des Doges.



LES plus économes, les plus craintifs ou les moins pressés opteront pour le train : 890 F A/R en deuxième classe, 1 412 F en première classe, 1 422 F le supplément couchette. Les plus raffinés gagneront Venise par l'Orient-Express via Zurich et Innsbruck pour 4 800 F, repas compris, jusqu'au 30 avril.

Côté avion, Air France et Alitalia proposent un vol vacances A/R à 1 690 F (1 390 F jusqu'au 28 février). Nouvelles Frontières invite à rallier Vérone en avion puis Venise en train pour 1 100 F A/R et propose des vols directs sur Venise pour 1 540 F avec une réduction de 300 F en janvier et février.

Pour ce qui est des forfaits, Intermzzo propose l'avion et deux nuits d'hôtel à partir de 2 185 F et une semaine à partir de 3 300 F avec réduction de 300 F en janvier et février. CIT Evasion, des week-ends train ou avion plus deux nuits à partir de 985 F et 1 970 F. Donatello, un week-end avion plus deux nuits au Danelli à 3 160 F (moins 300 F en janvier et février) ou un combiné Orient-Express plus deux nuits avec retour en avion pour 5 980 F. Tourisme/SNCF, une formule train plus trois nuits (standard) à partir de 1 516 F et deux jours, avion plus une nuit (première catégorie) à partir de 2 520 F. Nouvelles Frontières, avec ses vols, un forfait de trois nuits à partir de 360 F.

A signaler enfin, parmi les week-ends en Europe proposés par Jet Tours, un forfait trois jours/deux nuits dans un quatre étoiles (chambre et petit déjeuner) avec transport en avion pour 2 250 F jusqu'au 24 janvier, 2 550 F du 31 janvier au 7 février, 2 250 F du 14 au 21 février, 2 310 F du 28 février au 14 mars et 3 110 F du 21 au 28 mars.

Pour y vivre le carnaval

Plusieurs voyageurs proposent, pour cette occasion, des programmes spéciaux. Nouvelles Frontières (en avion et avec un accompagnateur) du 5 au 12 février (2 500 F) ou du 6 au 13 février (2 720 F). CIT Evasion du 7 au 13 février à partir de 2 750 F (en train) et de 5 150 F (en avion). Tourisme/SNCF, du 5 au 10 février (train-couchettes) pour 2 670 F. Donatello (train et six nuits) à partir de 2 030 F ou en avion, à partir de 2 960 F. Eden-Voyages, du 5 au 10 ou du 8 au 13 pour 2 295 F (en train-couchettes) ou 2 975 F en avion. Arcus, du 31 janvier au 4 février pour 5 250 F, comprenant l'avion, l'hébergement en catégorie supérieure en demi-pension, les visites et un bal masqué au palais Dario. A signaler également Chlo, les amis de l'histoire, du 7 au 11 février, Intermzzo et Vacances pour tous.

Pour s'y loger

El Toulia à Paderno-di-Ponzano près d'Asolo (Trévise). Tél. : (0422) 96023/96191. Un cadre raffiné pour les amoureux de nature et de bonne cuisine. Ce relais de campagne choisi par la chaîne des Châteaux-Hôtels offre l'hospitalité des grandes villas de la campagne vénitienne.

Beccarie à Trévise. Piazza Anciolotto 11. Tél. : (0422) 40871. Au cœur de la ville, à deux pas du Palais des 300 avec ses tours crénelées, l'auberge Beccarie a conservé les lignes, les couleurs et l'ameublement caractéristiques des nobles maisons de la Vénétie.

Hôtel Villa Cipriani à Asolo, via Canova 298. Tél. : (0422) 55444. Un havre de tranquillité

dans un décor grandiose. Les chambres et le jardin envahi de rosiers offrent une vue unique sur la vallée et les collines.

Hôtel Metropole, à Venise. Riva degli Schiavoni 4149. Tél. : 705044. Directement sur la lagune. Aussi bien situé que le Danelli dont il est voisin, mais moins snob. Service discret et efficace.

Hôtel Guerrini, à Venise. Lista di Spagna 265. Tél. : 52 (7) 153 33. Pas cher mais bien tenu. Un hôtel calme au fond d'une ruelle dans le quartier de la gare ferroviaire.

Pour s'y restaurer

All'Antica Torre. Da Reis, à Trévise, via Inferiore 55. Tél. : (0422) 53-694. Restaurant traditionnel italien où l'on propose des plats typiques de la cuisine trévise. Ne pas oublier de déguster les vins de la région, car l'établissement fait aussi office de bistro à vins, ce que les Italiens baptisent un peu pompeusement *enoteca*.

Tajer d'Oro, à Chiarano (près de Trévise) via Roma. Tél. : (0422) 746392. Ennio Giacomazzi a fait de son établissement l'un des meilleurs restaurants de poisson de la région. Chaque soir, l'endroit est pris d'assaut par tout ce que Trévise compte de connaisseurs. Réservation indispensable.

Harry's Bar, à Venise. 1323 San-Marco. Tél. : (52) 85331/5236797. Impossible de venir à Venise sans pousser la porte du restaurant rendu célèbre par Hemingway. Malgré sa réputation, l'endroit demeure l'une des meilleures tables de la ville. Les jours d'affluence, il est conseillé de se replier sur la salle du premier étage. On y est moins bousculé, et la vue sur la Salute et sur San Giorgio Maggiore aide à faire avaler l'addition.

Al Teatro, à Venise. 1916 San-Marco, Campo San-Fantin. Tél. : 5221052. L'établissement préféré de Paul Morand. Et certainement le meilleur endroit pour finir une soirée commencée en musique à la Fenice, à deux pas.

Al Grasso de Via, à Venise. 5093 San-Marco, calle dei Bombieri. Tél. : (52) 700150/5223647. La cantine à la ville. Ce restaurant centenaire a su garder l'atmosphère des auberges provinciales. On y trouve toutes les spécialités régionales.

La Trattoria Agnolotti, à Giavera del Montello (Trévise). Tél. : (0422) 876009. Une auberge rurale sur la route des vins.

Adresses utiles

Office du tourisme italien, 23, rue de la Paix, 75001 Paris. Tél. : 42-66-66-68.

Air France, 119, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 42-99-23-64.

Alitalia, 140, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 42-56-66-33.

Orient-Express, 11, rue de Surène, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-42-36-28.

Intermezzo, dans les agences de voyages.

CIT Evasion, 3, boulevard des Capucines, 75008 Paris. Tél. : 42-66-00-90.

Donatello, 11, rue d'Uzès, 75002 Paris. Tél. : 42-33-24-82.

Tourisme SNCF, 16, boulevard des Capucines, 75009 Paris. Tél. : 43-21-49-44.

Nouvelles Frontières, 74, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : 42-73-25-25.

Jet Tours, dans les agences de voyages, agences Air France ou au 19, avenue de Tourville, 75007 Paris. Tél. : 47-05-01-95.

Eden-Voyages, 11, rue Molère, 75002 Paris. Tél. : 42-56-21-37.

Arcus, 62, rue Madame, 75006 Paris. Tél. : 42-22-39-89.

Clio, 40, rue Blomet, 75015 Paris. Tél. : 47-34-36-63.

Vacances pour tous, 21, rue Saint-Fargeau, 75009 Paris. Tél. : 43-58-96-66.

PHILATÉLIE n° 1931

Le professeur Alfred Kastler...

...ne figurera pas dans la série des « personnalités célèbres ». En raison de la « non-resemblance » de l'effigie du physicien, la famille Kastler a demandé le retrait pur et simple du timbre déjà imprimé, en feuille et en carnet.

C'est un coup dur dans les deux cas. La série sera ainsi réduite à cinq timbres, imprimés en feuille. Et, le carnet réimprimé avec cinq timbres se tenant, le sixième sera remplacé, au début du carnet, par une vignette avec « guillemets ».

Souhaitons que, mises à part les pièces réservées pour le Musée, tous les timbres soient détruits, et surtout qu'il n'y ait pas de fuite vers le commerce.

L'émission étant prévue pour le 22 février, nous donnerons prochainement tous les détails sur la série.

Compléments au programme...

— pour 1986. — Les émissions de l'année ont à peine débuté qu'on nous annonce déjà « compléments au programme » de sept timbres.

● Série « artistique ». — Œuvres d'Alberto Magnelli et Pierre Soulages.

● Commémoratif et divers. — Cinquantenaire de la création du Centre de hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes ; championnats du monde de volley-ball ; bicentenaire de la première ascension du Mont-Blanc ; Pierre Cot (1895-1977) ; cinquantenaire de la cinématique française.

Le programme 1986, annoncé le 22 juin 1985, comprendrait trente-huit timbres.

Le Festival des paras...

...sur Paris. C'est l'impression qu'on éprouve. Heureusement, une inscription juste au-dessus de la mention « République française » nous apprend qu'il s'agit, tout bonnement, de « Carnaval de Venise à Paris ».

Pourtant, tout laisse croire, plutôt, à des parachutages massifs sur la capitale.

Nos lecteurs vont encore s'interroger : « Qui est responsable, qui choisit les artistes ? » (1).

Nous déplorons qu'un sujet plaisant comme le « Carnaval de Venise à Paris » s'exprime par l'image d'un futur champ de bataille ! Existe-t-il d'autres maquettes ? Si, oui, qu'on nous autorise à les publier ! Pour voir si nous avons raison ou si nous imposons (1) notre point de vue personnel !

La sortie du timbre est prévue pour le 10 février en « P.J. », nous y reviendrons.

(1) Voir « Le Monde Loisirs », du 14 octobre 1985, page IX.

● RETRAITS : les six timbres, avec surtaxe, de la série des « Personnalités célèbres » seront retirés de la vente le 14 février, R. Rolland, J.-P. Sarrut, J. Roumain à 1,70 + 0,40 F et F. Mauriac, V. Hugo, R. Dorgères à 2,10 + 0,50 F, ainsi que le 5,00 F, vitrail de la Cathédrale de Strasbourg.

● ALGÉRIE : série des « sites touristiques », 0,80 DA, Chetabli ; 2,00 DA, El Menia ; 2,40 DA, Bouznora.

● MICRONÉSIE : bicentenaire de la naissance de J.-J. Audubon, quatre timbres de 22 cents se tenant et un de 44 cents, sujets : divers oiseaux.

ADALBERT VITALYOS.

RÉSIDENCES

STATION DE SKI ALPIN, FOND
Locations tous types. Tarif avantageux.
Ag. Nicolas CHAILLOL 1600 Y. 92-58-48-45.
65260 SAINT-MICHEL-DE-CHAILLOL.

COTE D'AZUR
Mer 600 m. Petits STUDIOS. Parking. Pisc. 2 pers. 1100 F/sem., 2 sem. 1715 F, 4 sem. 2770 F (af vac. scol.). Promotion du 4 au 25/1 - 5%.

BOIS SOLEIL
153, boul. Kennedy, 06400 ANTIBES.
Tél. 93-61-68-30.

CAMPAGNE MER MONTAGNE

PLAGE DU MIDI
Locations de vacances. Déjeuner gratuit.
M. Boisset, 34 VALRAS. 67-37-33-94.

SLIEMA-MALTA
Maisonnette de vacances à louer.
Appartement, 2 chambres, possibilité d'accueillir 6 personnes.

Px : 35 livres maltaises par semaine.
Ecrire : M^{me} Carmen Vella Mangion
83, Saint-Mary-Street - SLEMA-MALTA.

Alpes suisses

Votre lien de rencontre hivernal

CHATEAUX-DE-VAL
Office du Tourisme CH - 1837 Châtillon-d'Orgaz
Tél. : 1941/29/4 77 88 Téléc. : 94 00 22

Diablerets
Office du Tourisme CH - 1865 Les Dabberets
Tél. : 1941/25/53 13 58 Téléc. : 456 175

LEysin
Office du Tourisme CH - 1854 Leysin
Tél. : 1941/25/34 22 44 Téléc. : 456 166

VILLARS
Office du Tourisme CH - 1894 Villars
Tél. : 1941/25/35 32 32 Téléc. : 456 200 106 ch

OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOURISME, 11 bd. rue Scribe, F-75 009 Paris.
Tél. 01/42 45 45

A bout de souffle

Au rendez-vous de la chasse et des armes, le retour de la sarbacane.

Le troisième Salon international de la chasse, de l'arme et du tir ouvre ses stands vendredi 24 janvier à la porte de Versailles (1). Cent cinquante exposants seront présents à cette manifestation. Ils offriront à la curiosité des visiteurs les dernières nouveautés de la panoplie du parfait chasseur ou de l'amateur de tir de loisir. Des destinations touristiques sont enfin proposées aux chasseurs pour leur permettre, le temps d'un week-end ou d'un séjour plus long, de s'adonner à leur plaisir favori.

Parmi les innovations de ce Salon, on distingue « le village des animaliers » où sont exposées des aquarelles, peintures, gravures et sculptures inspirées par la nature et la chasse. Le « coin des inventeurs » propose, lui, les meilleurs « trucs » et inventions imaginés et mis au point pour mieux tirer ou mieux chasser. Sans oublier le rendez-vous des fanatiques de la cartouche.

Rappelons que la France compte aujourd'hui près de deux millions de chasseurs et un peu plus de cent vingt-six mille tireurs licenciés. On comprend mieux, ainsi, que les États-Unis, l'Espagne, l'Italie, la Hongrie et l'URSS, notamment, grands pays producteurs d'armes de chasse et de tir, soient présents à ce Salon.

À côté des fusils, pistolets, carabines, arbalètes, lance-billes et autres revolvers, la grande surprise du Salon, c'est l'arrivée, ou plutôt le retour, d'une arme plus que millénaire : la sarbacane ! Est-ce d'ailleurs une arme véritable,



ou un bel objet ? La question peut se poser, au même titre que pour un arc ou un boomerang...

Cet « intrument à vent » étonne en effet beaucoup, de prime abord. Comme le remarque le peintre Henri Rey, amateur averti d'art et d'armes, « la sarbacane requiert exactement le même coup de langue » que la trom-

pette. Dans les deux cas, il faut provoquer une arrivée d'air très brutale ».

La sarbacane possède d'autres qualités, qui expliquent son retour au premier plan. D'abord, c'est une arme précise. On la tient au centre de la bouche, qui doit former, avec les yeux, un triangle isocèle. Cette visée des deux yeux, unique en matière de tir, donne

des résultats époustouflants. Un débutant peut espérer raisonnablement, au bout d'une demi-heure, grouper à 10 mètres toutes ses flèches dans l'espace d'une carte à jouer ! A condition d'avoir de bons poumons et de bonnes joues, la sarbacane reste précise jusqu'à une trentaine de mètres.

Cette précision est liée à la longueur de l'instrument, qui varie

entre 75 cm et 1,50 m. Les flèches, d'un diamètre de 8 à 10 millimètres, sont formées à l'arrière d'un cône de plastique qui joue le rôle d'empenage et, à l'avant, d'une pointe en acier. Ce sport, dont le premier championnat de France vient d'avoir lieu et qui progresse partout dans le monde, est sans doute l'activité de tir la moins onéreuse. Une excellente sarbacane coûte entre 100 et 300 F et, pour 20 F, on dispose de six flèches, réutilisables pratiquement tout le temps.

À côté de cette arme insolite, les arcs Barnett exposés sur le stand PS Diffusion paraissent

presque classiques, malgré les excoissances étranges dont les hérissent les progrès technologiques. Ils constituent pourtant une petite révolution dans ce milieu plutôt traditionaliste : l'entrée de cette firme britannique au sein de l'aristocratie de l'archerie, où, jusqu'à présent, l'américain Hoyt et le japonais Yamaha tenaient le haut du pavé. La gamme Barnett se limite toutefois à l'arc *compound*, c'est-à-dire l'arc à poulies qui permet de démultiplier l'effort, de viser mieux et d'imprimer à la flèche une accélération plus progressive. Le *compound*, en résumé, permet, à force physique égale, de tirer avec un arc plus puissant. Or, plus un arc est puissant, plus il pardonne les erreurs.

Ces arcs « haut de gamme », adaptables sur mesure en quarante-huit heures, et que l'on trouve à des prix abordables (de 1 800 F à 3 600 F pour les modèles de compétition), devraient favoriser la pratique d'un sport qui depuis quelques années connaît un renouveau.

MICHEL DROULHOLE.

(1) Salon international de la chasse, de l'arme et du tir. Du 24 au 28 janvier, Parc des expositions, porte de Versailles. Prix d'entrée : 55 F. Le lundi 27 et le mardi 28 janvier sont réservés aux professionnels.

• Rémises sous l'égide de la Fédération interdépartementale des chasseurs de Paris, onze associations spécialisées dans les différents types de chasse mettront en place, durant la période du Salon, un centre d'information sur la chasse et l'environnement.

En appelant le 45-30-49-92, il sera ainsi possible de se renseigner sur tout problème de législation, d'équipement ou de technique de chasse. Ce service fonctionnera le vendredi 24 janvier de 15 heures à 20 heures, le samedi 25 et dimanche 26, de 9 heures à 19 heures ou en se rendant directement sur le stand C 35 dans le hall 7.

Canons d'orfèvre

Douze mois pour ciseler un Browning.

LORSQU'IL a assemblé les bouts de bois qui ont composé Pinocchio, le bon Gopetto, l'ébéniste de la fable, devait être aussi amoureux attentif que ce vieil ouvrier belge qui finit sa journée dans un atelier de la banlieue liégeoise.

Il est fascinant, le bougre. A hauteur du ventre, sur un établi s'amoncellent gouges, limes, poinçons, ciseaux de tailles et de formes les plus diverses. Sur cet étalage d'outils dont certains feraient la joie d'un brocanteur s'accumulent encore toutes sortes de papiers de verre, de chiffons, d'objets sans nom façonnés pour l'usage exclusif de leur propriétaire.

Dans ses gros doigts noircis par la poussière, il manipule deux pièces métalliques comme de la porcelaine précieuse. Après avoir longuement inspecté leurs contours, il en passe une sur une lampe à pétrole. Quand le noir de fumée recouvre entièrement cette pièce, il l'emboîte en force dans l'autre puis la retire d'un coup sec. Au point de friction, l'acier apparaît à nu. Le bonhomme farfouille alors dans son fourbi pour en extraire l'outil adéquat et commence à faire disparaître l'excroissance.

Dans une centaine d'heures peut-être la bascule du fusil qu'il est en train de confectionner jouera parfaitement sans qu'il y ait plus d'un millième de millimètre entre les deux blocs d'acier. Et dans une douzaine de mois l'arme sera prête à être livrée à son propriétaire, après que chaque pièce aura été traitée avec le même soin, en chaque point de la chaîne d'assemblage. Jusqu'à l'atelier de gravure fine où des fils d'or seront incrustés dans les cisèlements cynétiques.

Tel est le cérémonial, presque surréaliste à l'époque de la robotique, qui entoure la fabrication d'une carabine qui sera bientôt un objet de collection plus qu'un engin de mort. Les Beretta italiens, les Purdey anglais, les Platon Barrett français, ou les Remington américains, les Browning haut de gamme sont des armes et un peu plus que des armes, des objets de luxe que les amateurs convoitent comme les bibliophiles convoitent des éditions originales.



Mais les raisons pour lesquelles les ouvriers belges, héritiers d'antiques traditions artisanales, peaufinent des armes imaginées au début du siècle par un mormon américain ne sont pas banales. John Moses Browning n'était d'ailleurs pas un personnage ordinaire. Dans l'Amérique de la conquête de l'Ouest, le gamin était déjà un bricoleur de génie.

Il savait tout réparer dans la maison de ses parents, et ses dons firent rapidement merveille dans l'atelier de son père, qui récupérait les pétards des chercheurs d'or et des coureurs de prairie. A treize ans, il fabriqua entièrement sa propre carabine. Ce fut lorsqu'il eut une trentaine d'années qu'il inventa une carabine à répétition à levier. Mais son atelier d'Ogden, dans l'Utah, était trop modeste pour la commercialiser. Il céda donc le brevet à la firme Winchester, sous la marque de laquelle elle deviendra la carabine la plus célèbre de l'Ouest.

John Moses Browning eut beaucoup d'autres inventions de même nature à son compte : car-

bines automatiques, mitrailleuses, pistolets... Il inventa à un rythme tellement soutenu que les fabricants américains n'arrivèrent plus à suivre la cadence. Ils achetaient ses brevets mais ne les produisaient pas. Alors qu'il venait de concevoir le premier pistolet automatique 7,65 en 1897, John Moses Browning rencontra dans les bureaux de Colt, auquel il proposait son dernier-né, un représentant de la Fabrique nationale de Belgique. Cette raison sociale recouvrait en fait un groupe d'armuriers liégeois qui s'étaient constitués quelques années auparavant en société pour assurer une très grosse commande de fusils de guerre Mauser.

Il cherchaient de nouveaux débouchés. L'accord fut rapidement conclu : en 1899 sortaient des ateliers Stahl les premiers pistolets automatiques qui allaient établir la renommée mondiale de Browning. Puis, en 1912, c'était un fusil de chasse automatique à cinq coups qu'imagina le prolifique John Moses Browning. A l'époque des transatlantiques, il franchissait soixante et une fois l'océan

pour se rendre en Belgique, où il mourut en 1926. Plusieurs années après sa mort, les croquis qu'il avait laissés devaient encore servir à produire des armes nouvelles.

Longtemps la société Browning des États-Unis, dont le siège était dans l'Utah, et la Fabrique nationale vont fournir aux chasseurs et aux tireurs une large gamme d'armes de grande qualité. Les deux sociétés prospérèrent parallèlement jusqu'en 1977. Cette année-là, la Fabrique nationale lança une OPA pour devenir l'actionnaire majoritaire de Browning, dont la marque allait s'imposer à l'ensemble des articles de sport (armes, chasse, tir, tennis, planche à voile) du groupe, ayant aussi des activités militaires et aéronautiques.

Voilà comment dans la banlieue liégeoise de vieux ouvriers flamands continuent de façonner des armes de tradition pour le plus grand plaisir des collectionneurs.

ALAIN GIRAUDO.

New York
vol direct de Luxembourg
TARIFS EN BAISSÉ

aller
retour **F. 2990**
(sauf Ex 14/90 jours)
Les autres destinations
ICELANDAIR.

Washington (own) F. 3190
Chicago F. 3490
Detroit F. 3490
Orlando/Florida* F. 3890

A compter de 10 personnes,
tarifs spéciaux. Consultez-nous.
Acheminement SNCF compris.
de Paris et de l'Est de la France.
(* service de bus en Florida.)

ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 PARIS (1) 47 42 52 26

Victoria-Laubhorn Wengen Berner Oberland

Au centre de Wengen, hôtel de famille de 1^{er} cat., totalement rénové. Séjour agréable garanti, grand confort assuré, cuisine, bar et café accueillants. Chambres avec bain/WC, téléphone, radio, demi-pension, menus aux chais, sfx. 78.-/108.- selon site, séjour et saison. Buffet riche de petit déjeuner, div. buffets aux chandelles.

Arrangements de séjours avantageux : demi-pension, bain/WC, pour tout choix, incl. abonnement pour 22 semaines nées à partir de sfx. 687.-/7 jours ou bien à partir de sfx. 1238.- pour 14 jours.

Arrangements forfaitaires en été.

Hôtel Victoria-Laubhorn
CH-3623 Wengen, Tél. 1 041/36/56 51 51, Tél. 923 232, Fax S. + H. Castellan

ant

DOM-TOM
9 destinations
9 façons de faire la fête

Info-Vacances
Un service permanent de conseils pour vos vacances en France.

Tél. : 42.60.37.38

AGENCE NATIONALE POUR L'INFORMATION TOURISTIQUE
8, avenue de l'Opéra - 75001 Paris

SAHARA PASSION
Des escapades inoubliables... de dunes en campements de rêve en zone à pied, souvent en 4x4 parties.

NOMADE
Brochure à 30 av. des Temples - 75017 PARIS
Téléphone : 42-29-06-50 (17 h - 20 h)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
AUJOURD'HUI

| | Dimanche 19 janvier | Lundi 20 janvier | Mardi 21 janvier |
|-------------------------------------|---|--|--|
| TÉLÉVISION FRANÇAISE 1 | <p>8.00 Bonjour la France ; 9.00 Émission islamique ; 9.15 A Bible ouverte ; 9.30 La Source de vie ; 10.00 Présence protestante ; 11.00 Le jour du Seigneur, Messe célébrée avec la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption à Paris.</p> <p>12.00 Télé-foot 1.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série : Starsky et Hutch.</p> <p>14.30 Sports dimanche.</p> <p>Automobile : Rallye de Monte-Carlo ; tiré à Vincennes ; Coupe du monde de ski à Kitzbühel ; tennis ; le Tournoi des Masters, en direct de New-York.</p> <p>16.40 Scoop à la une.</p> <p>Invité : Patrick Sébastien.</p> <p>17.30 Les amoureux du monde : Les fanambules de la montagne (les chamois des Alpes).</p> <p>18.00 Série : Pour l'amour du risque.</p> <p>19.00 Sept sur sept.</p> <p>Magazine de la semaine de J. Luzzi et Anne Sinclair, présenté cette semaine par Jean Luzzi.</p> <p>Invité : Nicole Garcia, la célèbre comédienne qui interprète actuellement la pièce de William Gibson : « Deux sur la balançoire ».</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ.</p> <p>Film de Jean YVES.</p> <p>22.15 Journal.</p> <p>22.30 Tennis : finale des Masters.</p> <p>En direct de New-York.</p> | <p>11.15 Antiope 1 ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série : Dallas.</p> <p>14.35 La maison de TF1.</p> <p>La droite des handicapés ; les arbuscules couvrent-elles l'andouille à la moutarde...</p> <p>15.25 Cinéma : Un grand patron.</p> <p>Film d'Yves Ciampi.</p> <p>17.00 La chance aux châteaux.</p> <p>17.25 Série : Billet doux.</p> <p>18.25 Mini Journal pour les jeunes.</p> <p>18.40 Série : La vie des Botes (et à 19 h 10).</p> <p>18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.</p> <p>19.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Un chien dans un jeu de quilles.</p> <p>Film de Bernard Guillou.</p> <p>22.25 Etoiles et toiles.</p> <p>Émission de F. Mitterrand et M. Jouando.</p> <p>Au sommaire : Ernst Lubitsch (avec des extraits de ses films, Carmen, To be or not to be...) ; Oliver Stone (le scénariste de l'Année du dragon et de Midnight Express). Le magazine d'un mordu du cinéma.</p> <p>23.10 Journal.</p> <p>23.25 C'est à lire.</p> <p>23.40 Régie française d'espace (RFE).</p> | <p>10.25 Régie française d'espace (RFE) ; 10.55 Le chemin des écoliers, du CNRP ; 11.15 ANTIOPE ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série : Dallas.</p> <p>14.35 Transcontinental. Les Indiens aux États-Unis.</p> <p>15.45 Reprise : Barbie.</p> <p>Rediffusion de l'émission diffusée le 8 janvier. Une enquête minutieuse, sérieuse sur l'ancien SS nazi - dit « le Boucher de Lyon » - Klaus Barbie. L'adjudant de Hoyos a recueilli les témoignages des deux camps.</p> <p>17.00 La chance aux châteaux.</p> <p>17.25 Série : Billet doux.</p> <p>18.25 Mini Journal pour les jeunes.</p> <p>18.40 Série : La vie des Botes (et à 19 h 10).</p> <p>18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.</p> <p>19.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Les grands écrans de TF1 : le Commissaire Moulin, scénario de S. Jonbert, réal. J. Kerschbaur. Avec Y. Renier, C. Jada, C. Micha... (redif.).</p> <p>Une poursuite infernale entre un fou et le commissaire Moulin, installé depuis peu dans son nouvel appartement. Celui-ci saura bien sûr rétablir le calme dans le quartier.</p> <p>22.10 Voyages intérieurs : La psychanalyse, côté feuillet.</p> <p>Dernière émission d'une série de trois de Dominique Frischer. Sept psychanalystes « sur le divan » se confessent, sans esquiver les questions taboues : leurs relations avec les patients, le problème de l'argent, la durée de la cure comme celle des séances. Une première.</p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.20 C'est à lire.</p> |
| ANTENNE 2 | <p>9.05 Informations et météo ; 9.10 Gym tonique ; 9.45 Les chevaux du Tiercé ; 10.00 Récré A2 (Candy ; Bibifoc ; Mafalda ; L'empire des cliques...) ; 11.30 Dimanche Martin (Entrez les artistes).</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>14.30 Série : Magnum.</p> <p>15.20 L'école des fans.</p> <p>16.15 Kiosque à musique.</p> <p>17.00 Les cinq dernières minutes : le Parfum d'angélique.</p> <p>Le commissaire Cabrol enquête chez les pâtisseries de Niort.</p> <p>18.30 Stade 2.</p> <p>19.30 Feuilleton : Maguy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Les enquêtes du commissaire Maigret : Maigret et la grande perche.</p> <p>Série d'après Simenon, réal. C. Barma. Avec J. Richard, M. Renaud, J. Morel.</p> <p>Le commissaire enquête sur un crime... sans cadavre, dans un pavillon bourgeois de Neuilly.</p> <p>22.05 Magazine : Projection privée.</p> <p>Le comédien Jacques Weber est l'invité de Marcel Jullian.</p> <p>Tous deux parleront de l'actualité culturelle de la semaine.</p> <p>22.55 Musiques au cœur : Kiri Te Kanawa.</p> <p>Magazine d'E. Ruggieri (2^e partie).</p> <p>La diva néo-zélandaise interprète des mélodies de Duparc et des arrangements sur les « chants d'Auvergne » de Canteloube. Ce portrait sera suivi d'un point sur l'actualité musicale.</p> <p>23.35 Journal.</p> <p>0.00 Bonsoir les clips.</p> | <p>6.45 Télématin ; 9.30 ANTIOPE ; 10.20 Reprise : Apostrophes ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Télématin ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : l'Académie des neuf ; 12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton : La vallée des peupliers.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>L'éducation en question : hors l'école, point de salut.</p> <p>Après l'étude de la famille et de son influence (ou pas), Valérie Manuel, Isabelle Chicot et Annie Zorz ont enquêté sur le rôle de l'école. Ses grands principes ont-ils marqué nos contemporains ?</p> <p>15.00 Feuilleton : Chateaufort.</p> <p>16.00 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A2. Latulu et Liréli ; Téléchat ; Cobra.</p> <p>18.00 Anna et le Roi.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Les portes de l'espoir : Ellis Island.</p> <p>Série américaine d'après l'œuvre de F. Mustard Stewart ; réal. J. London. Avec F. Dunaway, R. Burton, P. Rieger.</p> <p>Une série américaine qui raconte l'histoire de quatre personnages qui ont fui, l'un les pogroms en Russie, l'autre la misère italienne, deux sœurs la répression en Irlande, et débarquent avec leurs rêves au début du siècle aux États-Unis.</p> <p>22.20 Série : Pays d'octobre, choses vues dans le Mississippi.</p> <p>Réal. Bertrand Tavernier et Robert Parrish.</p> <p>Troisième volet de cette promenade dans la culture noire du sud des États-Unis. L'équipe a quitté Oxford pour se rendre dans le Delta, à Greenville et Clarkdale, où sont nés les plus grands noms du blues, de BB King à John Lee Hooker. Mais il s'agit plutôt de retrouver l'esprit de cette musique, de filmer les rues à l'apparence désolée, de trouver les anonymes qui improvisent d'étonnantes variations.</p> <p>23.15 Journal.</p> <p>23.40 Bonsoir les clips.</p> | <p>6.45 Télématin ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Les carnets de l'aventure (L'oiseau rare) ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : l'Académie des neuf ; 12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton : la vallée des peupliers.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>Composées le programme.</p> <p>15.00 Feuilleton : Chateaufort.</p> <p>16.00 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A2.</p> <p>Image imagine : C'est chouette ; Super doc ; Latulu et Liréli ; Téléchat ; Les mondes engloutis.</p> <p>18.00 Série : Anna et le Roi.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Cinéma : L'Espion qui m'aimait.</p> <p>Film de Lewis Gilbert.</p> <p>23.35 Journal.</p> <p>0.05 Bonsoir les clips.</p> |
| FRANCE RÉGIONS 3 | <p>9.00 Debout les enfants ; 10.00 Musique : France-Yugoslavie ; 12.00 Espace 3.</p> <p>13.00 Émissions en langues régionales.</p> <p>14.30 Rallye 85.</p> <p>Rétrospective des rallyes de Monte-Carlo, du Tour de Corse, de Milan...</p> <p>15.15 Émissions pour les jeunes.</p> <p>17.30 Découverte.</p> <p>Avec London Cowboys, Gamine, Kick...</p> <p>18.00 Culture clip.</p> <p>Un magazine culturel signé Populus. Avec Agnès Varda, réalisatrice de « Sans toit ni loi ». Des reportages sur la vie qui bouge.</p> <p>18.30 Jeu : Document secrets.</p> <p>De Pierre Bellemare.</p> <p>19.10 Émissions pour les jeunes.</p> <p>19.30 RFO hebdo.</p> <p>20.00 Série : Benny Hill.</p> <p>20.35 Série : l'Archipel Aquitaine.</p> <p>N°2 : Des rêves et des jeux, émission de J.-C. Bringuier.</p> <p>Jean-Claude Bringuier excelle à créer le climat de confiance absolue sans lequel un être n'oserait totalement se confier. Ce deuxième volet d'une série consacrée au Sud-Ouest, à ses paysages, ses hommes, sa civilisation, nous fait découvrir le sport favori de la région. Avec un morceau de bravoure, celui d'un fanatique de rugby raconte sa passion avec un lyrisme inoubliable : presque du Proust !</p> <p>21.30 Aspects du court-métrage français.</p> <p>« Terminus, ma plus belle histoire d'amour », de J.-L. Gros.</p> <p>21.55 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit : le paquebot « Tenacity ».</p> <p>Film de Julien Duvivier.</p> <p>23.50 Prélude à la nuit.</p> <p>« Density 21.5 pour flûte solo » d'Edgar Varèse, par Kathy Chastain.</p> | <p>16.00 Télévision régionale.</p> <p>Programme autonome des douze régions. Sauf à 16 h 5, où l'on verra sur tout le réseau les Gladiateurs, film de D. Daves ; à 17 h 30, La mémoire aux images ; à 18 h 55, la Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>18.55 Dessin animé : Les Entrecatchés.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : Je vais craquer.</p> <p>Film de François Leterrier (cycle : le cinéma français et ses stars).</p> <p>22.05 Journal.</p> <p>22.30 Boîte aux lettres : spécial Henri Troyat.</p> <p>Magazine littéraire de J. Garcin.</p> <p>C'est dans son appartement parisien qu'Henri Troyat reçoit Jérôme Garcin pour parler de sa vie, de son œuvre. Un document illustré de photos d'archives et de différents reportages.</p> <p>23.30 Prélude à la nuit.</p> <p>Chansons d'Israël, par le duo Dudaim.</p> | <p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17.00, où l'on verra sur tout le réseau la feuilleton : l'Age en fleur ; à 17.15 Dynastie ; à 18.55 la Panthère rose ; à 19.35 Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>18.55 Dessin animé : Les entrecatchés.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>La dernière séance : soirée James Cagney.</p> <p>Émission d'E. Mitchell et J. Jourdain.</p> <p>Actualités 1955 : Jacques Villiers annonce le film ; à 22.40, réclames de l'époque ; Dessin animé : Tom et Jerry ; Tex Avery ; Attraction.</p> <p>20.45 Premier film : Les Pièges de la passion.</p> <p>Film de Charles Vidor.</p> <p>23.15 Journal.</p> <p>23.40 Deuxième film : 13, rue Madeleine.</p> <p>Film d'Henri Hathaway.</p> |
| PÉRIPHÉRIE | <p>● RTL, 20 h, Les Louves ; 21 h, Grand écran, l'actualité du cinéma.</p> <p>● TMC, 20 h, Série : Madame et ses flics ; 21 h, Série : Anno Domini ; 22 h 50, Forum RMC ; 23 h 35, Sky trax.</p> <p>● RTB, 20 h 10, Swing ; 21 h 15, Téléfilm : Calamity Jane.</p> <p>● RTB-TÉLÉ 2, 18 h 30, Tennis : tournoi des Masters de New-York.</p> <p>● TSR, 20 h, Série : Maître du jeu ; 20 h 55, Tennis : tournoi des Masters de New-York.</p> | <p>● RTL, 20 h, Série : Dynastie ; 21 h, La rouge est mis, film de G. Grangier.</p> <p>● TMC, 20 h, Série : Dynastie ; 21 h, le Voyage, film d'A. Litvak ; 23 h 10, Sky trax.</p> <p>● RTB, 20 h 5, Écran-témoins : C'est ma vie après tout, film de J. Badham, suivi d'un débat sur l'acharnement thérapeutique.</p> <p>● RTB-TÉLÉ 2, 20 h 5, Chansons souvenirs ; 21 h 10, Théâtre wallon : Trio ; 22 h 15, PME : des trompeurs pour l'expansion.</p> <p>● TSR, 20 h 15, la Maitresse du lieutenant français, film de K. Reisz ; 22 h, l'actualité cinématographique ; 23 h 10, L'antenne est à vous.</p> | <p>● RTL, 20 h, Cinéma : la Baraka, film de J. Valère ; 21 h 55, Mission ultra-secrète, film de L. Salca.</p> <p>● TMC, 20 h, Série : Les deux font la paire ; 21 h, l'Homme aux cols d'or, film de E. Dmytryuk ; 23 h 10, Sky trax.</p> <p>● RTB, 20 h 10, Bille de faveur : la Préfète, comédie de J. Deval ; 22 h 15, Série documentaire : Le Louvre.</p> <p>● RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Rox Box ; 21 h, Ciné-club (cinéma nippon) : les Sept Samouraïs, film de A. Kurosawa.</p> <p>● TSR, 20 h 10, Série : Vice à Miami ; 21 h 5, La piste des gitans ; 22 h, Ballet : Cadences ; 22 h 55, Hockey sur glace.</p> |

Mercredi

22 janvier

7.15 Régie Française d'Espace (RFE) ; 10.15 ANTIOPE 1 ; 10.45 Salut les petits loups ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... mariage.

13.00 Journal.

13.50 Vitamine (dessins animés, feuilletons, variétés...)

16.05 Série : La petite maison dans la prairie.

17.00 La chance aux chansons.

17.25 Série : Bilet doux.

18.25 Mini-journal pour les jeunes.

Série : la vie des Botes (et à 19 h 10).

18.40 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.30 Loto sportif.

19.40 Cocoricocoboy.

19.53 Tirage du Tac-O-Tac.

20.00 Journal.

20.40 **Série : La guerre du cochon.**
Scénario de J. L'Hoste et G. Chouchan, réal. G. Chouchan. Avec B. Freson, G. Goupil, H. Laborit.
Deuxième épisode : suite d'une chronique folle autour du pâté pur porc. Son héros, Julien La Rouzic, fabricant émérite de charcuterie bretonne en butte aux dévoués locaux, aux grandes surfaces, à sa famille...

21.40 **Football : Lille - Paris-Saint-Germain.**

23.15 Performances.
Magazine de l'actualité de M. Cardozo.
Au sommaire : Tardi, de pied en cap (en avant-première du Festival de la BD à Angoulême, le dessinateur Tardi s'est prêt au jeu des portraits). Jeux de rôles (qui sont ces jeunes déguisés en chevaliers moyenâgeux ?) ; Entretien avec le doyen du collège de France, Georges Dumezil ; les joupies (les nouveaux conseils en entreprise).

23.45 Journal.

0.00 C'est à fire.

Jeudi

23 janvier

11.15 ANTIOPE 1 ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... mariage.

13.00 Journal.

13.50 Série : Dallas.

14.35 Reprise : les animaux du monde.

Les éléphants de Sri-Lanka.

15.05 A votre service.

15.25 Quarté en direct de Vincennes.

15.35 A cœur ou à raison.

L'âme des poètes. Jean Le Poulain. (Redif.)

17.00 La chance aux chansons.

17.25 Série : Marion (redif.).

18.25 Mini-journal pour les jeunes.

18.40 La vie des Botes (et à 19 h 10).

18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.40 Cocoricocoboy.

20.00 Journal.

20.35 **Questions à domicile : Jack Lang.**
Emission de P.-L. Séguillon, A. Sicaud et A. Tarta.
M. Jack Lang, ministre de la culture, répondra aux questions des journalistes en direct de son appartement de la place des Vosges. La cinquième chaîne, les nouvelles installations de la Bibliothèque nationale, la galerie Colbert récemment inaugurée, seront sans doute évoquées parmi d'autres sujets.

21.50 Série : Colombo.
Le témoin d'un meurtre, Helen Stewart revient sur ses affirmations. Le travail de l'inspecteur se complique.

23.05 Journal.

23.20 Automobile.
En direct du col de Turini, le rallye de Monte-Carlo.

Vendredi

24 janvier

10.15 ANTIOPE 1 ; 10.45 La Une chez vous ; 10.55 Ské, en direct de Megève, Coupe du monde féminine ; 12.00 Tournez... mariage.

13.00 Journal.

13.50 Série : Dallas.

14.35 Temps libres à... la BD (et à 16 h 25).
L'émission est retransmise en direct du Salon de la bande dessinée à Angoulême.

16.00 Série : Au nom de la loi.

17.00 La chance aux chansons.

17.25 Série : Marion (redif.).

18.25 Mini-journal pour les jeunes.

Série : La vie des Botes (et à 19 h 10).

18.45 Série : Santa-Barbara.

19.40 Cocoricocoboy.

20.00 Journal.

20.35 **Le jeu de la vérité : Michel Piccoli.**
Patrick Sabatier a invité cette semaine le comédien Michel Piccoli. Le grand acteur intimiste nous réserve sans doute des surprises.

22.00 TéliFilm : l'Ombre des bateaux sur la ville.
De J. Krier, avec J. Fraival, T. Trani, A. Moya...
Des coups de feu ont été tirés vers la ville. On a vu un jeune homme armé grimper dans le pont basculant du port. C'est Max. (qui a tiré sur le chien Bibiche), maintenant retranché. On essaye de lui parler, de le calmer, son père, sa mère. Des retours en arrière découvrent les couches successives des secrets qui ont motivé la démarche de Max.

23.10 Journal.

23.30 Ouvert la nuit.
Emission de G. Foucaud.
TSF ou télévision sans frontières.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE

1

6.45 Télématin. 9.00 Récité A 2 (Heidi ; Tchaou... ; les carnets de bord... ; 12.00 Journal et météo. 12.05 Jeu : l'Académie des neufs.

12.45 Journal.

13.30 Feuilleton : la Vallée des peupliers.

14.00 Cinéma : la Taverne de la Nouvelle-Orléans.
Film de William Marshall.

15.40 Récité A 2.
Les Schtroumpfs ; les Poupies ; Clémentine ; Filip Bouc.

17.00 Magazine : Terre des bêtes.
Haro sur le renard d'Australie ; les crapauds.

17.30 Super Platiné.
Avec Citizen's ; Cock Robin ; Élégance ; Francis Cabrel ; Karina and the Waves ; Gold.

18.00 Série : Anna et le roi.

18.30 C'est la vie.

18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.10 D'accord pas d'accord (INC).

19.15 Emissions régionales.

19.40 Jeu : la Trappe.

20.00 Journal.

20.35 **L'heure de vérité : Georges Marchais.**
Magazine de F.-H. de Virieu.
Le secrétaire général du PCF répond aux questions de F.-H. de Virieu. A. Duhamel, A. du Roy et à celles des téléspectateurs. Taisez-vous, sondages !

21.55 **Le dossier d'Alain Decaux : Ibn Secoud... ou l'épopée du désert.**
Pour évoquer le destin fabuleux du fondateur de l'Arabie moderne, l'historien du petit écran est allé sur place : de la ville de Dax à celle de Ryad, en passant par le désert, où grandit Ibn Secoud, né dans le dénuement, et devenu l'un des hommes les plus riches du monde.

23.10 Journal.

23.30 Bonsoir les clips.

6.45 Télématin ; 10.30 ANTIOPE ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 La télévision des téléspectateurs ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : l'Académie des neufs.

12.45 Journal.

13.30 Feuilleton : la Vallée des peupliers.

14.00 Aujourd'hui la vie.
Chicane et zézanie : les quêtes publiques.

15.00 Feuilleton : Chateaufort.

16.00 C'est encore mieux l'après-midi.

17.30 Récité A 2.
Image imagine : Mes mains ont la parole ; Latulu et Lireli ; Téléchat ; Les mondes engloutis.

18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.
Reprise d'un feuilleton américain diffusé en 1979.

18.30 C'est la vie.

18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

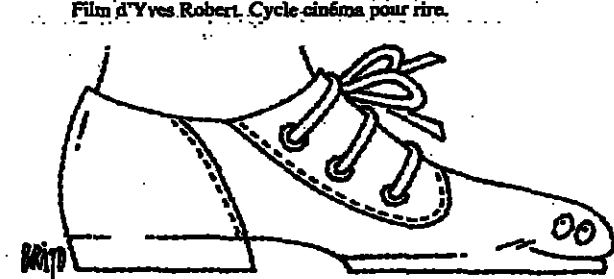
19.15 Emissions régionales.

19.40 Jeu : la Trappe.

20.00 Journal.

20.30 D'accord, pas d'accord (INC).

20.35 **Cinéma : le Grand Blond avec une chaussure noire.**
Film d'Yves Robert. Cycle-cinéma pour rire.



22.05 Magazine : Actions.
De M. Honorin, F.-H. de Virieu et G. Morin.
Parlons d'argent : le fise préfère-t-il les concubins ou les couples mariés ? Titres en jeu : les investissements boursiers ; coup de pouce... à l'inventeur d'un trimaran réputé insubmersible. L'accord d'entreprise du mois.

23.20 Journal.

23.45 Bonsoir les clips.

6.45 Télématin ; 10.30 ANTIOPE ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Magazine : Terre des bêtes (reprise) ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : l'Académie des neufs.

12.45 Journal.

13.30 Feuilleton : la Vallée des peupliers.

14.00 Aujourd'hui la vie.
Femmes flics. On recense aujourd'hui sept cent soixante-seize inspecteurs du sexe féminin alors qu'elles n'étaient que cent trente-sept en 1974. Mille cent quarante-huit - gardiens de la paix - alors qu'elles n'étaient que soixante-dix-huit en 1973. Qu'est-ce qui les motive ? Les réactions des autres policiers, du public...

15.00 Feuilleton : Chateaufort.

16.00 C'est encore mieux l'après-midi.

17.30 Récité A 2.
Super doc : Latulu et Lireli ; Téléchat ; Shera.

18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.

18.30 C'est la vie.

18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.15 Emissions régionales.

19.40 Jeu : la Trappe.

20.00 Journal.

20.30 Loto sportif.

20.35 Série : Fort Saganne.
D'après le roman de L. Gardel, réal. A. Corneau. Avec G. Depardieu, P. Nègre, C. Desseux, S. Mareau.
Troisième épisode : Au début de ce siècle, au Sahara, les aventures mouvementées de Charles Saganne, soldat exemplaire, homme du désert et symbole du héros prisonnier de son destin. Une version télévisée très légèrement différente du film d'aventures à grand spectacle diffusé dans les salles de cinéma.

21.30 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème « les désordres de l'amour », sont invités : Karine Berriot (Louise Labé), Patrick Grainville (le Paradis des orages), Rauda Jamis (Frida Kahlo), François Nourissier (la Fête des pères ; l'Eau grise), et Robert Mal-le (pour : le Journal particulier - de Paul Léautaud et « Entretiens - avec P. Léautaud »).

22.45 Journal.

22.55 **Ciné-club : Rio Bravo.**
Film de Howard Hawks (cycle western).

ANTENNE
2

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 h où l'on verra sur tout le réseau le feuilleton L'âge en fleur ; à 17 h 30, Fraggie rock ; à 18 h 55, la Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

19.55 Dessin animé : les Entrecœurs.

20.05 Les jeux.

20.35 Variétés : les totems du Bataclan.
de J.-L. Foulquier.
Avec Sophie Marceau, Jean-Pierre Mader, les Commu-nards, Anne Pigalle, Jean-Louis Mahjoun.

21.35 Thalassa.
Magazine de la mer de Georges Pernoud.
Super-classes : une nouvelle forme de découverte, les classes de mer.

22.15 Journal.

22.40 **Cinéma : l'Homme blessé.**
Film de Patrice Chéreau.

0.25 Prélude à la nuit.
Musique ancienne, par les Cambridge Buskers.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau le feuilleton L'âge en fleur ; à 17 h 30, Edgar le détective cambrioleur ; à 18 h 55, la Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

19.55 Dessin animé : les Entrecœurs.

20.05 Les jeux.

20.35 **Cinéma : A nos amours.**
Film de Maurice Pialat.

22.10 Journal.

22.35 Petite histoire, grande histoire.
Série de Gérard Mordillat. Réal. : Fred de Waele.
Une série en trois parties qui raconte l'histoire de trois familles - belge, allemande et française - de 1935 à 1945. Ce n'est pas une rétrospective de grands événements mais trois tranches de vie étonnamment ressemblantes malgré les frontières.

23.15 Prélude à la nuit.
Extraits de Roméo et Juliette, de Prokofiev, par Michaël Rudy, piano.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures où l'on verra sur tout le réseau le feuilleton L'âge en fleur ; à 17 h 30, Un naturaliste en campagne ; à 18 h 55, la Panthère rose ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.

19.55 Dessin animé : les Entrecœurs.

20.05 Les jeux de 20 heures.

20.30 D'accord pas d'accord (INC).

20.35 **Vendredi : Face à la 3.**
Emission politique par Geneviève Guichenev, André Campana, Christian Dauriac et J.-L. Servan-Schreiber.
M. Raymond Barre, ancien premier ministre, en direct de Lyon. Le revoli ! On l'a vu, il y a moins d'une semaine, à Sept sur Sept.

21.35 Quelques mots pour le dire.
Emission de la sécurité routière.

21.40 Série : Marlou, détective privé.
D'après le roman de Raymond Chandler.
Shannon est retrouvé mort dans sa voiture au fond d'un ravin. Un meurtre ?

22.35 Journal.

22.55 Bleu outre-mer.
Les grands ballets de Martinique.

23.50 Prélude à la nuit.
Piano variations, de Copeland, par David Northington.

FRANCE
RÉGIONS
3

● RTL, 20 h, Les routes du paradis ; 21 h, le Fils de Caroline chérie, film de J. Devaivre.

● TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, la Matressi-Femme, film de R. Nelson et V. Sherman ; 22 h 40, Sky trax.

● RTB, 20 h 5, Magazine : C'est à voir ; 21 h, Série : Miami Vice ; 21 h 45, Comp de film ; 21 h 55, Cargo de nuit.

● RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Série : Les enfants de septembre ; 20 h 30, Caméra sport.

● TSR, 20 h 10, Agora : le tabagisme.

● RTL, 20 h, Le petit docteur ; 21 h, le Proche, film d'O. Welles.

● TMC, 20 h, Jeu : Classiques ; 20 h 25, Série : Max la menace ; 21 h : Attila, le fils de Dieu, film de P. Francis ; 23 h 15, 5+ Rallye de Monte-Carlo (en direct).

● RTB, 20 h 5, Autant savoir : le feu à l'école ; 20 h 30, Pour la peau d'un flic, film de A. Delon ; 22 h 20, Le monde du cinéma.

● RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Histoire : la collaboration.

● TSR, 20 h 10, Temps présent : paradis pour tous ; 21 h 15, Série : Dynastie ; 22 h 20 : Nocturne : Heimat.

● RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, Hill Street Blues ; 22 h 5, l'Ecole, pas-le-bol, film de S. Narizzano.

● TMC, 20 h, Série : Espion modèle ; 21 h, TéliFilm : Scandale à la une ; 22 h 50, Film de la nuit : Police puissance 7, film de P. d'Antoni.

● RTB, 20 h 10, Feuilleton : Shogun ; 21 h, Grand Ecran (Philippe Noiret) : Un nuage entre les dents, film de M. Pico.

● RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Elémentaire, mon cher Einstein ; 21 h, Ecritures ; 21 30, Vidéographie.

● TSR, 20 h 10, Tell quel ; 20 h 45, Les Comancheros, film de M. Curtiz ; 22 h 25 : Les visiteurs du soir : Paul Garbani ; 23 h 10, Gainsbourg on the beat.



Abêtissement

Quand on veut injurier un homme, on l'effable d'un nom d'animal. Or, à choisir entre l'homme et la bête, n'est pas forcément le plus féroce — ou le plus « bête » — celui qu'on pense... L'animal tue pour manger et s'accouple pour survivre, mais ce n'est que par instinct. L'homme, lui, tue par plaisir, pimente l'amour avec de la perversion et, si le rite lui est propre, le sadisme aussi.

Pour s'en convaincre, il n'est que d'observer hommes et bêtes ensemble. C'est ce que propose le documentaire réalisé par Serge Dubor sur les animaux domestiques. Domestiques, façon de parler... Car, si un foyer français sur deux possède au moins un animal familier, l'appellation inclut les rats, les serpents, les singes et aussi perroquets, furets, aigles, chèvres, crocodiles, voire lions, tigres et ours...

On est confondu devant tant de bêtises, celle des propriétaires s'entend ! Entre la jeune fille qui a élevé, répertorié et câliné plus de trois mille rats, le couple qui joue avec un python de 4 mètres (et 40 kilos !), l'homme qui veut donner aux chats de gouttière carte d'identité, carnet de santé et compte en banque ou la dame qui s'abêtit devant ses « bébés » (des chihuahuas de 400 grammes), il est difficile de décerner la palme. Quant au trafic d'animaux sauvages, plus lucratif, paraît-il, que celui de la drogue, une seule solution : n'en achetez plus !

ALAIN WOODROW.
● Documentaire : *Bêtes d'amour*, samedi 18 à 16 h 45, lundi 20 à 14 h 40.

Sélection

SÉRIES, TÉLÉFILMS

Anarchistes, grâce à Dieu. Le style un peu familier, sentimentale, propre aux télé-romans brésiliens, glisse ce qui pourrait être une chronique formidable de la vie des immigrants italiens au début du siècle. Troisième épisode : le 19 à 19 h 35, le 21 à 10 h 45, le 22 à 23-24 à 2 h 15, le 23 à 24-25 à 5 h 40.

Lili, petit à petit. L'ascension d'une petite coiffeuse de banlieue, style « soap » mais français. Un épisode chaque jour du lundi au vendredi, entre 8 heures et 8 h 30.

SPORT

Football (en direct de Monaco), le 18 à 20 h 5. Football américain, le 19 à 18 h 30, le 20 à 23 h 40. Superstars du catch, nuit du 19-20 à 1 h 50, le 22 à 16 h 15. Coupe d'Europe de basket (Stade français-Juventus de Badalone), le 21 à 22 h 15.

DOCUMENTAIRES

A la recherche des guerriers Noubas, le 19 à 6 h 50, le 24 à 16 h 15.

Joris Ivens, portrait du grand documentariste, nuit du 21 au 22 à 2 h 5.

Les films

FRISONS. — Film canadien de David Cronenberg (1974), avec P. Hampton, F. Doeringer. Le 18 à 0 h 15, le 20 à 1 h 15, le 24, 25 à 4 h 15.

Un médecin répand dans un grand ensemble des parasites libérant le désir sexuel. Moralité : le résultat n'est pas beau à voir.

LES NANAS. — Film français d'Annick Lanoë (1985), avec M.-F. Pisier, Anémone. Le 19 à 18 h 5, le 21 à 23 h 50, le 23 à 10 h 30.

Des femmes d'aujourd'hui tentent de se libérer des hommes (qu'on ne voit pas sur l'écran). De bons dialogues, de bonnes comédies.

LES GRANDS FONDS. — Film américain de Peter Yates (1977), avec R. Shaw, J. Bisset. Le 19 à 20 h 35, le 22 à 22 h 45, le 24/25 à 2 h 10.

Un jeune couple en vacances aux Bermudes découvre une épave et l'horreur des bass-fonds sous-marins. Aventures, exotisme et mythes d'après un roman de l'auteur des *Dents de la mer*.

LA FEMME DE MON POTE. — Film français de Bertrand Blier (1983), avec Coluche, I. Huppert. Le 21 à 20 h 35, le 23 à 8 h 55.

A Courchevel, une femme provoque la zébrure entre deux amis. Coluche n'est pas drôle, le film est misogyne. Le talent d'Isabelle Huppert résiste.

L'EXÉCUTEUR. — Film italien de Maurizio Lucidi (1976), avec R. Moore, S. Kasch. Le 22 à 21 h.

Enquête sur un trafic de drogue aux États-Unis par un policier d'origine sicilienne. La Mafia est dans le coup. Produit hybride. Sans intérêt.

ROUGE-GORGE. — Film français de Pierre Zucca (1984), avec P. Leotard, L. Léotard. Le 23 à 20 h 30.

Une jeune fille fouille le bureau de son père et découvre des secrets. Comédie poétique, jeux de l'imaginaire, fantastique social. Pour rêver.

QU'EST-IL ARRIVÉ À BABY JANE ? — Film américain de Robert Aldrich (1962), avec B. Davis, J. Crawford. Le 24 à 21 h.

Une femme vieillie, ancienne enfant-vedette, persécutée, sa sœur infirme, ancienne star. Duel monstrueux ? Angoisse psychologique conduisant à l'horreur.

REPRISES

Pour les films suivants, lire nos commentaires parus dans les suppléments précédents.

LA FEMME ET LE PANTIN. — Film français de J. Duvivier (1959). Le 18 à 8 h 45, nuit du 19/20 à 0 h 15, le 24 à 23 h 15.

LA FUGUE. — Film américain d'E. Molinaro (1984). Le 18 à 10 h 25, le 20 à 16 h 15, le 21 à 9 h.

LE REPTILE. — Film américain de R. Conner (1963). Le 18/19 à 5 h, le 21 à 14 h.

THE TERROR. — Film américain de R. Conner (1963). Le 18/19 à 5 h, le 21 à 14 h.

LES AMANTS TERRIBLES. — Film français de D. Dubroux (1984). Le 20 à 8 h 20, le 24 à 10 h 25.

LUKE, LA MAIN FROIDE. — Film américain de S. Rosenberg (1967). Le 20 à 9 h 50, le 23 à 15 h 45.

JEUX D'ESPIONS. — Film américain de R. Neame (1980). Le 20 à 20 h 35, le 23 à 14 h, le 24 à 8 h 40.

Les soirées du prochain week-end

SAMEDI 25 JANVIER

TF1. — 20 h 40, Série noire : *Adieu la vie* ; 22 h 10, Droit de réponse (les erreurs judiciaires) ; 0 h 15, Ouvert la nuit.

A2. — 20 h 35, Variétés : *Champs-Élysées* ; 21 h 55, Alfred Hitchcock ; 22 h 25, Les enfants du rock.

FR3. — 20 h 5, Disney Channel ; 22 h 20, Dynastie ; 23 h 05, Festival de la BD, en direct d'Angoulême.

DIMANCHE 26 JANVIER

TF1. — 20 h 35, Le Guignolo, film de G. Lautner ; 22 h 20, Sports dimanche soir ; 23 h 35, Eurovision : Gala du MIDEM, à Cannes.

A2. — 20 h 35, Téléfilm : les enquêtes du commissaire Maigret ; 22 h 10, Projection privée ; 22 h 55, Musiques au cœur.

FR3. — 20 h 35, Archipel Aquitaine ; 21 h 35, Court métrage français ; 22 h 30, Cinéma de minuit : la Bandera.

France-Culture

SAMEDI 18 JANVIER

0.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Fréquence bâloise.
8.05 Littérature pour tous : « L'Autel des morts », de Henry James.
8.30 Histoires à se réveiller couché : deux contes télégraphiques.
8.05 Les temps modernes : Klaus Barbie : à 10 h. Voix du silence : l'air du Sud.
10.30 La mémoire en chantant : le train bleu.
11.00 Grand angle : à Budapest, les paradoxes de la démocratie économique.
12.00 Poésie : Avoine.
14.00 Vargan Lloes, écriture du Pérou.
15.30 Le bon plaisir de... Yves Coppens.
19.30 Samedi soir : encore les banques.
20.00 Musique : France Lemaire, ou la balade d'un Parisien.
20.30 Musique : l'œuvre dramatique : « Le Coup de foudre », de Jean-Pierre Léo, précédé d'un entretien avec l'auteur.
22.10 Documentaire : Frank Venaille (Travail Ensemble).
22.30 Musique : Scenaria, « Stars et loup », ou comment faire profession de musique en 1986. Avec C. Hadd, C. Dumey, V. Supplé, G. Cusani, P. Meyer et V. Berthot. L'œuvre de Bach, Mozart, Rachmaninov, Brahms, Beethoven, Chostakovich, Fauré.
0.05 Clair de nuit, avec Agnès de Gouville-Saint-Cyr.

LUNDI 20 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.00).
11.10 Passeport pour l'avenir : la formation des musées et l'éducation.
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama : à 12.45, Enfants et psychanalyse.
13.40 Quatrième coup.
14.00 Un livre, deux voix : « Les Châtains », de Jean Cayrol.
14.30 Une femme, une ville : Sarah Bernhardt à Paris.
18.30 Les arts et les gens : à 16.15, le sculpteur Jean-Baptiste Pique.
17.10 Le-de-France, chef-lieu Paris : nouveau musée de la Résistance nationale à Champigny.
18.00 Perspectives scientifiques : l'écologie.
18.30 Perspectives scientifiques : l'écologie.
20.00 Musique, mode d'emploi : Jean-Baptiste Forquy, ou le courage de l'échec.
20.30 Wladimir, l'insouciance et la fantaisie torturée par un psychanalyste amateur.
21.30 Latitudes.
22.30 La nuit sur un plateau.

MERcredi 22 JANVIER

6.00 Feuilleton : La chanson des Nibelungen.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Wladimir, la science et les hommes : revue de presse : la terre et les hommes, un coup d'œil sur quelques aspects de l'œuvre de...
10.30 Musique : Miroirs (et à 17.10).
11.10 Le livre, ouverture sur le vie...
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Perspectives scientifiques : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.00 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 Perspectives scientifiques : les paradoxes de la démocratie économique.
15.30 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec Serge Joly, directeur de la Liberté.
18.30 Perspectives scientifiques : l'écologie.
20.00 Musique, mode d'emploi : J. B. Forquy ou le courage de l'échec.
20.30 Pour signifier.
21.30 Paléontologie : Festival Django Reinhardt.
22.30 Musique : la nuit et le moment, sur le vie.
0.10 Du jour au lendemain.

MARDI 21 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.
13.40 Instantané magazine musical.
14.00 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
14.30 Un livre, deux voix : « Le Joli », de L'Europe Galiléa.
14.30 « Transfusions », de Vera Feyder.
15.30 Miroirs du cinéma : l'ange bleu.
17.10 Le pays d'ici : à Cannes.
18.00 Subjectif : après, avec André Fontaine, directeur du Monde.

MERcredi 22 JANVIER

1.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Culture matin.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
9.05 Les lendes de l'école : Galiléa hétéroclite.
10.30 Musique : miroirs (et à 17.10).
11.10 L'œuvre dramatique : les troubadours, l'amour de loin (et à 10.50 : variations paysannes).
11.30 Feuilleton : Nicolas Nickleby.
12.00 Panorama.<

La crème des pâtes

Ah, les tagliatelles de Salvatore !

Le client français occasionnel aborde les pâtes d'une façon amusée, parce qu'il s'agit là pour lui de quelque chose d'insolite. En Italie, le cérémonial qui entoure la consommation de ce plat a toujours quelque chose de sacré, explique Mino Colao en préface du livre de Giuliano Bugialli : *Le Goût de l'Italie* (Flammarion, éd.). Mais, parallèlement, le libais le délicieux bouquin d'Henri Tisot, *Le Fils du pâtissier* (Plon, éd.), lui-même d'origine italienne, et avouant : « Les Italiens ont un peu la manie de dire que chez eux tout est mieux ». Et, évoquant le barbaresco pétillant dont ses cousins d'Alsace régalaient son père, il ajoute : « Les Italiens vous font croire que c'est du champagne rouge. En fait, c'est de la bière. »

Revenons à la cuisine italienne, l'une « des plus riches en couleurs lorsqu'on la voit dans son décor naturel », dit justement Colao. Las ! en France, on la trouve trop souvent dans un décor artificiel. Et l'offensive actuelle des pizzas n'est pas pour nous reconci-

lier avec une cuisine d'ailleurs résumée en quelques plats passe-partout (car il existe aussi une cuisine régionaliste, souvent merveilleuse — le vitello tonato, par exemple !). Voilà donc un beau livre qui permettra chez soi de « manger italien ».

Mais restent les restaurants ! On nous donne une liste de ceux, parisiens et des environs, qui, pour être restreinte, est encore bien longue. Le *Gault-Millau* 1986 nous en propose une trentaine (encore y a-t-il là-dessus, sinon les ineffables bistrot romains, où l'on mange de moins en moins mais qui attirent de plus en plus de monde ?) et quelques pizzerias Velloni dont les cuisiniers sont antillais et canadiens. A peine une quinzaine au *Bottin-Gourmand* qui, incompréhensiblement, oublie deux des meilleurs : *La Main à la pâte* et *Il Tiepolo* !

Alors, si vous le permettez, voici ma liste à partir de celle de Colao : *La Main à la pâte* (35, rue Saint-Honoré. Tél. : 45-

08-85-73), surtout pour ses vins inconnus et quelques plats inhabituels. *Il Tiepolo* (7, rue des Ecoles. Tél. : 43-26-83-59), où Germana Dalla Turca cuisine le Frioul de son époux en habile ménagère. Vins inconnus à découvrir en accord avec ces plats. *Sormani* (4, rue du Général-Lanrezac. Tél. : 43-80-13-91), en vogue à juste titre. *Beato* (8, rue Malar. Tél. : 47-05-94-27). *Pinocchio* (124, avenue du Maine. Tél. : 43-21-26-10), gentil, pas cher et de bonnes pâtes (ah ! les tagliatelles de Salvatore Bruno !). *Appennino* (61, rue de l'Amiral-Mouchet. Tél. : 45-89-08-15), un italien « de quartier » sympathique et bon. *Gildo* (153, rue de Grenelle. Tél. : 45-51-34-12), un classique, et *L'Auberge de la Tour* (6, rue Desaix. Tél. : 43-06-58-37), ses antipasti, son osobuco et ses prix doux.

Enfin, ne pas oublier (ce qu'a fait Colao) la *Via Veneto* (13, rue Quantin-Bauchard. Tél. : 47-23-76-84). Sans doute la carte propose aussi des plats français mais les dîners, avec la guitare

d'appoint pour l'ambiance, sont italiennismes et savoureux (menu 140 F, vin compris).

Le prix Marco-Polo-Casanova, qui récompense le meilleur restaurant de cuisine étrangère à Paris, vient d'être décerné, au Fouquet's, pour la dixième fois. Le lauréat fut le libanais *Fakhr El Dine* (30, rue de Longchamp). Le prix littéraire se devait de couronner l'admirable ouvrage de Jacques Puisais (*Le Goût juste*, paru chez Flammarion). De plus, il fut, en l'honneur de ces dix années d'existence, créé un Prix de la pérennité (le lauréat des prix antérieurs ayant gardé sa qualité constante). Ce fut le *Vieux Berlin* (32, avenue George-V. Tél. : 47-20-88-96) qui, peut-être mieux qu'il y a dix ans, défend sa cuisine. J'en reparlerai.

Il reste que le *Sormani* a eu plusieurs voix ; seul le fait que son cuisinier-animateur officiel il y a six ans au Conti l'empêcha d'en avoir plus. Mon goût de l'Italie m'a fait voter pour lui.

LA REYNIÈRE.

Les Tables de la Semaine

Chez Tante Louise

Une salle, une mezzanine, un salon au fond, dans un décor rassurant, je veux dire qui ne retire rien à l'assiette. Et une assiette qui vient de mériter une toque au Gault-Millau 1986. Le lecteur connaît la cuisine élégante mais sincère et sage de M. Florio. Un bon point de plus pour son effort sur les prix avec un menu à 160 F vin compris, d'où l'extrait, pour vous alléger, le haddock au citron et baies roses, le sauté de lapereau aux marrons et la tarte aux poires. Excellent service et bon sommelier. A découvrir le soir, au calme.

• Chez Tante Louise, 41, rue Boissy-d'Anglas (8^e). Tél. : 42-65-06-85. Fermé le dimanche.

La Boule d'Or

Vieille enseigne de la place d'Aligre, transplantée ici puis un peu oubliée. Elle ressuscite en un cadre neuf, très élégant, discret, et à l'heure où dans le quartier Chez les Anges et le Quai d'Orsay changent de propriétaires. Célébrons alors la pérennité de cette maison dont le jeune chef, Patrick Dubois, est habile. En entrée, entre la soupe d'éclairs et le feuilleté d'escargots, le persil de Bourgogne et les petites bouchées d'huîtres aux œufs de saumon, une très belle assiette de tête de veau grichon (avec langue et cervelle mais aussi, hélas ! petits légumes). Saint-jacques sur lit de pistou, blanc de barbe, sauté d'agneau à l'embeurré d'endives, etc. Desserts de choix.

Petite carte des vins avec un bordeaux en carafe à 56 F, excellent saumon rouge à 110 F. Comptez 250-300 F. Un « travail qui manque de brio » (dit un pseudo-gastronome) mais honnête ! Eh bien il y a trop de plats de brio malhonnêtes dans la nouvelle cuisine pour ne pas donner ici la meilleure note du quartier ! Même si les portions sont minces.

• La Boule d'Or, 13, bd de Latour-Maubourg (7^e). Tél. : 47-05-50-18. Fermé lundi et samedi.

Le Camélia...

Ce n'est qu'un « revenir » pour saluer la neuve carte de ce merveilleux feu de Jean Delaveyne dont le saumon « frais de pêche » est fumé sur glace (inoubliable !), avec aussi ses beignets d'huîtres sauce citron-

miel, et ses classiques de la table et de la chasse (rable de lièvre à la crème, rognon à jamais mieux « ou canard à la « grenouillère »). Fromages normands au lait cru bien affinés, desserts succulents, cave remarquable.

Les fêtes sont passées, mais c'est toujours fête qu'un repas chez Delaveyne. Comptez 400-500 F.

• Le Camélia, 7, quai Clemenceau à Bougival (78380). Tél. : 39-69-03-02. Fermé dimanche soir et lundi.

...et L'Huître et la Tarte à Bougival

C'est tout neuf, tout beau, tout couru déjà ! Pensez ! Delaveyne s'agrandit ! A vrai dire il y a longtemps qu'il rêvait d'une boutique traiteur (on l'avait même vu associé à un épicer de la Madeleine, mais comment ce perfectionniste pouvait-il supporter une telle ?)

Donc le voici chez lui, traiteur et produits à emporter avec aussi, au premier étage, une formule de restauration moderne — et modique — de plats permettant une dégustation sur le pouce ou un repas complet. Huîtres, coquillages en tête (cinq variétés) et pouvant être accompagnés de crêpinettes, saucisses au cumin, petits boudins blancs grillés ou encore « grêles » de poitrine de porc ou rillettes-pain grillé. Coquillages en tourtière. Petites entrées (de 29 F à 37 F), potages, omelette plate diabolique, aïoli de morue, beignets de volaille saucisseries (de 39 F à 58 F), fromage au lait cru (14 F) et un beau choix de pâtisseries (29 F). Prix nets comme les vins (de 10 à 16 F le verre) ou, en bouteilles et demi-bouteilles, d'honnête provenance en général. Cidre fermier (29 F) qui peut faire merveille sur la petite potiche d'anchois « à la bigoudine accompagnée d'une salade de pommes en crème relevée », par exemple.

Une réussite de l'amitié pour ce Meilleur Ouvrier de France 1952. Une époque où la cuisine s'apprenait sérieusement et non en épluchant six mois les petits légumes d'une toque enfieflée !

• L'Huître et la Tarte, 6, quai Clemenceau à Bougival. Tél. : 39-18-45-55. Fermé dimanche et lundi.

L. R.

MAISON

La guerre du feu

L'art d'emprisonner les calories.

Le feu pétillant dans l'âtre est un spectacle toujours fascinant. Mais on souhaite à présent qu'une cheminée puisse, aussi, chauffer une pièce.

Dans une cheminée classique, dite à foyer ouvert et raccordée à un conduit de large diamètre, 80 % des calories s'échappent avec la fumée. Il y a dix ans est apparu le premier foyer fermé,

qui permet à une cheminée de chauffer comme un poêle. Dans la terminologie des fabricants, le « foyer fermé » se distingue de l'« insert ». Autour du foyer fermé, chacun peut faire le décor de cheminée de son choix. Le foyer « insert », lui, s'encastre dans une cheminée existante.

Le corps de chauffe d'un foyer fermé est en fonte, d'un bon ren-

dement calorifique, avec réglage de la combustion. Un bac-tiroir facilite le vidage des cendres. Avantage appréciable dans un appartement, le foyer se raccorde — par un tuyau de faible section — à un conduit de fumée ordinaire. La porte fermant le foyer assure une bonne combustion du bois (d'où une économie de bûches), et elle protège aussi les abords de la cheminée des jets de braises incandescentes. Revers de la médaille : cette porte, bien que vitrée, limite le contact visuel avec les flammes. Il est possible, cependant, d'ouvrir la porte du foyer pour profiter du traditionnel plaisir du feu.

Deux spécialistes du chauffage au bois présentent de nouveaux foyers fermés. Celui de Deville est vendu avec deux portes en fonte (pour un feu continu) et une porte vitrée qui s'escamote, pour une vision totale du feu, dans la hotte de la cheminée. L'allure de combustion du bois se règle par un thermostat (foyer n° 7865, Deville, 6 500 F environ). Supra, pionnier des foyers fermés, sort un modèle équipé d'une porte vitrée à double système d'ouverture : elle s'escamote verticalement ou s'ouvre latéralement (foyer n° 160, Supra, 5 650 F environ).

Tous les foyers fermés s'entourent d'un habillage de cheminée, généralement de style rustique. Pour un coin de feu dans un séjour meublé en contemporain, la solution la plus discrète est un encastrement du foyer dans le mur, souligné d'un cadre. Celui proposé par Supra est en pierre blonde ; il convient au foyer fermé Supra n° 150, dont la porte vitrée


s'ouvre latéralement. La cheminée « Mercure » de Roustan-Paros est encadrée d'un bandeau en laiton, finement mouluré ; elle peut être à foyer ouvert ou équipée d'un foyer fermé, 10 250 F.

Une nouvelle génération de cheminées séduit les amateurs de lignes très épurées. A foyer ouvert ou fermé, ces cheminées en acier d'un noir mat se suspendent au plafond, près d'un mur ou vers le milieu de la pièce. Sous le nom générique de « Focus », Domini-que Imbert présente une gamme de cheminées-poêles de formes arrondies. Parmi ses dernières créations, « Arénafocus » a un foyer de 95 cm de diamètre — totalement décentré de verre pour voir le feu — avec une double porte vitrée, 19 805 F.

Egalement en acier noir, les cheminées Don-Bar sont à foyers ouverts ou mixtes. Ces derniers, posés au sol, ont une porte pleine, à laisser fermée ou à ouvrir. Le foyer mixte n° 6800 est de forme octogonale (8 700 F). Il a une double porte en acier et possède une réserve de bûches sous le foyer.

JANY AUJAME.

• Deville, 76, rue Forest, 08102 Charleville-Mézières. Tél. : 24-33-91-54. Supra, R.P. 22, 67210 Obernai. Tél. : 88-95-61-36. Roustan-Paros, route de Gabian, Laurens, 34480 Magalas. Tél. : 67-90-28-29. (Focus) Atelier Dominique Imbert, 34380 Viols-le-Fort. Tél. : 67-55-01-93. Don-Bar, route nationale 10, 197 (Village Expo ouest), 78310 Coignières. Tél. : 30-50-00-99.



gamma de cheminées contemporaines

atelier dominique imbert

34380 - viols-le-fort

- tél. : 67.55.01.93 (+) -

documentation s/demande

modèle gyrofoc, foyer suspendu et pivotant

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

| | | | | | |
|---|---|--|---|--|--|
| Auvergnates ARTONS ISIDORE ROUZEYROL , 13, r. d'Artois, 7, 42-25-01-10. F. sam. dim. BISTROTS A VINS JACQUES MILAC , 42, r. Léon-Petit, 11 ^e , F. dim. lundi. Noct. mardi, jeudi. 43-79-59-27. Bourguignonnes CHEZ PIERROT , 18, rue E.-Marcel, 43-84-44-1744. F. sam. dim. Cuisine typique. BRETONNES TY COZ , 35, r. St-Georges, 44-78-42-95. F. dim. lundi. POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS BRILLMAN , 37, r. François-P., 47-25-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cuisine élégante. F. samedi, dimanche. | L'AUBERGE DES DEUX SIGNES , 46, rue Gaiende (9 ^e). F. dim. 43-25-46-56 - 00-46. Parking : rue Lagrange. A déjeuner : menu 170 F (vin, café, a.c.). LYONNAISES LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux. SARLADAISES LE SARRADANIS , 2, rue de Vienne, 43-23-62-62. Cuisine 78 F. Café 78 F. SUD-OUEST LE PICHET , 174, r. Ordreux, 46-27-45-28. F. dim. Grillade. Poisson. P.M.R. 130 F. LE REPAIRE DE CARTOUCHE , 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Cavalier (11 ^e). F. sam. midi, dim. POISSONS DE RIVIERE ATHANOR , 43-44-08-15, 4, r. Crozatier, 12 ^e . 19 h à 24 h, nuit dim. et lundi. S. noct. CLAYCIN : concerts mus. baroque. | FRUITS DE MER ET POISSONS TOUR DE LYON , 1, rue de Lyon (12 ^e). Face à la gare. 43-43-88-30. Poissons, grillades. Banc d'huîtres pélagées. ALA BONNE TABLE , 45-39-74-91. 25, rue P.-Charles, 43-43-52-76. 43, r. Fiant. PARKING. Spéc. POISSONS. BRESILIENNES GUY , 6, rue Mabillon, 6 ^e . 43-54-87-61. CHINOISES - THAILANDEISES DIEP , 22, r. de Pontillon, 9, 43-56-23-96. 25, rue P.-Charles, 43-43-52-76. Nouvelles spécialités thaïlandaises dans le quartier. Gastronomie chinoise, vietnamienne. DANOISES ET SCANDINAVES FLORA DANICA , 43-59-28-61. 141, av. des Champs-Élysées, 43-59-28-61. COPENHAGUE, 1 ^e étage. FLORA DANICA et son agréable jardin. | ESPAGNOLES EL PICADOR , 80, bd Badgouilles, 43-87-28-87. F. lundi-mardi. Env. 135 F. ETHIOPIENNES ENTOTO , 43-57-08-51. F. dim. 143, r. L.-M.-Nodding, 13 ^e . Dorowott, Beyayenotou av. Finjora. INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJA , 72, bd St-Germain, 43-54-26-07. T.L.J. Méro Maubert. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris. « Grill d'Or » de la gastronomie indienne. ISLAM-ARAB , 11, r. Houdon, 18 ^e . 43-57-76-76. T.L.J. TANDOORI-CURRY. ITALIENNES L'APPENNINO , 61, rue Amiral-Mouchet, 13 ^e . 45-89-08-15. F. dim., lundi. EMILIE ROMAGNE. | MAROCAINES ASSAFIS , 5, rue St-Benoit, 45-48-07-22. 20 h à 0 h 15. COUSCOUS, PASTILLA, TAGINES , F. dim., lun. Rf. à part. 17 h. Cuisine libanaise. | VIETNAMIENNES NEM , 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades. |
|---|---|--|---|--|--|

Salons pour déjeuners d'affaires et banquets

ALSACE A PARIS 43-26-89-36. Salons de 10 à 60 convives. Tous les jours. 9, place Saint-André-des-Arts (6^e).

Ouvert après minuit

GUY 6, rue Mabillon, 6^e. Tél. : 43-54-87-61. CUISINE ET ATMOSPHERE BRÉSILIENNES

société

ROGER KNOBELSPIESS DEVANT LES ASSISES DE L'ESSONNE

Le télégramme mystérieux était l'œuvre d'un détenu atteint de troubles mentaux

Le président de la cour a renoncé à ordonner un supplément d'information. Au moment du hold-up l'auteur du télégramme visait à innocenter Roger Knobelspiess était déjà en prison.

Six vieilles dames assassinées en moins d'un mois à Paris

La série noire continue pour les dames âgées de Paris : deux d'entre elles ont encore été retrouvées assassinées mercredi 15 et jeudi 16 janvier dans les cinquième et dixième arrondissements, ce qui porte à six en moins d'un mois les victimes du tueur — ou des tueurs — de vieillards (le Monde du 17 janvier).

Cette nouvelle vague d'assassinats se produit un peu plus d'un an après la série sanglante de la fin de 1984 : neuf morts dans le nord de Paris en cinq semaines.

La sixième victime est M^{me} Françoise Vendome, une ancienne bibliothécaire du musée du Louvre, âgée de quatre-vingt-deux ans. Son corps a été retrouvé, jeudi matin, à son domicile, 68, rue de Charenton (12^e), un immeuble modeste où

elle vivait depuis plus de quarante ans, mais sa mort remonterait à plusieurs jours.

Pour ces six nouvelles meurtres, les enquêteurs constatent qu'on ne retrouve pas les mêmes rituels sadiques et la violence extrême qui caractérisaient les tueurs de 1984. La grande caractéristique de cette nouvelle série est que les victimes ont toutes été étranglées ou étouffées soit avec des matelas, des coussins ou même avec un sac en plastique. Pour opérer, les tueurs ont également attendu que leurs victimes revenant de leurs courses se trouvent sur leur palier avant de les assommer à l'intérieur de leur appartement. Il ne leur avait pas été très difficile de vérifier qu'elles vivaient seules, notamment en les suivant sur les marchés.

● **Mort accidentelle en URSS de deux hommes d'affaires français.** — Deux cadres français de la firme Newman de Cholet ont été tués et un troisième a été grièvement blessé dans un accident de voiture qui s'est produit mardi dernier 14 janvier, en URSS, à l'occasion de l'ambassade de France à Moscou. Michel Bazounet et Georges Gloukoviezoff ont été tués sur le coup, tandis que M. Michel Muller, employé par la même entreprise, a été grièvement

blessé était jeudi soir dans le coma. Un fonctionnaire soviétique qui se trouvait à bord du même véhicule a également été tué et un autre a été grièvement blessé. L'accident s'est produit mardi soir sur la route Vladimir-Moscou. Les cinq hommes voyageaient à bord d'une Volga qui a percé un camion. Les trois Français accompagnaient la délégation officielle dirigée par le ministre français du commerce extérieur, M^{me} Edith Cresson.

Pour être exceptionnel, l'inattendu, quand il arrive dans les procès au long cours, y parvient dans les dernières journées. Jeudi 16 janvier, au procès de Roger Knobelspiess et de ses coaccusés, la parole devait être donnée aux avocats des parties civiles puis à l'avocat général, M. Norbert Guérin. Mais toute la journée s'est écoulée à attendre les suites qu'il convenait de donner à un télégramme adressé de Marseille au garde des sceaux (le Monde du 17 janvier) le 9 janvier. Ce télégramme, les services de la chancellerie — en l'occurrence la direction des affaires criminelles et des grâces dont M. Bruno Cotte a la charge — l'avaient finalement communiqué le 15 par télécopieur au parquet d'Evry.

Le texte concernait assurément le procès en cours, et plus particulièrement Roger Knobelspiess, puisqu'il était ainsi libellé, et nous en respectons strictement l'orthographe : « *Knobelspiess innocent. C'est moi qui les avaient complotés.* » Suivait une signature : Moulay M.

Dès lors, que pouvait faire le président de la cour d'assises, M. Saurel, sinon, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, chercher à en savoir davantage ? Il annonça qu'il char-

geait M. Gérard Bon, chef de l'antenne de police judiciaire d'Evry, d'essayer d'identifier l'auteur de ce message.

L'itinéraire pénitentiaire de Moulay

La journée se passa dans l'attente du résultat de ces recherches avec des allées et venues en coulisse, des réunions entre les magistrats de la cour et les avocats de l'affaire. Ce fut aussi le temps des soupçons, des rumeurs et des atermoiements. Allait-on vers un renvoi du procès avec un supplément d'information ? Cette éventualité, après bientôt deux semaines de débat, ne souriait nullement aux défenseurs et pas

d'avantage au ministère public. En revanche, du côté des magistrats de la cour, on hésitait.

Finalement, après six bonnes heures passées à battre la semelle sur le faux marbre blanc d'une salle des pas perdus jamais si bien nommée, on devait apprendre ceci : une enquête menée depuis Evry par téléphone avait abouti à découvrir l'existence, au centre médico-psychologique de la prison des Baumettes à Marseille, d'un détenu nommé Moulay et présumé Malik. Né le 12 juillet 1961 à Paris, il avait été arrêté et écroué à Flers-Mérogis le 7 mars 1981. Le 23 juin 1983, la cour d'assises de Paris l'avait condamné à douze ans de réclusion criminelle pour vols qualifiés et tentatives de vols qualifiés. Son itinéraire pénitentiaire le conduisit d'abord au centre national d'orientation de Fresnes, le 9 décembre 1983, et, de là, à la maison centrale de Muret (Haute-Garonne), où il était effectivement incarcéré le 12 avril 1984. C'est de là, en raison de troubles psychiques, qu'il devait être transféré au centre médico-psychologique des Baumettes à Marseille.

La même enquête apportait une autre certitude : Malik Moulay ne s'est pas évadé et n'a pas davantage bénéficié de la moindre permission de sortir entre le moment de son arrestation en 1981 et les premiers jours de 1986. Autrement dit, et ce n'est pas sans importance, il se trouvait bien en prison au moment où se produisit l'attaque du fourgon à Masy, le 24 mai, qui est au centre du procès d'Evry et dont l'auteur du télégramme semble vouloir revendiquer la paternité.

Un autre point a été établi. Un télégramme fut effectivement envoyé par un détenu des Baumettes le 9 janvier. Comme toute correspondance de détenu, il devait être visé par l'administration pénitentiaire. Le visa a été porté effectivement par le sous-directeur de la prison des Baumettes, et le télégramme fut ensuite remis au bureau central des PTT du 9^e arrondissement de Marseille, où il fut enregistré à 8 h 45. Dès lors, il ne restait plus qu'à savoir si le détenu Malik Moulay est bien le Moulay M., signataire

du télégramme visant à innocenter Roger Knobelspiess. Autrement dit, l'idée d'un renvoi était abandonnée.

Finalement Malik Moulay, dont le président Saurel avait demandé jeudi qu'il soit amené devant la cour d'assises n'est pas venu, vendredi 17 janvier comme prévu. L'avocat général a fait savoir, en effet, qu'il avait reçu une attestation des médecins du centre médico-psychologique de la prison des Baumettes selon laquelle le détenu était intransportable en raison de son état psychique. En outre, il a été produit un manuscrit de la main de l'intéressé, ce qui établissait qu'il était bien l'auteur du télégramme. Or à l'époque des faits il était en détention. Dans ces conditions le procès a repris son cours normal. M^{me} Thierry Levy a estimé cet incident « regrettable s'agissant d'une information fautive que l'on aurait pu vérifier beaucoup plus tôt si la chancellerie n'avait pas tardé à transmettre le document ».

Journée perdue ? On peut assurément en discuter. Le procès de Roger Knobelspiess et des ses coaccusés est, en ce qui est l'histoire d'une affaire difficile dans laquelle les accusés s'opposent entre eux, il mérite d'être mené avec minutie et scrupules. Depuis neuf jours, il en a été ainsi. Roger Knobelspiess lui-même, dans sa déclaration du mercredi 15 janvier, avait tenu à déclarer qu'il rendait témoignage au président Saurel « d'avoir mené les débats avec objectivité, même si j'ai pu, à l'occasion, vous énerver quelque peu ».

J.-M. THÉOLLEIRE.

LE « PARISIEN LIBÉRÉ » CONDAMNÉ POUR DIFFAMATION

Le directeur du *Parisien libéré*, M. Philippe Amaury, devra verser 5 000 F de dommages et intérêts à Roger Knobelspiess en réparation de la diffamation commise à son encontre par des articles parus les 1^{er} et 2^e décembre 1984 et où sa culpabilité dans l'attaque du fourgon de la SPS était considérée comme établie.

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, dans un jugement rendu jeudi 16 janvier, a en outre condamné M. Amaury à 10 000 F d'amende en observant : « *Le journaliste s'est abstenue de substituer au juge d'instruction et à la juridiction de répression (...). En admettant qu'une condamnation interviennne, il demeure que le prévenu a commis une faute en déclarant Roger Knobelspiess coupable alors qu'il n'était qu'inculpé.* »

DÉFENSE

NOMINATIONS MILITAIRES

Le général Houdet reçoit sa cinquième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Paul Quilès, le conseil des ministres du mercredi 15 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **Terre.** — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée le général de corps d'armée Furcy Houdet, commandant le 2^e corps d'armée et les forces françaises en Allemagne fédérale.

[Né le 19 mars 1927 à Nantes (Loire-Atlantique) et ancien saint-cyrien, Furcy Houdet a servi en Extrême-Orient et en Algérie. De 1972 à 1974, il commande le 12^e régiment de cuirassiers et, en 1978, il commande l'Ecole nationale des sous-officiers d'active à Saint-Maixent (Deux-Sèvres). En 1981, le général Houdet commande la 10^e division blindée et la 63^e division militaire territoriale, avant d'être nommé, en 1983, adjoint du général gouverneur militaire de Strasbourg et commandant la 1^{re} armée. Le général Houdet commande le 2^e corps d'armée et les forces françaises outre-Rhin depuis juin 1984.]

Sont promus : général de division, le général de brigade Jean Grenouilleau ; commissaire général de division, le commissaire général de brigade Paul Raynal, nommé directeur général de l'économie de l'armée ; général de brigade, les colonels Jacques Vidal et Christian de Gormay ; commissaire général de brigade, le commissaire colonel Jean-Pierre Petit.

Est nommé directeur du service central d'études et de réalisations du commissariat de l'armée de terre, le commissaire général de division Gabriel Carrette.

● **Contrôle général des armées.** — Est promu contrôleur général des armées, le contrôleur en chef Gérard Delbault.

● **Armement.** — Est promu ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Claude Capelier.

Est nommé adjoint au directeur du service de la surveillance industrielle de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe François-Xavier Cance.

● **Gendarmerie nationale.** — Sont promus : général de division, le général de brigade Jacques Charnard ; général de brigade, le colonel Joseph Cario.

● **Service des essences.** — Est promu ingénieur général militaire de deuxième classe, l'ingénieur en chef militaire de première classe François Constantin.

● **Nouvelle réserve naturelle en Gironde.** — Le *Journal officiel* du 14 janvier annonce la création de la réserve naturelle du Banc d'Arguin, en Gironde. Cette réserve, qui sert de gîte d'étape aux oiseaux migrants, est située sur la commune de La Teste-de-Buch mais appartient au domaine public maritime, dans le chenal du bassin d'Arcachon.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

cours avec explications en français

Documentation gratuite :

EDITIONS DISQUES BICH

8, rue de Bari - 75008 Paris

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

ÉLISABETH CONS-BOUTBOUL, c'est Thérèse Humbert : une histoire de juges, de coffres et de millions ; un mariatrac de l'embrouille.

Depuis que Simone Signoret a prêté son visage et sa tournure au magnifique feuilleton télévisé de Marcel Blumal, la France entière sait par le menu comment la belle-fille d'une honnête et naïf garde des sceaux dupa, vingt années durant et plus, notaires, banquiers, magistrats, dirigeants politiques ; et jusqu'au fameux Louis Lépine, préfet de police, qui se défendit si mal, lors des audiences d'août 1903, d'avoir reçu la grande Thérèse, venue lui demander conseil pour fonder un journal. A cette énumération, il ne manque, et encore ! que des étiologies.

A dire vrai, Marcel Blumal a arrangé les choses de manière à les rendre trop belles. Ne serait-ce qu'en choisissant Simone Signoret pour incarner Thérèse Humbert. « *Je suis laide* », disait spontanément la véritable héroïne lors de son procès ; et les journalistes ne virent en elle qu'une petite-bourgeoise propre » chez qui on s'ennuyait ferme.

Mais à part cela, racontée ou védue, l'histoire de Thérèse, c'est l'image photographique, autrement dit renversée, d'Elisabeth ; de vrais jugements et un litige simulé pour la première, un vrai litige et des jugements simulés pour la seconde ; pour l'une, un mari bien vivant qu'elle fait croire mort ; pour l'autre, des cousins qui naissent au gré des nécessités. Pour les deux, des millions à la pelle.

Dix, douze ou quatorze passent entre les mains de l'ancienne avocate. Des centaines pour Thérèse, qui n'en peut cependant retenir qu'une partie au profit de sa tribu. Pour elle-même aussi, afin de régler Worth, ou Doucet, ou M^{re} Reboul, « modiste rue de la Paix », ou dépenser « en trois mois », 534 F chez son gantier ! A titre de comparaison, Léon-Albert Bouscass, son tapisserie permanent, touchait un salaire mensuel de 300 F.

Les étiologies, qui sont à la fois dans l'histoire d'Elisabeth, le hasard veut qu'on les trouve en ouverture du procès de Thérèse, le 8 août 1903. Ce jour-là, en première page, le journal *Le Temps* se fait l'écho des difficultés financières du Vatican auxquelles ne parvient pas à remédier le cardinal Gotti, préfet de la propagande, « ancien professeur de mathématiques qui a le don des chiffres ».

Le rapprochement était fortuit, mais on murmure aujourd'hui, nouveau Croquemitaine, le nom de Mgr Marcinkus, autre financier vatican, en arrière-plan du meurtre de l'avocat Jacques Perrot. Ce dernier pourrait être Paul Deschanel, comme lui homme à bonnes fortunes, mais qui n'épousa pas, bien qu'il eût fait une cour assidue à la jeune sœur de la terrible Thérèse, Jacques Perrot épousa.

Restent en commun aux deux femmes l'aveuglement des victimes (certaines d'entre elles peu innocentes), les millions dont nombre furent refaites, et l'involontaire concours fourni par la justice pour rendre leurs inventions crédibles. Soit qu'on ait imputé à la justice des jugements dont elle ignorait tout puisqu'elle ne les avait pas prononcés, soit qu'elle ait prononcé, mais en ignorant ce qu'elle rendait authentique.

Car le génie de Thérèse Humbert et de son poète de mari (le génie du mensonge), commente *Le Temps* du 24 août après les condamnations, c'est d'avoir amené l'appareil judiciaire à prendre une pluie de décisions de toute nature à propos d'un litige qui, très précisément, était dépourvu de la moindre existence. Et Dieu sait qu'au chapitre des décisions la justice dispose d'un formidable assortiment !

Mais il ne suffisait pas pour cela d'inventer de « fausses entreprises », de « faire naître l'espérance d'un succès ou de tout autre événement chimérique » (code pénal), de faire

croire à la réalité d'un testament américain qui consentait 100 millions à la chère filleule d'un incertain M. Crawford. Il fallait qu'il fût contesté, et que de cette contestation portée en justice, accueillie comme sérieuse, jugée sérieuse, naquissent sa vraisemblance puis sa vérité.

Et c'est ainsi que « pendant dix-sept ans [on fit] retentir les échos des salles d'audience des voix les plus éloquentes qui venaient plaider pour des plaideurs imaginaires ». Tel avait été, au procès, le résumé de l'esquadrille par l'avocat général Blondel. M^{me} Cons-Boutboul ne concourut pas, elle, à encombrer l'espace sonore des tribunaux. On le lui reprocha.

Thérèse et Elisabeth

AVEC les Missions étrangères, M^{me} Cons-Boutboul s'inspira à rebours de sa grandiose dévotion. Le litige étant bien réel — une sombre affaire, encore, — point n'était besoin de le simuler. Ce sont les jugements qui subirent ce traitement pour faire croire à de fausses diligences, à d'illusoire résultats, justifiant de vraies rémunérations. Comme cent ans auparavant, des titres d'illusion permettaient d'obtenir des avances très authentiques.

Les deux femmes adoptèrent le même système de défense en protestant de leur candeur, afin de mieux souligner le taint ovâtre des accusateurs. Une partie de ceux qui, finalement, poursuivaient Thérèse se trouvaient effectivement en position délicate. Pour un prêtre intègre comme le notaire Dumort, qui sans jeu de mots y laisse la vie, combien d'usuriers qui fournissaient 5 millions et s'en faisaient reconnaître 6, le tout assorti de taux d'intérêt voisins de ceux qui se pratiquaient sous le Directoire.

« Nous sommes les gens les plus honnêtes de France », ne cesse de clamer Thérèse Humbert qui, pour une fois, ne parle pas d'elle à la troisième personne. Je n'ai pas failli, dit M^{me} Cons-Boutboul, qui fait plus que laisser entendre qu'elle était le rouge coutraint d'une plus vaste manigance.

Mais ni l'une ni l'autre ne vont au-delà, l'une et l'autre gémissant qu'elles sont tenues au mutisme. « *Je sens, monsieur le président, que je ne puis parler* », dit Thérèse au conseiller Bonnet qui dirige les débats de la cour d'assises. Je compromettais ma vie en rompant le silence, réplique l'autre à qui s'intéresse aux transferts de capitaux vers la Suisse, ou plutôt à leurs bénéficiaires.

EXTRAVAGANT pot aux roses est bien sûr découvert à partir d'une brouille. Ces fameux cousins Crawford qui interdisent de mettre un terme à la querelle successorale, eh bien ils n'ont pas d'adresse légale ! Depuis vingt ans, la justice s'applique à donner tort à des gens qui sont pour ainsi

dire des vagebonds puisqu'ils n'ont pas de domicile fixe.

Pour être tout à fait précis, lorsque la justice s'est mise à l'œuvre, elle joue l'innocence. Dès juin 1898, à l'occasion d'une plaidoirie devant le tribunal de commerce d'Elbeuf, Waldeck-Rousseau, farouche adversaire des Humbert, ardent dreyfusard (1), président du conseil l'année suivante, avait relevé ce point. « *Qu'est-ce donc, demandait-il, que ces deux millionnaires qui n'ont point de domicile fixe ?* »

C'est en tout cas cette histoire de domicile qui amènera à l'ouverture du coffre de l'hôtel des Humbert, avenue de la Grande-Armée, et qui apparaitra vide comme l'espace intersidéral. Le matin même, les compères avaient fui vers l'Espagne, via Bordeaux.

S'agissant de M^{me} Cons-Boutboul, c'est un peu plus qu'une brouille qui est à l'origine de ses difficultés présentes. Si son gendre n'avait pas été assassiné comme l'on sait (ou plutôt comme on ne sait pas), sa radiation du barreau de Paris, prononcée contre elle en novembre 1981, ne serait pas venue à la connaissance du public. Pas plus qu'elle n'aurait jamais, utilement, au parquet général de Paris.

En 1903, cette discrétion judiciaire, l'avocat général Blondel l'expliquera (2) dans le long réquisitoire qu'il commencera la 18 août : « *On a fait au ministère public, dit-il, le reproche d'avoir ouvert l'instruction trop tard.* Mais, « *de nos jours, on se plaint des pouvoirs exorbitants qui sont attribués aux procureurs de la République (...). Or voici une affaire dans laquelle tous les intéressés restent dans l'inaction ; une affaire où des créanciers se bornent à formuler des points d'interrogation sans saisir le parquet, et l'on est surpris que le parquet attende une plainte. Il est vraiment très facile d'être prophète après l'événement !* »

Les époux Humbert furent, chacun, condamnés à cinq ans de réclusion, le samedi 22 août. Hasard ou facilité, trois jours plus tard, le *Temps* rapportait, sous le titre « Les successions fictives », un procès devant la 10^e chambre correctionnelle de Paris. « *Une femme Jolivet, dite Marquis, avait fondé avec un pseudo-notaire nommé Rusin une entreprise d'escroquerie basée sur le système de l'héritage fictif (...). Les deux acolytes avaient dressé une liste des personnes charitables (à solliciter) qu'ils avaient fait précéder du titre « Bontin des poires ».* »

La loi qui libère et la liberté qui opprime, non, ce n'est pas de Lamennais comme croyait pouvoir l'écrire l'« amateur » du 11 janvier (1830). M. Joseph Escoffier, de Chambéry, fort courtoisement, écrit : « *La petite phrase, comme on ne disait pas alors, a été prononcée par Lacordaire en 1846 dans sa cinquante-deuxième conférence à Notre-Dame, intitulée « Du double travail de l'homme ». Lacordaire ferraillait pour que soit reconnue le droit au repos hebdomadaire du dimanche. Les libéraux assurent que l'ouvrier est libre de travailler ou non ce jour-là. « C'est à ajouter à la réalité de la servitude l'hypocrisie de l'affranchissement », s'écrie Lacordaire. Et après avoir fustigé ceux qui condamnent l'ouvrier à travailler sans répit, « car l'homme a besoin de la fête », Lacordaire lance : « *Sachant donc ceux qui l'ignorent, sachant les ennemis de Dieu et du genre humain, quelque nom qu'ils prennent, qu'entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit.* »* »

(1) Fernand Labori, avocat d'Alfred Dreyfus, fut aussi celui des époux Humbert. *Le Temps* est, non sans motif, très critique sur son système de défense en faveur des Humbert.

(2) *Le Temps* avait fait sténographier les débats.



SEPT PEINES DE PRISON REQUISES AU PROCÈS DU « CORAL »

Le poids de la pudeur

Finalement, Michel est venu témoigner. Quinze ans au moment des faits, dix-neuf aujourd'hui, il a répété, jeudi 16 janvier, avec des mots brefs, hésitants, ce qu'il avait raconté à la dernière audience quatre autres jeunes : oui, les éducateurs du Coral, ce centre d'accueil pour enfants et adolescents difficiles, avaient des relations sexuelles avec des mineurs placés sous leur autorité. Des histoires de sodomie et de fellation, de caresses et de baisers volés.

Des histoires dites par un jeune intellectuellement limité, impressionné par le tribunal et son décor, incapable de préciser les dates des faits, qu'il rapporte, Claude Sigala, responsable du Coral, principal prévenu, se lève : « Michel, je ne t'en veux absolument pas... que ce que tu racontes soit vrai ou faux. » Et à l'adresse des magistrats de la deuxième chambre correctionnelle : « C'est très important de le lui dire, pour lui, dans sa tête (geste). Si, si, monsieur le président. »

Ainsi va le procès du Coral. Procès-passion, procès-pagaille où un prévenu peut se permettre de donner l'absolution au témoin ou invectiver, en la tutoyant, une avocate, M^{me} Elisabeth Auerbacher (« Faut pas emmerder Michel sur les dates, merde », qui répondra titille (« C'est la justice qui l'emmerde »). Bref, un procès avec des ruptures de tension, des éclats de rire et des éclats de voix.

Le réquisitoire serré de M^{me} Jacqueline Le Mouél a dû cependant faire taire les uns et les autres. Elle commençait doucement par rendre hommage au Coral, une « expérience qui a soulevé un immense espoir il y a une dizaine d'années ». En admettant un mas aux confins de la Camargue, dans le Gard, en décidant d'y accueillir six ou sept enfants « différents » (psychotiques, autistiques, drogués ou fugueurs),

Claude et Marie Sigala, parents de trois enfants, ont, de fait, accepté d'offrir une famille à des jeunes rejetés, souvent promis à l'hôpital psychiatrique.

Mais l'hommage, appuyé et sincère, a rapidement fait place à des remarques sévères. M^{me} Le Mouél a rappelé la mort d'un jeune garçon de dix ans au Coral, en 1977, qui fut retrouvé la tête dans un seau d'eau usée, et dont l'autopsie devait révéler qu'il avait été sodomisé. Elle a noté au passage, qu'un adolescent avait téléphoné en 1981 à « son » juge pour lui dire sur le ton « rien à signaler » : « Je me trouve bien au Coral. J'ai des relations sexuelles avec Sigala ». Elle a enfin souligné que deux mineurs de quatorze et quinze ans avaient bien raconté, à la même époque, ce qui leur était arrivé au Coral, sans que les autorités ne s'en inquiètent outre mesure.

Minute de gravité

Alors, M^{me} Le Mouél s'est étonnée de tous « ces incidents sans suite ». Elle s'est interrogée sur l'entourage de Claude Sigala, ses éducateurs sans diplôme, mais non sans pulsion pédophile. « Vous connaissez les penchants de Jean Patrick Lamsz, de Jean-Noël Bardy et de Dominique Labaune », insiste-t-elle.

C'est la minute de gravité. M^{me} Le Mouél s'adresse à Sigala : « La pudeur existe. Vous vous rappelez cette photographie de votre petite fille de trois ans que vous ne vouliez pas que la police saisisse. Elle était nue, elle s'était aperçue qu'elle était photographiée, elle avait mis sa main sur son sexe. Vous avez porté atteinte à la pudeur des enfants qui vous ont été confiés alors que vous étiez leur éducateur. Il y a des limites que l'on ne doit pas franchir, des passages à l'acte que l'on doit s'interdire ».

Sans hausser le ton, sans effet de manches, le substitut a donné

lecture d'une lettre d'un ancien pensionnaire du Coral, aujourd'hui prostitué homosexuel et accusé d'extorsion de fonds contre un client. La lettre, saisie par la justice, était adressée à Claude Sigala : « Je n'ai rien dit au juge d'instruction. Je ne suis pas une balance. Ne t'inquiète pas pour mon affaire, elle est moins grave que le Coral ». Une de ces lettres qui, en cours d'assises, devant les jurés, font mal. M^{me} Le Mouél, après avoir précisé que les inculpés sont passibles de condamnations allant jusqu'à dix ans de prison, a alors requis contre Claude Sigala « une peine d'emprisonnement dissuasive » et une peine d'amende.

Ce n'était pas fini. Le substitut a demandé au tribunal de sanctionner, par des peines de prison ferme, Roger Cortes, éducateur, et Jean-Patrick Lamsz, que les experts désignent comme un « grand caractériel » et un « dédoublé instable ». Le ministère public a requis contre Jean-Noël Bardy, éducateur, une peine d'emprisonnement, et contre Yves Renard, marin, une peine comprenant un sursis. Contre Gérard Durand, professeur de Rite à bac, et Raymond Hurta, ancien directeur de colonie de vacances, M^{me} Le Mouél a demandé « de lourdes peines d'emprisonnement ».

Dominique Labaune, autre éducateur inculpé, a pris la fuite depuis longtemps. On a appris, au cours des débats, que M. Bertrand Boulin avait présenté à ce « pédophile notoire » au moins deux adolescents, Fabrice et Régis. M^{me} Le Mouél a prié le tribunal de délivrer un mandat d'arrêt international à son encontre. Elle a, enfin, suggéré la relaxe de Marie Sigala, épouse de Claude Sigala, et du docteur Alain Chapello, psychiatre, absent lors des débats pour des raisons médicales.

LAURENT GREILSAMER.

A LA 30^e CHAMBRE CORRECTIONNELLE DE PARIS

L'Association professionnelle des magistrats ne peut se substituer au ministère public

L'Association professionnelle des magistrats (APM), syndicat proche de l'opposition, a été déclarée irrecevable, jeudi 16 janvier, dans l'action qu'elle avait engagée devant la 30^e chambre correctionnelle de Paris contre M. Raymond Forni, en l'accusant d'avoir jeté le discrédit sur une décision de justice.

Poursuivi sur l'initiative de M. Dick Lkewit, alors président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Marie Tijbaou, leader du FLNKS, avait été condamné, le 24 mai 1985, par la 17^e chambre correctionnelle de Paris, à un an de prison avec sursis et 10 000 F d'amende pour avoir « entrepris de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ».

Le soir même du jugement, M. Raymond Forni déclarait au micro d'Europe 1 : « En tant que président de la commission des lois, je me refuse toujours à commenter une décision de justice, même si je la trouve, à l'instant, absurde et imbécile, et je me réjouis que le parquet ait fait appel de cette décision de la 17^e chambre, ce qui permettra, j'en suis persuadé, de rétablir les choses. »

L'APM avait vu dans ces propos la réalisation de deux délits. L'un prévu par l'article 226 du Code pénal qui punit ceux qui auront « cherché à jeter le discrédit sur une décision de justice ». L'autre qui sanctionne quiconque aura publié des commentaires « tendant à exercer des pressions » sur des juridictions de jugement. M. Forni, à l'époque député PS du Territoire de Belfort, devenu depuis membre de la Haute Autorité de l'audiovisuel, fut donc cité directement devant la 30^e chambre correctionnelle par l'APM.

Entre-temps, la cour d'appel s'était penchée sur le jugement de la 17^e chambre condamnant M. Tijbaou. L'arrêt sera rendu le 25 janvier. A l'audience, l'avocat général, M. Galibert d'Auque, avait donné son avis en des termes peut-être

moins directs que M. Forni, mais largement aussi sévères. Cette opinion d'un magistrat ne blanchissait par pour autant M. Forni, mais avait de juger le fond, le tribunal devait se prononcer sur des obstacles soulevés à l'audience : l'immunité parlementaire éventuelle du prévenu, la qualité pour agir de l'APM et, surtout, le fait que les délits invoqués feraient partie du domaine réservé du parquet, seul habilité à engager des poursuites dans le cas précis.

« Pas de préjudice direct »

Dans son jugement, M^{me} Jacqueline Chevalier, présidente de la 30^e chambre correctionnelle, rejette l'immunité parlementaire évoquée et déclare : « Si l'article 227 du code pénal, au-delà de la personne des magistrats et de leur statut professionnel, protège le fonctionnement de la justice en tant qu'institution, le ministère public étant alors seul habilité à en assurer le

respect, on ne peut considérer que la violation de cet article n'est en aucun cas susceptible de faire naître un préjudice direct aux intérêts d'une partie civile (...). Une partie à un procès dans l'attente d'une décision, peut, en cas de transgression de l'article 227, se constituer partie civile. »

Mais les juges ajoutent : « Des magistrats, représentés par leur organisation syndicale, ne peuvent prétendre subir un préjudice quelconque en étant influencés ou trompés dans leur conviction, alors qu'il est dans la nature de leurs fonctions de rendre des décisions au vu d'éléments qu'ils ont pour mission d'évaluer et d'apprécier. »

M. P.

AÉRONAUTIQUE

Pas de super-Concorde avant trente ans

Il n'est pas question de lancer à l'heure actuelle, en collaboration avec la Grande-Bretagne, un programme de nouvel avion supersonique de transport civil pour succéder à Concorde. C'est ce que précise la société Aérospatiale après la diffusion d'informations par France-Inter selon lesquelles la France et le Royaume-Uni s'approprieraient à lancer la fabrication d'un super-Concorde.

A quelques jours de la célébration, par Air France, du dixième anniversaire de l'ouverture de ses lignes supersoniques à travers l'Atlantique, l'Aérospatiale précise qu'elle se contente pour l'instant de maintenir, depuis des années, « une

veille technologique » de savoir-faire dans ce domaine, et que sa mission est de réfléchir, à l'avenir, non pas à trois ans mais à trente ans. On ajoute, d'autre part, que depuis 1984, le budget des transports ne prévoit aucun crédit spécialement affecté à un tel projet qui concerne la mise au point d'un avion pouvant voler à trois fois la vitesse du son pour transporter jusqu'à 300 passagers.

D'autres constructeurs aéronautiques, tels Boeing, Douglas ou North American Rockwell aux Etats-Unis, ont également dans leurs cartons des projets similaires depuis plusieurs années.

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE ET DU MONDE



BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1985
Des dizaines de tableaux, de cartes et de graphiques.
Le document de référence sur l'économie française et mondiale.

LE Bilan économique et social 85 du Monde : un entracte, un temps de pause dans la crise. L'inflation régresse. L'Europe se trouve en meilleure position face aux Etats-Unis. De grands projets scientifiques et industriels se développent. En France souffle un petit vent de libéralisme, et le pays encaisse les dividendes des années de rigueur et d'austérité.

AU SOMMAIRE

La situation en France : l'évolution des grands indices, les conséquences de la déréglementation, l'emploi, la production, le budget, le commerce extérieur.
Le bilan chiffré et graphique de la législature : un dossier spécial en couleurs.
L'environnement international : la baisse du dollar, l'activité mondiale, l'agriculture, les matières premières, l'industrie secteur par secteur, les échanges.
Cent quarante-six pays à la loupe : les correspondants du Monde décrivent l'activité économique pays par pays.

172 PAGES. EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 40 F, OU PAR CORRESPONDANCE.

nom _____ prénom _____
adresse _____
code postal _____ localité _____
nombre d'exemplaires : ____ x 45 F (frais d'expédition inclus) = ____ F.
Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter.

Commande à faire parvenir avec votre règlement à

Le Monde

Service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

CUAI
LOT
THEATRE
NATIONAL

LUCRECE BORGIA
VICTOR HUGO • ANTOINE VITEZ
DERNIERES
GRAND THÉÂTRE 47 27 81 15

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

1951, LES TRACES : American Center 1951 (43-35-21-50), 21 h.
 ARSÈNE ET CLÉOPATRE : Lucarne (43-44-57-34), 21 h 45.
 MÉTAMORPHOSE : Lucarne (43-44-57-34), 18 h.
 DEUX TROUS ROUGES AU CÔTÉ DROIT : Porte de Gentilly (43-80-20-20), 20 h 30.
 SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER : Plaine (43-80-20-20), 20 h 30.
 BRITANNICUS : Montferrat (43-31-11-99), 20 h 30.
 IL TRIONFO DELL'AMORE (en italien) : Chaillet Gémier (47-27-81-59), 20 h 30.
 LETTRES D'UN INCULPÉ : Clés, grande salle (43-89-36-69), 20 h 30.
 FAISONS UN RÊVE : Saint Georges (47-78-63-47), 20 h 45.
 LE VEUVEUR DE NUIT : Théâtre 13 (43-89-16-30), 20 h 30.
 LE TOMBEUR : Porte Saint Martin (46-07-37-53), 20 h 30.
 LES DÉCOUVERTES DE LA 11^e : Variétés (43-33-09-92), 20 h 30.
 JEFF : Espace Gaité (43-27-95-94), 20 h 30.

■ Spectacles sélectionnés par le club de « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), Drame : 18 h 30 : 39 Rue de mémoire (chor. W. Follot) ; J. Guizot : M. Strauss (Brahms) ; 20 h 45 : Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris : Spectacle 1 (La) ; On doute la nuit ; Pelouses interdites.
 COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : L'imprésario de Smyrne.
 CHAILLOT (47-27-81-59), Grand Théâtre : 20 h 30 : Lucien Borgia ; Théâtre Gémier : 20 h 30 : Il trionfo dell'amore, de Marivaux (en italien).
 ODÉON (43-33-70-32), 20 h 30 : Six personnages en quête d'auteur, de L. Pirandello.
 PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : Conscience d'un certain âge pour jouer la femme de Dostoevski, de E. Radzinski.
 TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : Les Tourterelles.
 BEAUBOURG (43-77-12-33) : Débats-Recherches : de 12 h à 22 h : Démonstration de logiciels de recherche documentaire ; Cinéma-Vidéo : Nouveaux films BPI : 16 h : Au pays des loups, de B. Masson ; A la recherche de la baléine franche, de B. Masson ; 19 h : Autoportrait d'un inconnu ; J. Cocteau, de E. Cocteau ; Vidéo-Musique : 16 h : Catherine Wheel, de D. Byrne ; 19 h : La leçon de musique, de P. Boulez ; Concerto-Spectacle : 20 h 30 : « Les deux cousines », de Italo Svevo, mise en scène de Laurence Favier ; Cinéma : Triste, un aspect de cinéma italien : voir rubrique Festival de Cinéma.
 THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83) : Black season : 20 h 30 ; Black and Blue : Revue noire. Spect. de C. Segovia et L. Orzelski ; dir. arch. : R. Stevenson ; chorégraphie : H. Le Tang.

(Musiques de Duke Ellington, Fats Waller, Jelly Roll Morton, Louis Armstrong)
 THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77) : 20 h 45 : L'opéra, d'Elie Bourquin, mise en scène de Beno Besson ; 18 h 30 : Esther Lammiller ; Th. de la Ville au Th. de l'Escluse d'Or : 20 h 45 : le Saperçou ; Th. des Champs-Élysées : Drame : à 20 h 45 : Ronsignol par la Compagnie Régine Chopinot.
 ■ CARRÉ SILVIA MONFORT (43-31-28-34), 20 h 30, Bézart.

Les autres salles

■ AMERICAN CENTER (43-35-21-50), 21 h : 1951, les traces.
 ANTOINE-SIMONE HERRIAU (42-08-77-11), 20 h 30 : Lily et Lily.
 ■ ARCANÉ (43-38-19-70), 20 h 30 : Les Femmes savantes.
 ■ ARTS HÉBERTOT (43-87-23-23), 20 h 30 : Les Femmes savantes.
 ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Deux sur la balustrade.
 ■ ATHÉNÉE (47-42-67-27), Salle Ch. Béraud, 20 h 30 : Cher vieux troubadour.
 ■ SALLE L.-Journé, 21 h : Vincent et l'année des personnalités.
 BASTILLE (43-57-42-14), 20 h : la Vie de Paolo Uccello.
 ■ BOURVIL (43-73-47-84), 20 h : Pas deux comme elle ; 21 h 30, Y'en a mort... et vive.
 ■ CAFE DE LA DANSE (48-05-57-22), 20 h 30 : la Monnaie d'Adriana Lecocq.
 CARTOUCHE, Th. du Soleil (43-74-88-50), 18 h 30 : L'histoire terrible mais inachevée de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge ; Tasse (43-28-36-36), 20 h 30 : la Force de l'habitude.
 ■ CITÉ INTERNATIONALE (43-89-38-69), Grand Théâtre 20 h 30 : Lettres d'un inculpé ; La Ressource 20 h 30 : Toss. - Galerie 20 h 30 : Voyages d'été.
 COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Revues d'été à l'Élysée.
 ■ COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 21 h : L'âge du monsieur est avancé.
 ■ COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Les Intrigues d'Arioste et Colombine.
 ■ COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : Le Confort intellectuel.
 DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
 ■ DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 18 h 30 : La Petite Marchande d'ultime ; 20 h 30 : Secrets du crématorium.
 DIX HEURES (46-06-07-48), 20 h 30 : La Femme assise.
 ÉPIQUE (42-72-23-41), 18 h 30 : la Dispute.
 ESCALIER D'OR (42-74-22-77), 20 h 30 : la Saperçou.
 ■ ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30 : Jeff.
 ■ ESPACE KIRON (43-73-50-25), 20 h 30 : La Petite Marchande d'ultime ; 20 h 30 : la Baie des anges.
 ■ ESSAÏON (42-78-46-42), 20 h 30 : Il était une fois... un cheval magique.
 ■ FONTAINE (48-74-74-00), 20 h 45 : La Vie de Clara Gazul.
 GALERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantasticks.

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20
 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
 Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Vendredi 17 janvier

GUICHET-MONTMARNASSE (43-27-88-61), 21 h : l'Écluse.
 HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Lope.
 JARDIN D'HIVER (42-62-59-49), 21 h : la Nuit d'Irlande.
 ■ LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 21 h : la Voisine.
 ■ LUCERNAIRE (43-44-57-34) : 18 h : Métamorphose ; 20 h : C'est rigolo ; 21 h 45 : Arsène et Cléopâtre. - 18 h 15 et 20 h : Pardon M'sieur Prévert : Petite Salle, 21 h 30 : Piano Solo.
 ■ MADELEINE (42-65-07-09), 21 h : Comme de moi entendu.
 ■ MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Éternel Mari.
 ■ MARIE-STUART (45-08-17-80), 18 h 30 : Bienvenue au club ; 20 h 15 : Savage Love ; 22 h 15, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Haute Surveillance.
 MARGNY (42-56-04-41), 20 h 30 : Napoléon. - Petite salle (42-25-20-74), 21 h : Lorna et Ted.
 MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour six.
 ■ MOGADOR (42-85-45-30), 20 h 30 : la Femme du boulanger.
 ■ MONTMARNASSE (43-20-89-90), Grande Salle 20 h 45 : les Cens d'en face. Petite Salle 21 h : Frédéric et Voltaire.
 NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-1-99), 20 h 30 : Britannicus.
 NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Gigi.
 ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : l'Écluse.
 PALAIS-ROYAL (47-59-51-81), 20 h 45 : 22-22.
 PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : le Grand Meauland.
 ■ PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90), 20 h 30 : Jules César.
 PLAISANCE (43-30-00-06), 20 h 30 : les Solitaires.
 ■ POCHÉ (45-48-92-97), 21 h : l'Économe ; 19 h : Équipes viennoises.
 PORT DE GENTILLY (45-80-20-20), 20 h 30 : Deux trous rouges au côté droit.
 POTINIERE (42-61-44-16), 21 h : Minie en quête d'histoire.
 QUAI DE LA GARE (47-07-77-75), 20 h 30 : le Roi de Patagonie.
 RENAISSANCE (42-08-18-50), 21 h : les Voisins du dessus.
 SAINT-GEORGES (48-78-63-47), 20 h 30 : Toi et tes nuages.
 STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 21 h : A cinquante ans elle découvrait la mer.
 ■ TAI TH D'ESSAI (42-78-10-79), 20 h 30 : Toi et tes nuages.
 TH. DES CINQUANTE (43-55-33-88), 20 h 30 : Félou et son ami.
 THÉÂTRE D'ÉDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, Nous on fait ou nous n'avons rien fait.
 THÉÂTRE DE L'ÎLE SAINT-LOUIS (46-33-46-65), 20 h 30 : Astro Folies Show.
 TH. DE MENILMONTANT (43-66-60-00), 21 h : Madragou.
 ■ THÉÂTRE 3 SUR 4 (43-27-09-16), 20 h 30 : le Tigre.
 TH. 13 (43-68-16-30), 20 h 30 : le Vaillant de mil.
 TH. NOIR (43-46-91-93), 20 h 30 : l'Impasse 14.
 TH. DE LA PLAINE (48-42-33-25), 20 h 30 : Soudain l'été dernier.
 TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : le Tombeur.
 ■ TINTAMARRE (48-87-13-42), 20 h 15 : le Bal de Napoléon ; 21 h 30 : C'est encore loin la mairie ; 22 h 30 : L'ère crève l'écran.
 ■ THÉÂTRE 33 (48-58-19-63), 20 h 30 : Falsification Due ; 20 h 30 : Toucher pas à Carmen Cru ; 22 h 30 : Sale affaire de sexe et de crime.
 ■ TRÉTEAUX (45-83-13-84), 21 h : la Parole, ou les Loirs d'une Vierge. Un me déconcoquant.
 TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 18 h 30 : Paris 34-40.
 VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 30 : les Dégondés de la 11^e.
 ■ ZINGARO (48-03-11-32), 21 h : Spéciale équestre et musical.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : le Bel Indifférent - le Monteur ; 21 h 45 : Au suivant ; 23 h : Histoire d'O.
 BLANC-MANTEAUX (48-47-15-84), 18 h 30 : Les Amis de M.C. ; 21 h 30 : les Kamikaze de l'Oncle. - 18 h 15 : les Sacris Montres ; 21 h 30 : Savez les bêtes féroces.
 CAFE D'ÉDGAR (42-80-85-11), 18 h 30 : 15 : Tiers rois deux bouillies ; 21 h 30 : Mangesons d'hommes ; 22 h 30 : Orlis de secours. 18 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chronomètre étonnant ; 22 h 30 : Elles nous veulent tuer.
 CAFE DE LA GARE (45-49-27-78), 20 h : l'Écluse (45-42-71-16), 20 h 30 : S. K. L.
 PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les deux vaches ; 22 h 15 : Nous, on aime.
 POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je crache, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos dévils font des dévils.
 SENSER DES HAÏLLES (43-36-77-27), 20 h : La baguette qui venait du froid.
 Les chansonniers
 CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-51), 21 h : Touche pas à mon vote. DEUX-ANDES (46-06-07-48), 21 h : la France au clair de l'urne.
 Le music-hall
 BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), 20 h 30 : le Grand orchestre du Splendid.
 CASINO DE PARIS (42-82-05-57), 21 h : A. Méry.
 CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.
 CHEVALIER DU TEMPLE (42-71-67-28), 22 h 30 : R. Babi.
 FONDATION DEUTSCHE DE LA MEUTIE (42-37-41-56), 20 h 30 : Walkyrie ou Bécassine.
 LUCERNAIRE (45-44-57-34), 20 h : M. Millaud.
 MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-47-72-30), 20 h 30 : Les musiciens du Nil.
 OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 : S. Raggiani.
 PALAIS DES CONGRÈS (42-66-20-75), 20 h 30 : M. Millaud.
 PARC DE LA VILLETTE (42-45-09-00), 20 h 45 : Paris-Pékin.
 TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), 22 h 30 et 24 h : Libertango.

Les concerts

La Table verte, 22 h : N. Gervais, E. Grisoni.
 Eglise des Élisées, 20 h 30 : Orchestre de chambre tchèque, Quintette Nielsen.
 Th. de la Renaissance, 18 h 30 : M. Schanoun, I. Grandet.
 Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Ancien instrumental de Genève, dir. J.-M. Curti (Vivaldi, Lully, Scarlatti).
 FIAP, 20 h 30 : D. Fontaine, L. Gen.
 Bibliothèque polonoise, 20 h 30 : F. Daudet (Schubert, Schumann, Chopin).
 Conservatoire Rakhmaninov, 20 h 30 : N. Storoyev.

La danse

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17), 20 h 45 : Electric Zaza, J. Albert.
 BASTILLE (43-57-42-14), 20 h 30 : Opérette de l'axe.
 CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), 20 h 45 : M. Voss. 22 h 15 : Dupuy.
 18-THÉÂTRE (42-26-47-47), 20 h 30 : Lettre de Juliette à Teresa, 22 h : Barbaire.
 THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-47-77), 20 h 45 : Cie R. Chopinot.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-84-24-24)
 16 h, Chérie recommence, de S. Doria ; 19 h, Take Care of my Little Girl, de J. Neptun ; 21 h, Un pont trop loin, de R. Altanborough.
 BEAUBOURG (42-78-35-57)
 15 h, Rétrospective Warner Bros (1950-1985) : Une gaillarde pour deux, de W. Conrad ; 17 h, Dr. Jekyll et Mr. Hyde, de J.S. Robertson ; 19 h, Rétrospective du cinéma suédois (1929-1985) : le Chemin du ciel, de A. Sjoberg.
 Les exclusivités
 AMADEUS (A. v.), de George V. (45-62-41-40) ; Espace Gaité, 14^e (43-27-95-94).
 L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.), de Garmont Halls, 1^e (42-97-49-70) ; UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6^e (45-84-94-04) ; Marignan, 3^e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8^e (45-62-20-40). - V.E. : Arcades, 2^e (42-33-54-58) ; Français, 9^e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14^e (43-20-12-06).
 L'ARROUSEUSE ORANGE (Hongrois, v.), de Denfert, 1^e (43-21-41-01).
 ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.), de Garmont Ambassade, 8^e (43-59-18-08) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31) ; St-Ambroise, 11^e (47-00-89-16) ; Pathé Clichy, 19^e (45-22-46-01).
 LE BAISER DE LA FEMME ARAUCANIE (Br. v.), de S. Salas-Andrade, 11^e (47-00-89-16) ; Rialto, 19^e (46-07-87-61).
 BATON ROUGE (Fr.), de Lumière, 9^e (46-49-07).
 BELL'UZZO (Fr.), de Quintana, 5^e (46-37-30-38) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31).
 BRIDY (A. v.), de Quintana, 5^e (46-37-30-38).
 LA BOURGEOISE ET LE FUCHEAU (Fr.), de Chabrol St-Lazare, 9^e (47-47-44).
 BRAZIL (Br. v.), de Parisien, 14^e (43-20-30-19).
 LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.), de Garmont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; George V. 9^e (45-62-41-40).
 LE CAVIAR ROUGE (Fr.), de Forum Orient Express, 1^e (42-33-42-26) ; Rex, 2^e (42-36-83-93) ; Hauffeulle, 6^e (46-33-78-38) ; George V. 9^e (45-62-41-40) ; Marignan, 3^e (43-59-92-82) ; Français, 9^e (47-70-33-88) ; Nation, 12^e (43-43-04-67) ; Favart, 19^e (43-31-56-56) ; Montparnasse Pathé, 14^e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15^e (45-74-53-40) ; Pathé Clichy, 19^e (45-22-46-01).
 CHERNOB (Fr.-A.), de La Gédé, 19^e (42-66-60-00).
 COCOON (A. v.), de UGC Marbeuf, 8^e (45-61-94-93). - V.E. : Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14^e (43-20-12-06) ; Tourville, 20^e (43-64-51-98).
 COLONEL REED (Hongrois, v.), 14-juillet Pathé, 8^e (43-26-58-00) ; Garmont Ambassade, 8^e (43-59-19-08).
 CORBIAUX ET MOINEAUX (Chinois, v.), de S. Salas-Andrade, 11^e (47-00-89-16).
 COTTON CLUB (A. v.), de Cinescop, 6^e (46-33-10-42) ; Boite à films, 17^e (46-22-44-21).
 CUORE (It. v.), de Forum Orient Express, 1^e (42-33-42-26) ; Saint-Germain Studio, 8^e (46-33-42-26) ; Marignan, 3^e (43-59-92-82) ; Français, 9^e (47-70-33-88) ; Nation, 12^e (43-43-04-67) ; Favart, 19^e (43-31-56-56) ; Mistril, 14^e (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14^e (43-20-12-06) ; Grand Paris, 15^e (45-54-46-85).
 DROLE DE MISSIONNAIRE (Br. v.), de St-Ambroise, 11^e (47-00-89-16).
 L'ÉPIONNAGE (Fr.), de Rex, 2^e (42-36-83-93) ; Clés Beaubourg, 9^e (42-71-52-30) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 8^e (45-74-54-94) ; Pagode, 7^e (45-07-12-15) ; UGC Biarritz, 8^e (45-62-20-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-53-40) ; UGC Gobelins, 13^e (43-35-21-21) ; Garmont Sud, 14^e (43-27-84-50) ; 14-juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Secours, 19^e (42-41-77-99) ; Images, 18^e (45-22-47-94).
 EMMANUELLE IV (Fr.) (**), de George V. 9^e (45-62-41-40).
 ESCALIER C. (Fr.), de Cinescop Saint-Germain, 8^e (46-33-10-42).
 L'ÉVÉNEMENT DU PONT DE L'ALMA (Fr.), de République, 11^e (48-05-51-33).
 EXPLORER (A. v.), de Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31).
 LA FORÊT D'ÉMERAULDE (A. v.), de Lucerne, 6^e (45-44-57-34).
 GARCÓN CHOC POUR NANA CHOC (A. v.), de Ambassade, 8^e (43-59-18-08) ; George V. 9^e (45-62-41-40) ; Français, 9^e (47-70-33-88) ; Maxville, 9^e (47-70-77-99) ; Montparnasse, 14^e (43-20-12-06).
 LES GOONIES (A. v.), de Paramount City, 9^e (45-62-46-76) ; Paramount Marivaux, 2^e (42-96-80-40) ; St-Ambroise, 11^e (47-00-89-16).
 GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (A. v.), de Opéra Night, 2^e (42-96-80-40).
 HAREM (Fr. v.), de UGC Champs-Élysées, 9^e (45-42-60-40) ; V.E. : UGC Boulevard, 9^e (45-74-54-94).
 L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.), de République, 11^e (48-05-51-33).
 L'HONNEUR DES PRIZZI (A. v.), de Forum, 1^e (42-97-33-74) ; Cinescop, 8^e (42-71-52-30) ; Action Rive Gauche, 5^e (43-29-44-40) ; Brégaillon, 6^e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; Pagode, 7^e (45-07-12-15) ; Garmont Champs Élysées, 8^e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8^e (45-62-20-40) ; 14-juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; 14-juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; V.E. : Garmont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Rex, 2^e (42-36-83-93) ; UGC Gare de Lyon, 12^e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13^e (43-35-21-21) ; Garmont Sud, 14^e (43-27-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14^e (43-20-12-06) ; Garmont Convention, 15^e (45-74-53-40) ; Marat, 16^e (46-51-99-75) ; Le Maillet, 17^e (47-38-24-24) ; Pathé Wagram, 18^e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20^e (46-36-10-96).
 LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A. v.), de Chatelet-Victoria, 1^e (45-08-94-14) ; Studio Galande, 9^e (43-54-72-71) ; Saint-Ambroise, 11^e (47-00-89-16).
 INVASION (A. v.), de Forum Orient Express, 1^e (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 6^e (45-62-41-40) ; V.E. : Rex, 2^e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 8^e (45-74-54-94) ; UGC Ermitage, 8^e (45-62-16-16) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9^e (45-74-54-94) ; Bastille, 11^e (43-57-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12^e (43-43-04-67) ; Paramount Galaxie, 13^e (45-80-10-03).
 KALIDOR (A. v.), de Arcades, 2^e (42-33-54-58) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31) ; Gaité Rochecourbe, 9^e (48-78-81-77) ; Montparnasse, 14^e (43-27-52-37).
 LES LOUPS ENTRE EUX (Fr.), de Forum Orient-Express, 1^e (42-33-42-26) ; Rex, 2^e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; Marignan, 3^e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 6^e (45-62-16-16) ; Français, 9^e (47-70-33-88) ; Nation, 12^e (43-43-04-67) ; Favart, 19^e (43-31-56-56) ; Mistril, 14^e (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14^e (43-20-12-06) ; Bienvue Montparnasse, 15^e (45-44-57-34).

le meilleur de nuit
 SAKI
GUITY
 Marc Dudicourt
 Fabrice Luchini
 théâtre 13 45 88 16 50

CREIEL
 Martin des Rues
JEAN RACINE
PHEDRE
 du 17 janvier au 5 février
 et du 18 au 26 février 1986
 Mise en scène : Jean-Michel Rabeux
 Avec : Claude Deglame
 Pierre Baillet - Delphine Boisse
 Marie Carré - Françoise Grandcolas - Pascal Turme.
 48.99.94.50
 Métro Châtelet-Prefecture

PETIT MONTMARNASSE
 JACQUES DUBY PIERRE VERNIER
FRÉDÉRIC-VOLTAIRE
 31 RUE DE LA GAITÉ PARIS XIV - LOC. 43.80.89.99

A PARTIR DU 21 JANVIER
AUBERVILLIERS
 GROUPE TSE
LA VIE DE CLARA GAZUL
 de Danielle VÉZOLLES et Alfredo ARIAS
 d'après Prosper Mérimée
 Mise en scène : Alfredo ARIAS
 avec Facundo BO, Jean-Marc BORY, Alain LIBOLT,
 Mariu MARINI, Alain SALOMON
 THÉÂTRE DE LA COMMUNE
 Tel. 48.34.67.67

L'ESPACE KIRON
 LA COMPAGNIE DES 4 CHEMINS
 et ALPHA FNAC
 présentent
VENDREDI, JOUR DE LIBERTÉ
 de Hugo Claus
 « Hugo Claus est assurément de ceux qui, grâce à leur choix nerveux de mots, savent poétiser la réalité... »
 Emmanuel KLAUSNER (L'Événement du jeudi)
 « Hugo Claus est un grand écrivain hollandais que Catherine de Seynes vient de remarquablement mettre en scène... »
 Guy DUMUR (Le Nouvel Observateur)
 Location 43-73-50-25 et 3 FNAC
 10, rue de la Jacquerie, 75011 PARIS (M^o Voltaire)

THÉÂTRE DU SOLEIL
L'HISTOIRE TERRIBLE
MAIS INACHEVÉE
DE NORODOM SIHANOUK
ROI DU CAMBODGE
 DE HÉLÈNE CIXOUS
 Les portes seront fermées dès le début du spectacle
 CARTOUCHERIE 43.74.24.08
 En alternance 1^{re} et 2^{me} partie
 18 h 30

Robert HOSSEIN Candice PATOU
LE CAVIAR ROUGE
 Frédéric DARD
 « Un suspense implacable. » Jacques SICLIER (Le Monde)
 « Hitchcock chez Tchekhov. » François CHALAIS (Le Figaro Magazine)
 « Du grand art. Un modèle d'exigence et d'intelligence. »
 Erik LEGUÈRE (La Parisien)
 « Le Caviar rouge : un morceau d'anthologie. »
 Claude BAIGNÈRES (Le Figaro)
 « Les forces de l'am

COMMUNICATION

L'avis de la Haute Autorité place le gouvernement devant un choix délicat

La manœuvre aurait, dans ce cas, permis de gagner un temps précieux pour assurer le lancement de la « 5 ». Mais elle aurait l'inconvénient politique de démontrer *de facto* l'impuissance de la Haute Autorité, institution créée par le gouvernement pour garantir l'indépendance de la communication audiovisuelle.

M. Jérôme Seydoux, lui, ne semble pas affecté par ces polémiques ni par la guerre de harcèlement que mène la mairie de Paris autour de la tour Eiffel. Le président-directeur général de la « 5 » a déclaré à l'agence Reuter que sa chaîne émettrait, comme prévu, le 20 février et que l'augmentation de capital de la société France 5 serait bouclée le 4 février. On connaîtra alors l'identité des nouveaux actionnaires. Selon M. Seydoux, l'entrée de Radio-Monte-Carlo dans la « 5 » est déjà acquise et celle d'Europe 1 en bonne voie.

Le gouvernement est maintenant devant un choix délicat. Soit il tient compte de l'avis qu'il a lui-même sollicité, de la désapprobation muette de son ministre de la culture, des

**La polémique sur l'interruption
des programmes par la publicité qui**

La polémique sur l'interruption des programmes par la publicité qui agite depuis un mois les créateurs français, a traversé aussi la Haute Autorité. Un des «neuf sages», M. Gilbert Comte, a même voté contre l'avis du 16 janvier pour manifester son opposition à la coupure publicitaire. «Je considère, nous a-t-il déclaré, que c'est une brèche importante dans la liberté des téléspectateurs et j'ai voulu m'y opposer au nom du plus grand nombre des usagers de la télévision, dont je pense qu'ils sont eux aussi irréductiblement hostiles à la dictature publicitaire.»

d'extraire, dans les œuvres de fiction, la Haute Autorité a cherché un compromis « réaliste » entre les contraintes de l'économie et les exigences culturelles. Entre le respect de l'œuvre pratiqué par les télévisions publiques et le saucissonnage systématique des chaînes commerciales italiennes ou américaines, l'« entrante publicitaire » dissennariera un modèle de télévision privée à la française, déjà pratiqué par RTL, Télévision et Télé-Monte-Carlo.

Mais, en même temps, la Haute Autorité se réfugie derrière la loi sous les droits des créateurs qui permet à chaque auteur de refuser la mutilation de son œuvre par un spot publici-

citaine. Une manière élégante de se débarrasser de cet épineux problème sur les sociétés d'auteurs.

La manœuvre n'est pas du goût de tout le monde. Et d'abord du réalisateur Daniel Karlin, membre de la Haute Autorité, qui n'est pas assis à l'apprentissage du texte, « on doit s'adresser directement par une déclaration officielle. Expliquant que sociétés d'auteurs et Haute Autorité ont tenté de se défaire de leurs responsabilités pendant les négociations, il conclut : - Dans le pays de la plus ancienne et la plus vigoureuse tradition du droit des auteurs, ils est certain que, tôt ou tard, on respectera à nouveau le principe sacré de non-interruption des

œuvres même s'il est momentanément battu en brèche dans les temps qui s'annoncent. La Haute Autorité se serait grandie en étant la première institution de la République à inscrire ce principe dans un texte. »

Les créateurs, eux, ne désarment pas, forts d'un évident soutien de l'opinion publique reflété par de récents sondages. La Société des réalisateurs de film a fait connaître sa déception devant la « tudeur » de l'avis des « neuf sexes » sur ce sujet, et se dit « irrédiciblement opposée à toute fragmentation des œuvres ». Même son de cloche à la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), où l'on met en avant une pétition qui a déjà recueilli plus de deux mille signatures dans le monde du cinéma et du spectacle. Les signataires se sont engagés à refuser la coupure de leurs œuvres et à réagir collectivement contre ces procédés.

Pour prouver sa combativité, la SACD a écrit le 14 janvier aux responsables de RTL-Télévision et de Télé-Monte-Carlo pour les mettre en demeure de se conformer à la loi française en demandant les autorisations nécessaires aux auteurs. La bataille risque donc d'être rude et le rapport de forces est loin d'être favorable aux créateurs. Dans une démarche unitaire, les sociétés d'auteurs ont averti officiellement M. Jérôme Seydoux que « France 5 » ne pourrait diffuser de programmes sans avoir, auparavant, signé avec elles les conventions nécessaires. La toute-puissante SACEM gérant les droits de l'ensemble du répertoire musical national et international, on voit mal comment les responsables de la « 5 » pourraient échapper à la table de négociations.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

L'un des candidats (Hit TV) s'associe avec CBS

Hit TV, candidat au sixième chaîne à dominante musicale, fait partie du groupe cinématographique UGC, l'agence de publicité RSCG-Séguela-Cassau-Goudard (RSCG) et est soutenu financièrement par Paribas et la banque CIB. De tous ces partenaires, aucun n'a les compétences nécessaires pour assurer la programmation musicale ni même de télévision. C'est sans doute ce qui a poussé les responsables du projet à rechercher, très récemment, une association avec la filiale française de la chaîne américaine Virgin. Virgin pour lancer la future chaîne. Deux sociétés qui ont des activités aussi bien dans le disque que dans l'audiovisuel (Virgin est un des partenaires de la chaîne musicale britannique Music Box).

CBS France a accepté de se charger de la programmation, la programmation de la future télévision, si Hit TV obtient la concession de la sixième chaîne. Virgin, à l'inverse, se montre beaucoup plus prudent et reste en contact avec tous les candidats. Cet intérêt de Virgin pour la future télévision américaine provoque un

certain émoi dans les milieux professionnels, d'autant qu'Hiti TV paraissait depuis quelques semaines le candidat le mieux placé pour gagner la compétition. Déjà, choqué par l'alliance entre M. Jérôme Seydoux et M. Silvio Berlusconi sur cinquième chaîne, les professionnels de l'audiovisuel craignent qu'Hiti TV ne devienne le « cheval de Troie » de l'industrie américaine, et qu'un simple accord de collaboration ne se transforme rapidement en partenariat. Dans les milieux musicaux, on n'est guère ravi que l'un des « leaders » mondiaux du marché du disque puisse être en position d'opérateur sur une future chaîne musicale.

Les responsables d'Hit TV affirment, pour leur part, qu'il ne s'agit que d'un accord conclu pour une période de six mois correspondant au démarrage de la chaîne. Ils précisent qu'Hit TV ne demande à CBS et à Virgin qu'une « aide logistique, les choix de programmation restant sous le contrôle d'UGC et de RSCG ».

J.F. L.

Bayard-Press

Panorama, mensuel chrétien succède à **Panorama-Aujourd'hui**, à l'occasion de la sortie en janvier de son deux centième numéro, marqué par d'autres innovations de formule, de présentation et une plus grande place faite à la couleur. Créé en 1968, **Panorama**, coédité par le groupe catholique Bayard-Presses et la SPER (Société des publications éditrices réunies), tire à 97 000 exemplaires.

Bimensuel de 33 000 exemplaires, la *Documentation catholique*, qui publie intégralement les grands textes de l'Eglise, innove également dans sa présentation avec l'introduction de la quadrichromie en couverture. A son initiative, le groupe Bayard-Presses lance une banque de données d'informations religieuses, IRIS (Informations religieuses internationales services), conservant en mémoire tous les textes de l'Eglise depuis le début du pontificat de Jean-Paul II en 1978. La commercialisation est en cours.

FRANCE-ANGLETERRE

LA DERNIÈRE MANCHE

Des années de négociations. Une idée vieille de 200 ans. Et enfin le choix d'un projet, lundi à Lille, par Margaret Thatcher et François Mitterrand, pour arrimer définitivement l'Angleterre au continent.

Le Monde explique pourquoi Albion accepte désormais de n'être plus une île. Et fait le bilan d'une autre réalisation franco-britannique : Concorde, dont c'est le dixième anniversaire.



Egalement au sommaire :
Le professeur Jean Hamburger
reçu à l'Académie française

Les grandes enquêtes
de la rédaction

Le Monde

AUJOURD'HUI

DE ROBERT MÜSIL

MISE EN SCENE ALAIN BEZU
DECOR ET COSTUMES DANIEL AUTHOUART

coproduction Théâtre des 2 Rives / Théâtre Populaire Jurassien

EXCEPTIONNELLEMENT MATINEE DIM. 16 H 47 42 67 27 - AGENCES - FNAC

mardi 21 après la représentation rencontre avec Pierre Pagel, Maître de Confé-
rence à Paris VII.

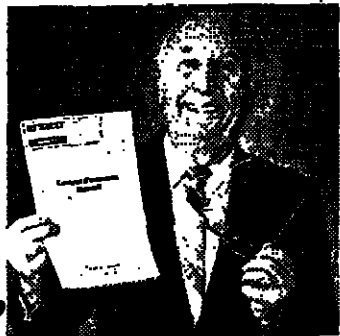
1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)

[illegible]

^a The number of subjects who were included in each group was 10.

LE CONTRAT D'ENTRETIEN RENAULT

"APPRÉCIABLE, FINIES LES DÉPENSES IMPRÉVUES"



197 F MOIS. "LE BON ÉQUILIBRE DE MON BUDGET FAMILIAL, C'EST CAPITAL. JE N'AIME PAS L'IMPRÉVU, ENCORE MOINS LE GASPILLAGE. DÉSORMAIS POUR 197 F PAR MOIS AVEC UN KILOMÈTRE DE 32 000 KM SUR 2 ANS, JE MAÎTRISE TOTALEMENT LES FRAIS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATIONS DE MA RENAULT 9 GTL ET JE SUIS ASSURÉ DE LA REVENDRE AU MEILLEUR PRIX"

"PRATIQUE, PLUS DE FACTURES À RÉGLER"



117 F MOIS. "MOI, JE SUIS TOUJOURS PRESSÉE ET J'AI BESOIN DE MA RENAULT SUPER 5 GTL TOUTS LES JOURS. AVEC MON CONTRAT D'ENTRETIEN PLUS DE SOUCIS. MON CONCESSIONNAIRE S'OCCUPE DE TOUT. JE N'AI PLUS DE FACTURES À RÉGLER ET PLUS D'ATTENTE À LA CAISSE. POUR UN KILOMÈTRE ANNUEL DE 10 000 KM, MA TRANQUILLITÉ NE ME COÛTE QUE 117 F PAR MOIS"

"EFFICACE, POUR EXERCER MA PROFESSION"



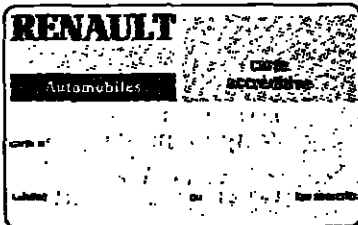
397 F MOIS. "J'AI DES CLIENTS DANS TOUTE LA FRANCE. MA RENAULT 25 GTS M'EST INDISPENSABLE POUR MES RENDEZ-VOUS. MON CONTRAT D'ENTRETIEN EST HONORÉ PAR TOUT LE RÉSEAU RENAULT. DANS L'ÉVENTUALITÉ D'UNE INTERVENTION DE PLUS DE 6 HEURES, JE PEUX BÉNÉFICIER D'UNE VOITURE DE REMPLACEMENT. POUR UN KILOMÈTRE DE 72 000 KM SUR 3 ANS, QUAND JE FAIS MES COMPTES, JE M'Y RETROUVE"

* TARIF AU 1/3/85. SOUSCRIPTION DANS LES 3 PREMIERS MOIS APRÈS LA MISE EN CIRCULATION.

LE CONTRAT D'ENTRETIEN RENAULT

"LA TRANQUILLITÉ À LA CARTE"

SI VOTRE RENAULT A MOINS DE 15 MOIS, ABONNEZ-VOUS AU CONTRAT D'ENTRETIEN RENAULT. MOYENNANT UN FORFAIT MENSUEL, RENAULT PREND EN CHARGE TOUT L'ENTRETIEN DE VOTRE VOITURE, VIDANGES COMPRIS, LE CHANGEMENT DES PIÈCES D'USURE (SAUF LES PNEUMATIQUES), LES RÉPARATIONS MÉCANIQUES HORS ACCIDENT ET LE REMORQUAGE EN CAS DE PANNE JUSQU'AU GARAGE RENAULT.



VOUS CHOISISSEZ LA DURÉE: DE 12 À 48 MOIS, ET LE KILOMÈTRE: DE 10 000 À 50 000 KM PAR AN, DANS LA LIMITE DE 48 MOIS ET DE 75 000 KM EN FIN DE CONTRAT.

SI VOUS DÉSIREZ RECEVOIR DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE CONTRAT D'ENTRETIEN RENAULT, ADRESSEZ-VOUS À VOTRE CONCESSIONNAIRE OU RETOURNEZ CE COUPON RÉPONSE À:

RENAULT 330/331 BUREAUX DE LA COLLINE DE SAINT-CLOUD 92213 SAINT-CLOUD.

SANS ENGAGEMENT DE MA PART, JE DÉSIRE RECEVOIR UN COMPLÉMENT D'INFORMATION.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

VÉHICULE ACTUEL _____



COMMUNICATION

A VOIR

La mort, dernier tabou

Etes-vous seul, isolé, à tendances suicidaires? Gravement malade et tenté de mettre fin à vos souffrances en vous tuant? Et si vous décidez de passer à l'acte, souhaitez-vous être incinéré? Veuillez excuser le caractère brutal de questions taboues que notre société - moins prompt à faire la fine bouche dans d'autres domaines - n'aime pas voir poser en de termes aussi crus. Elle préfère recourir aux euphémismes: «se supprimer», «disparaître», «maladie terminale», «euthanasie», «crémation».

Un des mérites de l'émission «Liberté 3», qui fête ses dix ans d'existence, est de donner la parole, librement, aux Français. Née en 1975, sous le titre de «Tribune libre», cette émission, hebdomadaire depuis 1983, offre soixante-quinze minutes chaque samedi aux différentes associations, à raison de deux cents séquences de quinze minutes par an. Le choix des mouvements, réglementé par la Haute Autorité, se fait selon des critères de représentativité et des préoccupations du public.

La prochaine émission regroupe cinq associations qui ont

la particularité de traiter des angoisses et des détresses, souvent cachées, de la vie moderne. Deux d'entre elles viennent en aide à l'isolement et à la solitude (l'Orée et SOS-Amitié), une autre, composée d'hommes et de femmes qui ont un jour tenté de se suicider, lutte contre cette tentation dont personne n'est à l'abri (Phénix), la quatrième milite en faveur de l'euthanasie sur demande (Association pour le droit de mourir dans la dignité) et la dernière promeut l'incinération (Fédération française de crémation).

La séquence sur l'euthanasie - littéralement «la mort douce» - montre bien l'hypocrisie de nos pays, surtout latins, qui refusent de regarder en face le problème de la souffrance et de la mort. Alors que la nouvelle jurisprudence aux Pays-Bas - où la population est favorable pour 87 % à l'euthanasie active ou passive - rend possibles de six mille à dix mille euthanasies sur demande par an, la législation restrictive en France enlève même au mourant la possibilité de faire respecter ses dernières volontés. Ceux qui recourent à l'euthanasie

- parents, amis, médecins, - et ils existent (1), sont passibles de non-assistance à personne en danger, voire d'homicide volontaire.

Les témoignages sont éloquentes. Cette femme de quarante-quatre ans, encore en parfaite santé, qui dit: «Je veux mourir bien, c'est-à-dire sereinement, avec le sourire! » Ce gynécologue, qui définit la vie comme «un maelström à gérer, dont la mort forme les contours. Car la vie est ce que les vivants en font ». Ou encore la présidente de l'association, qui met en garde contre «un vide juridique qui permettrait à d'autres de nous «euthanasier» sans notre accord, tout aussi odieux que l'impitoyable loi actuelle qui permet à d'autres de nous prolonger sans notre accord, avec tout ce que cela peut comporter de souffrances et de dégradation».

ALAIN WOODROW.

(1) Lire les témoignages recueillis dans *Cris pour une mort civilisée*, par Simone Cruchon et Odette Thibault, Ed. Alain Moreau, 49 F.

* Liberté 3, samedi 18 janvier, 16 h 15, FR 3.

Vendredi 17 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

20 h 35 Le jeu de la vérité: Régine. Émission de Patrick Sabatier. Autour de Régine: Gilbert Montagné, Catherine Lara, Super-Tramp, Herbert Léonard, Simphy Red.
21 h 10 Destinatin Zénith. En direct du Zénith avec le concours du ministère de la culture, réal. J.-L. Cap. Avec Michel Berger, Kim Wilde, Renaud, Jean-Jacques Goldman, Catherine Lara, Indochine, Téléphone, Kid Creole, Mike Oldfield, UB 40, P. Young.
23 h 30 Journal.
23 h 45 Tennis. Tournoi des masters en direct de New-York (quarts de finale).

DEUXIÈME CHAÎNE: A2

20 h 35 Série: Fort Saganne. De L. Gardel adapt. H. de Turenne, L. Gardel, A. Cornet, réal. A. Cornet. Avec G. Depardieu, P. Noret, C. Deneuve, S. Marceau... Au début de ce siècle, au Sahara, les aventures mouvementées de Charles Saganne, soldat exemplaire, homme du désert et symbole du héros prisonnier de son destin. Une version télévisée un peu différente du film d'aventures à grand spectacle diffusé dans les salles de cinéma. Deuxième épisode: Saganne est éloigné de la garnison.
21 h 30 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème «Femmes enfermées», sont invitées: Isabelle Briard (Saintes ou pouliches), Anise Posten-Vinay pour le livre de Margarete Buber-Neumann (Milena), Clara Morange (Dix-sept ans, porte 57), Yannick Ripa (la Ronde des folles), Marie Rousseau (A l'ombre de Claire). Il y a d'autres moyens que le schador islamique pour enfermer la femme. Des camps de la mort aux convents pour jeunes filles de bonne famille, il y a prison et prison. Pivot reconnaîtra les siennes...
22 h 45 Journal.
22 h 55 Ciné-club (cycle western): Duel au soleil. Film américain de King Vidor (1946), avec J. Jones, G. Peck, J. Cotten, L. Barry-More, L. Gish (v.o. sous-titrée). Une mélisse, élevée dans une grande ville texane, se trouve partagée entre deux frères, l'un honnête homme, l'autre devenu un bandit. Ce western baroque doit aussi à son producteur, David O. Selznick, qui au réalisateur, King Vidor, remplace, d'ailleurs, avant la fin du tournage. Le spectacle est superbe. Jennifer Jones fascine par sa passion, son caractère indomptable, son érotisme.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

20 h 35 Série: Marlowe, détective privé. D'après le roman de Raymond Chandler. Le lieutenant Magee confie à Philip Marlowe une mis-

sion sans nul doute délicate et dangereuse. Vaccaro, ancien comptable de la Mafia, est sur la liste noire. Marlowe établit son plan de bataille.

21 h 30 Quelques mots pour le dire de la Sécurité routière.
21 h 35 Vendredi: l'Afrique du Sud. Magazine d'information d'A. Campana et L. Barrère. L'Afrique du Sud: quatre portraits. Soweto, le plus grand ghetto noir en Afrique du Sud: Un bantoustan moderne: le Bophuthatswana, un véritable Etat indépendant ou un vaste camp de réfugiés? Les Blancs: un portrait de la société africaine; Bata chez les Zoulous: portrait de la multinationale canadienne dont les usines ne connaissent ni code du travail, ni salaire minimum.
22 h 35 Journal.
22 h 55 Mach 3. Magazine de l'air et de l'espace, de F. et M. Armanet. Invité: Gérard Perrin, directeur du fret à Air Inter, président de la Fédération nationale d'aéronautique, et les rubriques habituelles.
23 h 50 Prélude à la nuit. Le Caprice en forme de valse, de Saint-Saëns, par Kyoto Shikata, violon, et Dominique My au piano.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h. Feuilleton: l'Age en fleur: 17 h 15, Ile de Transe: 17 h 30, Un naturaliste en campagne: 17 h 55, Tout sur la région: 18 h, Action 3: 18 h 55, La Panthère rose: 19 h 5, Atout Pic: 19 h 15, Informations: 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Superstars: 21 h, Luke, la main froide, film de S. Rosenberg; 23 h 10, Rolling Thunder (légitime violence), film de J. Flynn; 0 h 40, Emmanuel IV, film de F. Leroi; 2 h 25, Palace, film d'E. Molinaro; 3 h 55, Boxe: 4 h 55, The Terror, film de R. Corman.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le grand débat: télé-caviar ou télé-salami, avec Michèle Cotta, Jean-Denis Bredin, Christophe Riboud, Bertrand Tavernier.
21 h 30 Black and blue: jazz en compact.
22 h 30 Nuits magiques: la nuit et le moment.
0 h 10 Du jour au lendemain: le Pérou.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au Théâtre des Champs-Élysées le 21 février 1985): Symphonie n° 3 en ré mineur, de Mahler, par l'Orchestre national de France, les chœurs et la maîtrise de Radio-France; dir. V. Neumann; chef des chœurs, J. Jouineau; chef de la maîtrise, M. Lasserre; sol., B. Finnilae, contralto.
22 h 20 Les soirées de France-Musique: - les Pêcheurs de perles; à 23 h 5, œuvres de Schubert et de Ravel; à 0 h, Musique traditionnelle, Radio-France et l'Année de l'Inde.

Les programmes du samedi 18 et du dimanche 19 janvier se trouvent dans «le Monde Loisirs»

«L'Union» de Reims: le parquet fait appel

Reims. - Le parquet a fait appel du jugement, rendu le 3 janvier par le tribunal de commerce de Reims, accordant à la société France-Antilles, dirigée par M. Philippe Hersant, la location-gérance du quotidien régional l'Union pour une période de six mois.

Le 9 janvier, la commission Caillavet avait conclu que, sous cette forme également, la reprise du journal portait atteinte au pluralisme et elle avait transmis un avis au minis-

tère public. Ce dernier se fonde sur le fait que le tribunal de commerce a rejeté sa demande de sursis à statuer, précisément formulée dans l'attente d'une décision de la commission Caillavet.

D'autre part, M. Bruno Berez, PDG du groupe AGEFI-la Vie Française-la Tribune de l'Economie, a déposé une requête en tierce opposition. Elle sera examinée le 18 février par le tribunal de com-

merce. La cour d'appel de Reims statuera le 21 janvier sur les appels interjetés contre le jugement du 29 octobre 1985, retenant la candidature de M. Philippe Hersant pour la reprise du quotidien, formulée par M. Berez, M. Thirion, un industriel d'Epinal, ainsi que par deux associations propriétaires de l'Union (le Parti socialiste de la Marne et le mouvement Libération-Nord).

D. L.

AUJOURD'HUI

SANS DECODEUR

19 h 00 Michel Galabru: "ZENITH" avec M. Denisot

POUR LES ABONNÉS

21 h 00 Suspense: "LUC LA MAIN FROIDE" avec P. Newman

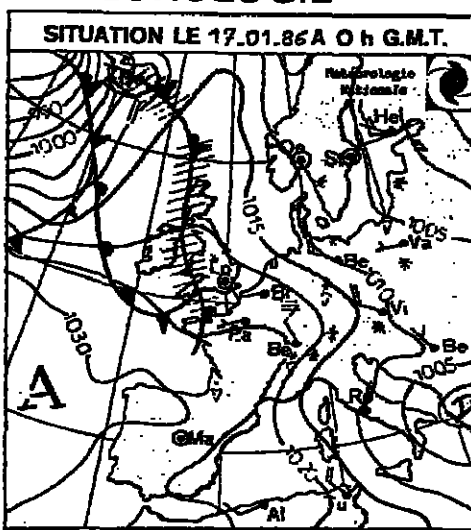
CANAL+

Tout est spectacle

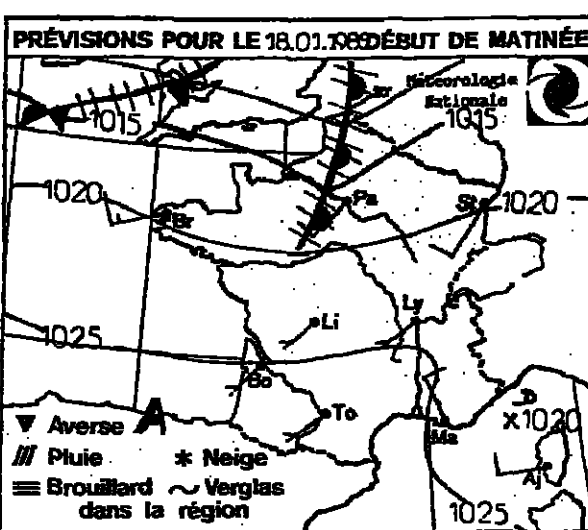
سكينة السعيد

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 17.01.86 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 18.01.86 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 17 janvier à 0 heure et le samedi 18 janvier à minuit.

Le courant perturbé circule suivant un flux zonal apportant des masses d'air doux et humide.

Samedi. — Dans le Sud-Est le ciel sera peu nuageux avec prédominance de soleil. Dans le Sud-Ouest, la matinée sera assez nuageuse, puis éclaircies et nuages alternent. Ailleurs, le temps sera très nuageux à couvert. En liaison avec un front chaud puis un secteur chaud, on observera le matin des pluies et brumes modérées de la Bretagne à la Normandie et au Nord, l'après-midi et en soirée de la Normandie et de la Picardie au Bassin parisien au Nord-Est et au nord des Alpes avec de la neige à partir de 1500 mètres d'altitude, puis progressivement au-dessus de 1500 mètres.

Dans l'après-midi, le vent de sud-ouest deviendra modéré à assez fort près de la Manche.

Les températures minimales seront de 0 à -1 degré du Nord-Est au Centre-Est, de l'ordre de 2 degrés dans le Sud-Ouest, 4 à 5 degrés du Nord au Bassin

parisien, 10 degrés en Bretagne, 2 à 3 degrés en Corse, 0 à 1 sur le pourtour méditerranéen.

Les températures maximales seront de 12 à 13 degrés près de l'Atlantique, 11 à 12 degrés près de la Méditerranée, 6 à 7 degrés du Nord-Est aux Alpes, 9 degrés ailleurs.

Evolution pour le dimanche 19 janvier : Le temps couvert et pluvieux traversera toute la France, atteignant le soir la Méditerranée. Il sera suivi d'un ciel variable. Les averse de pluie se produiront essentiellement de la Manche au Nord-Est et aux Alpes. Les éclaircies seront plus durables dans le Sud-Ouest en fin de journée.

Près de la Manche et dans le Nord, le vent sera assez fort de sud-ouest, le matin. Il y deviendra modéré d'ouest en cours de journée.

Les températures minimales seront nettement positives partout en plaine. Les maximales seront en baisse d'environ 3 degrés.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 16 janvier, le second le minimum de la nuit du 16 janvier au 17 janvier) : Ajaccio, 13 et 1 degré; Biarritz, 11 et 6; Bordeaux, 10 et 2; Brétat, 8 et 6; Brest, 8 et 5; Cannes, 15 et 1; Cherbourg, 5 et 3; Clermont-Ferrand, 5 et -3; Dijon, 4 et -2; Dinard, 8 et 5; Embrun, 4 et -6; Grenoble-St-M-H., 2 et -1; Grenoble-Saint-Geoirs, 2 et -2; La Rochelle, 9 et 5; Lille, 5 et -2; Limoges, 5 et 0; Lorient, 9 et 2; Lyon, 5 et -1; Marseille-Marguane, 9 et 8; Nancy, 4 et 0; Nantes, 8 et 3; Nice, 16 et 3; Paris-Montsouris, 5 et 1; Paris-Orly, 5 et -1; Pau, 9 et 3; Perpignan, 10 et 6; Rennes, 7 et 4; Rouen, 5 et -1; Saint-Etienne, 3 et -1; Strasbourg, 6 et 0; Toulouse, 8 et 2; Tours, 6 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 6 degrés; Genève, 4 et -3; Lisbonne, 15 et 11; Londres, 5 et -2; Madrid, 13 et -2; Rome, 12 et 0; Stockholm, 11 et -1.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 9 janvier. Elles nous sont communiquées par l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (A.M.S.H.), boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au 47-66-64-28.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas puis en haut des pistes.

SAVOIE, HAUTE-SAVOIE
Les Arcs : 110-220; Notre-Dame-de-Bellevue : 100-140; Bonneval-sur-Arce : 80-120; Courmayeur : 75-150; Chamonix : 90-200; La Chapelle-d'Abondance : 75-140; Châtel : 100-170; La Clusaz : 90-200; Combloux : 80-180; Les Contamines-Morjoly : 80-220; Le Corbier : 60-100; Courchevel : 140-180; Crest-Voland : 85-165; Flaine : 110-140; Flumet : 90-140; Les Gâtes : 90-180; Le Grand-Bornand : 100-140; Les Houches : 70-160; Megève : 85-190; Les Mézennes : 80-140; Méribel : 80-110; Morzine-Avoriaz : 65-160; La Plagne : 170-170; Pralognan-La Vanoise : 105-160; Pralognan-Arly : 90-140; La Rosière : 140-250; St-François-Longchamp : 80-130; St-Gervais-les-Bains : 30-190; Samoëns : 60-220; Thonon-les-Bains : 55-85; Tignes : 130-220; La Toussuire : 100-150; Val-Cenis : 60-120; Val-d'Isère : 100-120; Valfréjus : 60-100; Valloire-Gallier : 80-120; Valmorel : 150-220; Val-Thorens : 200-300.

ISÈRE
Alpe d'Huez : 90-180; Alpe du Grand-Serre : 50-70; Auris-en-Oisans : 75-110; Autrans : 50-100; Chamrousse : 100-120; Lans-en-Vercors : 90-100; Le Collet-d'Allevard : 50-100; Les Deux-Alpes : 100-190; Les Sept-Laux : 60-100; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 30-120; Villard-de-Lans - Corrençon : 70-90.

ALPES DU SUD
Allos-le-Saignes : 85-105; Auron : 80-130; La Colomane-Valdeblore : 50-70; La Four-d'Allos : 100-110; Isola 2000 : 95-110; Orcières-Merlette : 90-180; Les Orres : 70-120; Pra-Loup : 80-100; Risoul : 85-120; Le Saucy : 30-100.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 19 JANVIER

« Les salons du ministère des Finances et du budget », 10 h 30, 93, rue de Rivoli (Hauts lieux et découvertes), tél. : 43-48-67-93.

« Le musée Nissim de Camondo et ses meubles du XVIII^e » dans un hôtel du pare Monceau, 15 heures, 63, rue de Monceau.

« Les salons du ministère des Finances », 15 heures, 93, rue de Rivoli (Arts et curiosités de Paris).

« Le musée national de la céramique à Sèvres », 10 h 30, entrée (Académie).

« Excursion en autocar : Ecrouen, Chantilly et leurs châteaux », inscriptions, tél. : 45-55-87-93 de 9 heures à 10 heures (D. Bouchard).

« L'Académie française et l'Institut », 15 heures, 23, quai Conti (M. Puyber).

Journée à thème : une journée à Montmartre, demander formulaire à M. Hager, 62, rue J.J. Rousseau, tél. : 42-33-01-53.

« Le Sénat, palais du Luxembourg », 15 heures, téléphoner la veille au 42-60-71-62 après 18 h 30 au 45-46-26-17 (M. Ferrière).

« Peinture et calligraphie classiques et chinoises », 14 h 30, musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez.

« Moufflard et ses secrets », 11 heures, Métro Monge (M. Rague-neau).

« Le Conseil d'Etat », 15 heures, place du Palais-Royal : grille (réservé membres AITC).

« L'Hôtel Lamoignon », 15 h 30, 24, rue Pavée « Saint-Eustache et le vieux quartier des Halles », 15 heures, sortie métro Louvre.

« Deux rus de la rivière Bièvre derrière les Gobelins », 14 h 30, métro Gobelins (sortie Arago).

« La civilisation pharaonique à travers les richesses du Louvre », 10 h 30, porte Saint-Germain l'Auxerrois (Ch. Merle).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures, 11 h 30, 14 heures et 15 h 30 entrée principale (V. de Langlade).

« Les secrets de Cagliostro, mage ou escroc ? », inscriptions tél. : 45-26-26-77.

« La peinture vénitienne au Louvre », 10 h 30, porte Jaurès.

« L'hôtel de Soubise, la vie sous Louis XIV », 15 heures, 60 rue des Francs-Bourgeois.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Nouveau Drouot, samedi 18 janvier : 14 heures, poupées Barbie, fourrures, bijoux, tapis, atelier.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 18 janvier
Pontoise, 14 h 15 timbres, cartes postales : Verrerie-le-Buisson, 14 place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

ALPES DU SUD

Allos-le-Saignes, 85-105; Auron : 80-130; La Colomane-Valdeblore : 50-70; La Four-d'Allos : 100-110; Isola 2000 : 95-110; Orcières-Merlette : 90-180; Les Orres : 70-120; Pra-Loup : 80-100; Risoul : 85-120; Le Saucy : 30-100.

PLUS LOIN

Dimanche 18 janvier
Honfleur, 14 heures : mobilier ancien et arts déco, objets d'art, cartes géographiques.

FOIRES ET SALONS

Bordeaux-Lainé; Paris (Bazar de l'Hôtel-de-Ville); Paris (Porte Champerret), Paris (quai d'Austerlitz « Numicarta », samedi seulement); Strasbourg.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 17 janvier :

UN DÉCRET

№ 86-74 du 15 janvier 1986 pris pour l'application de la loi n° 85-699 du 11 juillet 1985 tendant à la constitution d'archives audiovisuelles de la justice.

DES ARRÊTÉS

Du 31 décembre 1985 pris pour l'application de l'article 95 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

DES DÉCISIONS

Du 10 janvier 1986 relatif à l'enrichissement du vocabulaire de télédiffusion audiovisuelle.

DES DÉCISIONS

Du 12 novembre 1985 autorisant des associations à assurer un service local de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence.

CONFÉRENCES

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30, « L'astrologie en images et Nostalgies », 16 h 30 : « Les arts divinatoires et la sorcellerie ».

18 h 30 « La Crête et les Cyclades 1985 » (M. Brumfield) : hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Les abbayes cisterciennes ou l'architecture selon saint Bernard » (M. Lepany).

FOIRES ET SALONS

CALENDRIER 1986. — Pour la première fois, la chambre de commerce et d'industrie de Paris vient de publier un calendrier des Foires et Salons à Paris pour le premier semestre 1986. Les manifestations sont classées par secteurs d'activités et complétées par une liste chronologique et un index alphabétique. La diffusion est assurée par l'ensemble des bureaux d'accueil de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

★ Chambre de commerce et d'industrie de Paris, 27, avenue de Friedland, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : 45-61-99-00.

Les mots croisés

se trouvent dans « Le Monde Loisirs » page 14

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Jean et Riccarda TOUROU

sont heureux de faire part de la naissance de

Daniel,

le 23 décembre 1985, à Vienne (Autriche).

A 1010 Vienne, Hegelgasse 17/11 (Autriche).

Décès

— M^{me} Albina du Boironvray

et M^{me} Georges Casati,

M. David Bagnoud,

M. et M^{me} Hans Schütz,

Les familles parentes, alliées et amies,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. François-Xavier BAGNOUD,

pilote d'hélicoptère,

ingénieur en aéronautique,

leur très cher fils, beau-fils, frère, neveu,

frère, parent et ami,

arraché tragiquement à leur tendre affection le 14 janvier 1986, au Mali (Afrique), à l'âge de vingt-quatre ans.

Une messe sera célébrée en l'église Sainte-Rita, à Gennevilliers-Beaune, Genève, le samedi 18 janvier, à 14 h 30.

Une messe de sépulture sera célébrée en l'église du Châble (Valais), le lundi 20 janvier, à 11 heures.

L'inhumation suivra au cimetière du Châble.

Domicile mortuaire : « Bois Malaguy », 51-55, route de Malagny, 1264 Gennevilliers.

Cet avis tient lieu de lettre de faire-part.

« On ne voit bien qu'avec le cœur. L'essentiel est invisible pour les yeux. » (Le Petit Prince, Saint-Exupéry.) (Le Monde du 15 janvier.)

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur avis une bande de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} René BENSADOUN,

dite Chloé,

survenu en son domicile, le 3 janvier 1986.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue André-Bréchet, 75017 Paris.

— Jean et Marie-Stéphanie Chanry,

Léon Dalle († 13 janvier 1946),

Philippe et Mia Dalle,

Lac et Olga Dalle,

Pierre et Gaby Frappe,

Benoît et Geneviève Dalle,

Claude et Edwige Wambergue,

Jean et Clotilde Brasme,

Bruno et Joséphine Dalle,

Jacques et Germaine Campion,

Hugues et Brigitte Dalle,

Réginald et Thérèse Dalle,

Mario-Angé Dalle († 6 décembre 1945),

ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Les familles Dalle-Barrois et Tremsaux-Flipo,

ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs,

Les familles Dalle-Lorhois, Barrois-Lepetit, Tremsaux-Destombes, Flipo-Van Elande,

ses cousins et cousines,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Léon DALLE,

époux de Marie-Stéphanie Tremsaux († le 15 février 1965),

chevalier de l'ordre national du Mérite,

médaille d'honneur départementale et communale,

maire de Bousbecque (1952-1977),

ingénieur industriel,

décédé le 16 janvier 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Ses obsèques auront lieu à Bousbecque (Nord), sa paroisse, le lundi 20 janvier, à 11 heures.

13, rue de Linselles, 59166 Bousbecque.

— Sébastien, Valérie, Hervé Grall, Françoise Giroud,

ont la tristesse d'annoncer la mort de

Alex CRALL,

éditeur,

le 14 janvier 1986.

Les obsèques auront lieu à Nîmes, dans l'intimité familiale.

— M^{me} Jean Gotteland, sa mère,

M. et M^{me} Guy Perrier,

M. et M^{me} Jean-Paul Gotteland,

M. et M^{me} Antoine Gotteland,

M. et M^{me} René Gachet,

ses frères et sœurs,

Leurs enfants et petits-enfants,

Ses parents et amis,

font part du décès de

Marie-Claire GOTTELAND,

survenue le 13 janvier 1986, à l'Eremo Franciscano-Campello sul Clitunno, Umbrie (Italie).

Le Fort 73290, Lamotte-Servoleux.

— Denise Julien Bloch,

François et Marie-Hélène Julien,

Thierry et Michèle Mathieu, Delphine et Sarah,

Gérard et Denise Bloch et leurs enfants,

Jacqueline et Jacques Segura et leurs enfants,

Leur famille et leurs amis,

ont l'immense peine d'annoncer que

Claude JULIEN

a été brutalement arraché à leur affection, le 10 janvier 1986.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

15, rue Damrémont, 75018 Paris.

— L'Association parisienne des anciens combattants évadés de France et des internés en Espagne, guerre 1939-1945, 5, rue Guillaumin, à Paris,

a la douleur de faire part du décès de leur camarade et ami,

Claude JULIEN,

croix de guerre, médaille des évadés, interné résistant,

combattant volontaire de la Résistance.

— Ses amis et anciens élèves

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Olga MORAN,

professeur de musique,

survenue à Tunis, le 4 janvier 1986.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Jeanne-d'Arc.

L'inhumation aura lieu dans le cimetière de famille.

— M. et M^{me} Frédéric Pauvert,

M^{me} Monique Pauvert,

Stéphane et Olivier Pauvert,

Les familles parentes, alliées et amies,

font part du décès de

André PAUVERT,

ancien élève de l'Ecole Polytechnique, capitaine au long cours,

pilote de la Gironde honoraire, chevalier de la Légion d'honneur,

survenue dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu aux Petites-Saint-André-et-Appelles, 33220 Saint-Foy-la-Grande, le 8 janvier 1986.

— M. Jean-Michel Ponsich,

Claude, Corinne et Jean-Michel, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Sylvie PONSICH,

née Mittelhauser,

survenue à Dijon, le 13 janvier 1986.

Les obsèques auront lieu au temple de Sens, rue Pasteur, vendredi 17 janvier, à 14 h 15.

— Le secrétaire perpétuel,

Le bureau,

Et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres,

ont le regret de faire part du décès de leur confrère,

M. Henri-Charles PUECH,

membre de l'Institut,

professeur honoraire au Collège de France,

officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite

et des Palmes académiques,

survenue à Paris, le 11 janvier 1986.

(Le Monde du 17 janvier.)

— M^{me} Jean-Baptiste Ramarony,

M. et M^{me} Philippe Vin

et leurs enfants,

M^{me} Maylis Ramarony,

Les docteurs Yves et Dominique Bounon et leurs enfants,

Le bâtonnier Jules Ramarony,

M. et M^{me} Michel Ramarony,

Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

| | La ligne | La ligne TTC |
|----------------------|----------|--------------|
| OFFRES D'EMPLOIS | 114,00 | 135,20 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 34,00 | 40,32 |
| IMMOBILIER | 76,00 | 90,13 |
| AUTOMOBILES | 76,00 | 90,13 |
| AGENDA | 76,00 | 90,13 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 224,00 | 265,66 |

ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne TTC |
|--------------------|----------|--------------|
| ANNONCES ENCADREES | 65,00 | 77,09 |
| OFFRES D'EMPLOIS | 19,00 | 22,53 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 50,00 | 59,30 |
| IMMOBILIER | 50,00 | 59,30 |
| AUTOMOBILES | 50,00 | 59,30 |
| AGENDA | 50,00 | 59,30 |

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

SONY

- RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE
- JEUNE JURISTE D'ENTREPRISE

Réf. VM30/16008

Réf. VM5/MI

CGI

- CHEF COMPTABLE
- RESPONSABLE LIGNE DE PRODUITS
- 2 INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Réf. VM24/155982

Réf. VM32/1638A

Réf. VM16/967L

Compagnie Générale pour l'immobilier d'entreprise

- 2 INGÉNIEURS RESPONSABLES DE PROGRAMMES

Réf. VM10/1542A

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR

8, rue de Berri - 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORE LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

secrétaires

Association nationale culturelle recherche

SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

pour son secteur spectacle
Écrire sous le n° 314.707 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7.

capitaux propositions commerciales

Créer votre entreprise
Élargissez vos activités
en développant un réseau
de franchise. Apport 30.000 F
de frais. Le 18 janvier Nouvelle
Le Défense, 9 h 30 à 12 h.
42-78-16-88 ou 01-55-00-00
Samedi : 14 h à 17 h
ou 46-44-88-07.

propositions diverses

L'Esco offre des emplois sta-
bles, bien rémunérés, à tous
les Français avec ou sans
diplôme. Demandez une docu-
mentation (gratuite) sur la
revue spécialisée.

travail à domicile

Artisans effectuent tous les
travaux de tache et de déca-
pillage. Tél. 34-61-14-22.

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt

ST-MERIT, 1^{er} et 2^e ét.
100 m², belvédère de l'Unité,
belle vue, calme, 1.800.000 F
de frais. Le 18 janvier Nouvelle
Le Défense, 9 h 30 à 12 h.
42-78-16-88 ou 01-55-00-00
Samedi : 14 h à 17 h
ou 46-44-88-07.

11^e arrdt

Studio 1^{er} ét. Immeuble 74
stand. JARD. 100 m² + ga-
rage. UNIQUE. 400.000 F.
45-85-41-20.

12^e arrdt

PARIS 12^e - Porte Champanne
STUDIO TOUT CONFORT
de 15 à 20 m²
105.000 F à 135.000 F
Tél. : 43-46-82-82

14^e arrdt

RUE DAGUERRÉ
Part. vend 3 pces (42 m²) 4^e ét.
+ part. 650.000 F. 43-22-89-89.

M^e MONTMARNES

Imm. récent, 11 ét. parking
luxe, vue panoramique, 1^{er} ét. 3 p.
privé, 7^e et 8^e étages, gd il-
luminé, 2 chbres, entrées, cuis.
équipée, bns, dressing, soléil.
29, bd EDGAR-QUINET, bat. A-1
Samedi, dimanche, 14 h à 17 h.

15^e arrdt

VAUGRANDE-15^e, 4 p., 11 ét.
7^e et 8^e étages, bns, 87 m².
1.200.000 F. Immeuble récent.
45-88-41-83.

VILLAGE SUISSE

BOULEVARD MONTMARNES
BON IMM. 11 ét. cons. individuel
gd iv. chbrs, 3 chbres, entrées
cuis., bns, w.c., 115 m².
11, rue PONDICHERY, samedi
dim., lundi, 14 h à 17 h.

16^e arrdt

Georges MARTEL (pr), calme
verdure, soléil, récent, iv. +
chambre, 1.300.000 F.
Téléphone : 47-04-44-88.

M^e EXELMANS

Bon imm., calme, clair, 3 p.
entrées, cuis., s. d'au, w.c.
30, boulevard EXELMANS
samedi, dimanche, 14 h à 17 h.

18^e arrdt

LAMARCK DAMREMONT
bel imm. p. de taille, sec.
3 pces, 40 à 85 m²
REVENUS POSSIBLES
LIBRES ET OCCUPÉS
Sur pl. sem. 10 h 30/12 h 30
115, RUE LAMARCK

19^e arrdt

BUTTES-CHAUMONT
14, AVENUE LAUMIERE
2 p., conf., 60 m² sur avenue
sp. Standing. 550.000 F.
Téléphone : 42-96-59-71.

91 - Essonne

GRIGNY-2

Particulier vend 2^e bis,
3^e étage. Entrée, cuisine amé-
ricaine, chambre, séjour double,
salle de bains, véranda, pla-
card. Cave + park. en a/sol.
Vue sur forêt. Gas. 2.200 m²
d'arbres. L'YRON. 250.000 F.
Téléphone : 68-08-78-88.

92 - Hauts-de-Seine

PARTICULIER - Aménage, ré- sidentiel, 5 m² pers. 4 p. 93 m², cuisine aménagée, chambre 4^e étage, sans vis-à-vis.

Téléphone : 47-83-16-46.

95 - Val-d'Oise

CERGY, CRÉE DU BOIS, vds F 4 dans résidence calme, près toutes commodités, 2 chbres, cuisine aménagée, 2 chbres, cuisine, entrée, salle de bain, w.c., s. de bns, nombreux pla- cards, cave, parking sous-sol, 400.000 F. 1^{er} étage, cessable 50.000 F.

Tél. 16 (1) 30-52-00-83,
après 18 heures.

appartements achats

AGENCE LITRE

Rech. pour clientèle française
de logements, appartements, im-
meubles, dans quartiers résidentiels,
parlement comptant chez nous
Tél. 45-44-44-46.

ORPI

1^{re} force de vente à PARIS
recherche tous appartements
REASSURANCE RAPIDE
ORPI - 45-54-97-10.

PROPRIÉTAIRES

VOUS DESIREZ VENDRE

logement avec ou sans ch.
Adressez-vous à un spécialiste
MARCO MARCADET, 42-82-01-82.

immeubles

JEAN FEILLADE

54, av. de la Motte-Picquet,
Paris-15^e. Tél. 45-56-00-76.
Prix courant 18^e p. serv.
IMMEUBLES même occupés.

locations non meublées

Paris

Pour Personnel et Dirigeants
Gde sociétés françaises produits
chimiques, pharm. divers appts
2 à 8 p. et villes Paris
et environs. Px intéressant.
Téléphone : 45-03-30-33.

Région parisienne

Pour Sds européennes cherche
villes, pavillonnaires, 2 à 4 p.
(1) 48-93-88-88, 42-83-87-02.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitutions de Sociétés et
tous services. 43-55-17-80.

viagers

VIAGER LIBRE : canton Yonne
nord, 110 km Paris par auto-
route, pavillon sur sous-sol, 11
ét. 6 p., principales sur
2.550 m². 2 étages
59 et 58 ans. Bouquet
300.000 F. Rente
2.655/mois. 85-83-23-25,
après 20 heures.

ÉTUDE LOBEL

Viagers. 35, bd Voltaire
75011 Paris. 43-55-81-88.

F. CRUZ - 42-66-19-00

8, RUE LA BOÉTIE-8^e
Consell 48 ans d'expérience.
Px réduits. Indépendance.
Étude gratuite gratuite.

immobilier information

Informations sur différents
logis à louer, au studio au
6 p., de 2.000 F à 10.000 F.
Également échanges possibles
Nous ne sommes ni agents, ni
marchand de biens, mais une
association sans but lucratif
Ecr. APPEL 75. 7. r. St-Anne
75001 Paris. Réponse assurée
à tout courrier sérieux.

PROPRIÉTAIRES

VOUS DESIREZ VENDRE

un logement avec ou sans ch.
Adressez-vous à un spécialiste
MARCO MARCADET, 42-82-01-82.

propriétés

A 1 h de PARIS, prox. A 8

9 p., bns, w.c., chauffage
dépendances. Vue magnifique
750.000 F. Crds possible
Tél. (16) 86-74-08-12 ou 80.
20 h : (16) 38-31-48-74.

PALAISEAU

Très belle maison contem-
poraine, 185 m² habit., sur
882 m², 7 pces principales, par-
tis, coussin. Prescriptions 1^{re}
qualité, 2,8 millions.
M^e PALLOU. 90-16-17-44.

l'agenda du Monde

Particuliers

(demandes)

Particulier achète meubles
antiques même en mauvais état
Tél. le soir ou répondre
45-77-81-00.

Access. autos

AUTO RADIO

pose rapide par spécialiste
à prix très compétitif
on peut apporter son poste
AUTOTEC
93, av. d'Italie, 75013 Paris
Téléphone : 43-31-73-86.

Animaux

PARTICULIER vend caniche châtré, 10 ans.

Téléphone : 60-78-17-71.

Aquariophilie

AUX POISSONS EXOTIQUES

Tél. 16 (1) 88-42-16-83
4, rue Camille-Guillou,
91270 Vignos.
Spécialiste en plantes
aquariophiles.

Stages

BAC CETTE ANNÉE ?
PASSPORT TO ENGLISH propose
une préparation spéciale en
anglais à OXFORD, 9-16 février
cours après. 43-79-97-92.

Stages de ski de fond en Ver- cors, 7 j., 1.790 F. Pers. compl. 89-18-102. Inscriptions à CIMES-G.T.A. 7, rue Voltaire, 38000 GRENOBLE. Téléphone : 78-51-75-00.

Tapis

LAURENT

101, avenue La Bourdonnais
75007 Paris. 45-50-40-21.

Teinturiers

HOMMES D'AFFAIRES I

Votre situation exige une
tenue décente et impeccable !
Faites retoucher vos vêtements
de valeur : vestes, manteaux,
pour un spécialiste qualifié.
Le PRIX HORS SAISON à
GERMAINE LESECHÉ, 11 bis,
rue de Solferino, 75008 PARIS
Téléphone : 42-55-12-23.

Troisième âge

HOTELLERIE « Les Cédres »
Accueil, confort, service, spé-
cialiste de la famille et de
3^e âge. M^e Louis-Aragon.
45-38-34-14 et 47-26-88-83.

Vacances

Tourisme

Loisirs

DRISCOLL HOUSE HOTEL

200 chambres à un lit. Demi-
pension, 5,65 par personne
adultes entre 21-50 ans
S'adresser à 172, New Kent
Téléphone : 01-703-4175.

CHINE + URSS + BERLIN

16 jours à Pékin dont 3 en
Tibet. 12.900 F et comp.
Tél. : 45-24-88-85 h.b.
39-75-09-19 soir et w.e.

JURA

SKI DE FOND et PISTE
L'Alpe d'Auzou
Tél. : (16) 81-49-00-72.

SKI DE FOND

3 h de Paris par TGV encore
quelques places pour JANVIER
dans ferme du XVII^e siècle, ch.
suis. et petit maison, table
d'hôte 12 pers. Px par pers.
soirée depuis 1.850 F et se-
lon période. Pers. complète +
vin + menu. de ski + accom-
pagnement.
Tél. : (16) 81-38-12-51
LE CRET L'AGNEAU
25650 MONTBENOIT.

Cours

Instituteur spécialisée
entraîne difficultés scolaires
donne cours particuliers
Paris, proche banlieue Est
M^e DISSOURAY
Téléphone : 45-73-21-81.

Cuisine

KITCHENETTE LILLIPUT
de 0,60 m à 1,60 m en 1 m
3.000 F SANITOL. 21, rue de
l'Abbé-Grégoire Paris-6.
Téléphone : 42-24-44-44.

Instruments

de musique

PIANOS D'OCCASIONS
1/4 QUELQUE STERNWAY
1/2 QUELQUE STERNWAY
une harpe forte Napoléon III
PIANOS LAROSSE
10, R. VIVIERE, 42-80-08-38.

Fourrures

Affaire ! Vds superbe manteau
T 40 Koh-Hoor grd col noir
conviendrait très belle femme
valeur 48.000 F vendu 25.000 F
Tél. 18 h. 45-67-22-90.

LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES

Lundi 20 daté Mardi 21 Janvier

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

offres de situation
du journal

Le Monde

مکان العمل

économie

REPÈRES

Dollar : soutenu à 7,56 F

Sur des marchés des changes plus calmes, le dollar était soutenu à la veille du week-end, s'établissant à 7,5645 F environ, contre 7,53 F et à plus de 2,46 DM, contre 2,4560 DM. En Europe, le deutschemark s'est montré ferme, atteignant 3,07 F sur la place de Paris. Sur le marché de l'or, le cours de l'once, en vive hausse jeudi 16 janvier, semblait se stabiliser un peu au-dessous de 380 dollars.

Épargne : retraits supérieurs aux dépôts, en 1985, sur les livrets A

En dépit d'une très nette amélioration de la collecte en décembre, les retraits ont été supérieurs aux dépôts sur les livrets A des Caisses d'épargne (Ecureuil et PTT) en 1985, a indiqué M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, qui centralise les fonds de ces réseaux. Malgré ce déficit de collecte, qui n'a pas été chiffré, la masse totale des dépôts sur les 45 millions de livrets A a, toutefois, augmenté de 4 % en 1985, pour atteindre 680 milliards de francs au 31 décembre 1985, grâce à la capitalisation des intérêts non prélevés. En revanche, a déclaré M. Lion, qui s'exprimait à l'occasion de l'ouverture du dix-sept millionième livret A de la poste, la collecte a été « positive » pour tous les autres produits d'épargne des deux réseaux (LEP, CODEVI, épargne-logement, SICAV et Fonds commun de placement).

Production industrielle : + 0,7 % en novembre aux Etats-Unis

La production industrielle américaine, après avoir baissé de 0,6 % en octobre, a terminé l'année 1985 sur une reprise encourageante : 0,6 % en novembre (chiffre révisé en hausse par rapport à 0,4 % initialement annoncé par la Réserve fédérale) et 0,7 % en décembre. Le porte-parole de la Maison Blanche s'est félicité de ces statistiques, qui correspondent à une progression, en rythme annuel, de 6,7 % de la production industrielle durant les deux derniers mois de 1985. Pour sa part, le chef des conseillers économiques de M. Reagan y voit la promesse d'une croissance de 4 % en 1986. Sans aller jusque-là, les analystes américains sont tentés de lire dans les résultats, de novembre et de décembre, un signe sérieux de la fin de la période de faible expansion aux Etats-Unis.

Textile : la production française s'est maintenue

La production textile s'est globalement maintenue, en 1985, au niveau de 1984 (104 milliards de francs de chiffre d'affaires), malgré d'assez grandes disparités entre les différentes branches, a indiqué, le jeudi 16 janvier, M. René Bob, président de l'Union des industries textiles (UIT). Pourtant, les exportations ont connu une progression record de 10 % en valeur par rapport à 1984 (stagnation en volume), atteignant 34,5 milliards de francs. Les meilleures performances ont été réalisées sur l'Italie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Mais les importations ont augmenté encore plus rapidement, de 12 % en valeur (5 % en volume), s'élevant désormais à 44,5 milliards, surtout en provenance du Portugal, de la Chine, de la Corée du Sud, de la Turquie et de Malaisie. Les effectifs des deux mille cinq cents entreprises du secteur se sont réduits d'environ 5 % l'année dernière, tombant à deux cent cinquante mille personnes.

SOCIAL

Le nombre de chômeurs a diminué de 85 000 entre janvier et décembre 1985

Importante, la baisse de chômage enregistrée en décembre (le Monde du 17 janvier) permet de terminer l'année 1985 sur une note d'optimisme. Il est vraisemblable que cette tendance se poursuivra.

S'il en est ainsi, il sera alors possible d'assister à un renversement, le premier depuis 1974. La diminution de 3,5 % en données brutes comme en données corrigées des variations saisonnières du nombre de chômeurs (85 000 de moins environ) entre le début de l'année et sa fin semble annoncer une telle évolution.

La situation de l'emploi et la structure du chômage n'ont-elles pas été considérablement modifiées ? A la montée du chômage paraît maintenant répondre un développement impressionnant de la précarité de l'emploi. L'ajustement des effectifs, longtemps atténué par le « traitement social » du chômage, se réalise plus rapidement. Un volume d'embauches se constitue, qui vient compenser les pertes de postes de travail.

Les amoniteurs se sont réduits, note un expert, qui reconnaît que, si cela permet de profiter du moindre frémissement de la situation économique, cela peut également jouer en sens contraire avec la même rapidité. L'ensemble des mesures sociales, remarque encore cet observateur proche du gouvernement, ont entraîné une adaptation du marché du travail et ne génèrent pas son évolution naturelle. Tout est en place pour un assainissement économique.

Des risques, cependant, demeurent, comme celui du renforcement du partage en deux du marché de l'emploi : le dualisme - entre ceux qui bénéficient d'une situation stable et ceux qui sont condamnés aux allers et retours incessants du travail au chômage. Certains affirment

qu'il faudrait aménager ce dualisme plutôt que de continuer à le nier. D'autres estiment que des réponses ont été trouvées, notamment grâce aux TUC (189 000 en décembre) et que de nouvelles zones d'emploi, certes imprécises, se dégagent.

Ce sont, par exemple, les créations d'entreprises par les demandeurs d'emploi - 70 048 chômeurs ont bénéficié de l'aide présumée, soit deux fois plus qu'en 1983 - ou les associations, qui, dans bien des cas (à 80 %, affirme Service-Association), ont fini par embaucher les jeunes tucistes. Des activités ont pris corps qui correspondent à des besoins sociaux presque solvables. En outre, suite à la décentralisation, les collectivités locales et territoriales ont dû recruter pour faire face à leurs nouvelles obligations.

Ainsi, tandis que le flux d'entrée dans le chômage se stabilise sur un an, (330 000 nouvelles inscriptions en décembre, en données corrigées, soit 2,1 % de plus en un mois), les sorties des listes de l'ANPE continuent à augmenter massivement. Avec 453 100 demandes placées ou annulées en données corrigées (+11,5 % en un mois, +33,8 % en un an), des sommes sont atteintes qui correspondent fort heureusement à des reprises d'emploi réalisées par l'ANPE (+15,7 % en un an) ou obtenues par les chômeurs eux-mêmes (+16 % en un an). Le même phénomène doit jouer parmi les 183 030 radiations pour « absence de contrôle ou non réponse à convocation » (+27,7 % en un mois, +50,9 % en un an), même si le déconcompte, qui se traduit par un arrêt de la recherche d'emploi, se développe, lui aussi, dangereusement (+181 % en un an). Toutes les formules de stage fonctionnent avec succès et expliquent, pour

beaucoup, le fort recul du chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans (-13,8 % pour les hommes, -13,1 % pour les femmes en un an).

« Camouflage »

Parallèlement on découvre les lignes de la reconstitution d'un marché de l'emploi. Les licenciements économiques n'interviennent que pour 15,3 % dans le nombre des nouvelles inscriptions au chômage et les fins de contrats à durée déterminée et d'intérim en représentent, eux, 46,3 %. Le volume de journées indemnisées au titre du chômage partiel, un bon révélateur de la situation économique, tend à

diminuer (+17,1 % en un mois, -19,6 % en un an) avec 853 000 journées.

On a souvent dit que nous laissons des bombes à retardement, mais c'est le contraire qui risque de se produire, fait remarquer un conseiller ministériel. C'est un point de vue que ne partage pas M. Lionel Stoléru qui, avec son indicateur mensuel ARIES, fixe à 3 040 000 le « nombre réel » de chômeurs, en augmentation de 4 400 par rapport au mois précédent. La forte baisse de l'indice officiel est du camouflage de fin d'année, à grand renfort de radiations et de TUC, affirme l'ancien secrétaire d'Etat.

ALAIN LEBEAUME.

L'envolée inquiétante des « eurosalaire »

La modernisation du marché monétaire et celui des capitaux en France a pour effet d'entraîner une plus grande mobilité du personnel qualifié dans ces secteurs et, par voie de conséquence, une hausse notable des salaires. C'est ainsi qu'un chef de trésorerie capable, entre autres, de maîtriser les instruments financiers nouvellement introduits en France, c'est-à-dire ceux inventés depuis belle lurette par l'aurore du marché, a vu son salaire augmenter de 15 % en un an. Le même phénomène doit jouer parmi les 183 030 radiations pour « absence de contrôle ou non réponse à convocation » (+27,7 % en un mois, +50,9 % en un an), même si le déconcompte, qui se traduit par un arrêt de la recherche d'emploi, se développe, lui aussi, dangereusement (+181 % en un an). Toutes les formules de stage fonctionnent avec succès et expliquent, pour

geants d'envergure internationale des grandes maisons installées à Londres, ne peuvent plus dorénavant se recruter à moins de 1,5 million de dollars par an. Aux échelons inférieurs, la chasse aux compétences a également renchéri tous les autres postes. Si les banques anglaises sont encore enclines à payer moins que leurs concurrents américains, il n'en demeure pas moins qu'un chef arbitrageur (head of trading) de toute première classe « vu », dans la City, 575 000 dollars par an. En France, les meilleurs gagnent annuellement 80 000 dollars. Les meilleurs responsables du marché primaire, c'est-à-dire de l'agencement et du lancement des émissions nouvelles, se font à Londres quelque 500 000 dollars chaque année, tandis qu'à Paris leurs homologues plafonnent à 120 000 dollars.

Le marché des swaps, qui, en 1985, a été l'un des principaux ingrédients à l'origine de l'explosion du marché euro-obligataire, a lui aussi engendré une race d'experts aussi sophistiqués que recherchés. Les banques d'affaires britanniques acceptent de payer annuellement l'équivalent de 110 000 dollars la personne dirigeant leurs équipes de swaps. La même situation est, en moyenne, rémunérée 400 000 dollars dans les banques d'investissements américaines opérant dans la City, et peut même atteindre 575 000 dollars dans les meilleurs cas.

La position des simples arbitragistes (traders) diffère aussi selon le côté de la Manche où elle s'exerce. A Paris, le salaire annuel d'un trader oscille entre 180 000 et 300 000 francs (environ 25 000 à 40 000 dollars). A Londres, il est de l'ordre de 40 000 à 45 000 dollars dans une banque d'affaires britannique, mais il peut aisément atteindre 140 000 dollars dans une banque américaine d'investissement, le plafond se situant aux alentours de 250 000 dollars par an.

Alors que dans la City les banques internationales continuent de s'arracher entre elles à prix d'or non plus seulement des individus mais des équipes entières, l'envolée des salaires commence à inquiéter sérieusement la Banque d'Angleterre. Cette petite guerre peut, en effet, avoir des conséquences néfastes sur les résultats des établissements concernés. Au moment même où la concurrence acharnée que se font les eurobanques pour obtenir des mandats entraîne une diminution spectaculaire des conditions pour le plus grand bénéfice des emprunteurs, mais aux dépens des comptes d'exploitation des banques qui voient leur commission se réduire comme peau de chagrin, le renchérissement excessif des salaires peut porter le coup fatal à nombre de maisons.

Si beaucoup estiment encore qu'il importe peu de verser 250 000 dollars par an à un jeune arbitragiste d'une vingtaine d'années aussi longtemps que celui-ci peut rapporter à sa banque 2 millions de dollars par an, les plus avisés commencent à adopter une approche plus prudente. Certains préfèrent maintenant limiter leurs ambitions salariales pour, en échange, bénéficier de la sécurité d'établissements dont la solidité les mettra à l'abri de licenciements inévitables. La période des vaches maigres ne manquera pas, un jour ou l'autre, d'arriver. Elle provoquera des révisions déshabillées dans nombre de petites et moyennes banques.

CHRISTOPHER HUGHES.

ÉTRANGER

EN ITALIE

Le gouvernement prend des mesures sévères pour défendre la lire

De notre correspondant

Rome. — La lire se porte bien, vient de déclarer le premier ministre italien, M. Bettino Craxi. Depuis la fin novembre, la confiance en la monnaie nationale ne régnait plus tout à fait, et depuis quelques jours la suspicion avait pris une forme précise, à savoir une forte dévaluation de réserves en devises - d'un montant évalué à quelque 5 milliards de dollars.

Un communiqué du Trésor, diffusé le 16 janvier, admet l'existence, à une certaine échelle, de « comportements de précaution, voire de spéculation » chez les opérateurs. Le même texte met toute l'affaire sur le compte de la baisse du dollar, rejetant toute autre raison objective.

Un certain nombre de mesures ont en tout cas immédiatement été prises pour défendre la lire : augmentation des taux d'intérêt sur les titres d'achat d'Etat à court terme (1 point de plus à 13,50 % en moyenne) ; rétablissement de l'obligation de financer en devises 75 % des crédits à l'exportation (supprimée en octobre 1985) ; limitation à 8 % du rythme annuel de l'augmentation des crédits bancaires, qui atteignait 40 % à la fin de 1985, au lieu des 10 % autorisés.

Le ministre du Trésor, M. Giovanni Goria, a assuré, comme il en avait le devoir, que les raisons d'une modification des parités de la monnaie italienne n'existent pas. Les indicateurs de 1985, qui comptent en ce domaine, sont en amélioration : diminution de l'inflation et léger mieux de la balance des paiements. Toutefois, en matière d'inflation, notamment l'Italie a fait en 1985, avec 8,6 %, nettement moins bien que ses grands voisins européens.

« Manqué »

M. Goria avait d'ailleurs admis, le 3 décembre, que l'objectif d'une réduction de l'inflation susceptible de mettre enfin la lire hors d'eau avait été « manqué » (le gouvernement souhaitait 7 %). Dans ses commentaires du bilan de 1985, la presse a ici tout simplement parlé d'une « année perdue » sur ce front capital.

Au patronat italien, on a calmement commencé à évoquer ouvertement l'hypothèse d'une nouvelle dévaluation de la lire vers le printemps par exemple. Le souci des industriels serait, évidemment, de rendre à l'industrie nationale une compétitivité, qu'avait, certes, soulevée, le 19 juillet dernier, la dévaluation (de 8 % en moyenne) de la monnaie nationale, mais que

l'insuffisance, voire l'inexistence de mesures d'accompagnement, la mise au point d'un différentiel d'inflation avec les plus grands partenaires commerciaux européens et la poursuite de la baisse du dollar avaient déjà fortement érodé au second semestre de 1985.

Les mesures décidées le 16 janvier par le Trésor sont présentées comme strictement conjoncturelles et nullement de nature à pénaliser l'investissement, partant la croissance de l'économie. A la veille du week-end, les cours de la lire n'avaient pas réagi à ces mesures : il est vrai que la devise italienne, après son accès de faiblesse de la fin de l'année dernière, demeure stable, mais au-dessous de son cours pivot au sein du système monétaire européen.

J.-P. C.

SELON L'OCDE

La lutte contre le déficit budgétaire américain reste une priorité absolue

Après avoir basculé de leur récession la plus grave depuis les années 30, en 1981-1982, à un redressement tout aussi spectaculaire, en 1983-1984, les Etats-Unis sont entrés dans une période de croissance ralentie et très vulnérable. Dans leur rapport annuel sur l'économie américaine, les experts de l'OCDE ne cachent pas leurs préoccupations face à l'aggravation des déséquilibres tant intérieurs qu'extérieurs.

Déficit budgétaire, gonflement de la dette publique, détérioration de la balance des comptes courants, autant de facteurs défavorables qui pourraient prendre une « ampleur intolérable » et aboutir à une récession ou à une relance de l'inflation,

voire aux deux phénomènes à la fois. Sans accabler les responsables américains, les auteurs du rapport soulignent la responsabilité particulière de la première puissance économique mondiale pour lui demander de s'attaquer en priorité à la réduction du déficit fédéral par une action « décisive et crédible ».

Cette recommandation exige de prendre en compte les dérapages chroniques du coût de certains programmes et exclut toute solution de facilité dans la mise en place de la réforme fiscale. Cette dernière doit rester « au moins neutre » pour les recettes fédérales. Une voie difficile, mais jugée indispensable par l'OCDE, qui, contrairement à certains membres de l'administration Reagan, impute au déficit budgétaire une bonne part de la dégradation de la balance des comptes courants, dont le solde négatif pourrait passer de 130 milliards de dollars en 1985 à 150 milliards en 1986.

Outre le déficit extérieur, la liste des incertitudes pesant sur l'avenir de l'économie américaine est longue ; ralentissement des investissements, fléchissement des revenus agricoles, baisse de compétitivité de nombreux secteurs travaillant à l'exportation, avec, en contrepartie, la montée des pressions protectionnistes, constituent des risques à ne pas sous-estimer : leurs effets cumulés pourraient « déclencher un mouvement déstabilisateur ».

Is ne doivent pas pour autant faire oublier les aspects positifs de la situation américaine. Les deux dernières années de la reprise, 1983 et 1984, ont permis aux Etats-Unis de conjurer une progression cumulée de 12 % du produit national brut réel avec une inflation annuelle inférieure à 4 %, un recul du chômage, dont le taux s'est établi autour de 7 %, avec la création de 8 millions d'emplois. Des succès qui s'annoncent moins spectaculaires au cours des dix-huit mois à venir, la croissance, en rythme annuel, étant appelée à ne pas dépasser 2,5 à 3 %. Mais, en comparaison, les tendances dans les pays européens, où la lutte contre les déficits budgétaires a dominé, apparaissent une sorte de négatif de cette photographie américaine.

FRANÇOIS SIMON.

LA RÉUNION DE LA COMMISSION MIXTE FRANCO-SOVIÉTIQUE

« Il nous faut des partenaires sûrs » déclare M. Aristov

De notre envoyé spécial

Moscou. — Un léger vent de renouveau a soufflé sur la commission mixte franco-soviétique. La présence de M. Aristov, ministre du commerce extérieur, contribuait déjà à donner un air de jeunesse à la délégation soviétique, que conduisait l'an dernier encore M. Patolichev, un homme de soixante-dix-huit ans peu enclin au dialogue constructif.

Le ton a changé, comme on a pu s'en rendre compte, le 16 janvier, à Moscou, lors de la première journée de la vingt-troisième session de la grande commission. Sans ambiguïté, M. Aristov a mis fin au contentieux qui paralysait chaque rencontre ces derniers temps, en affirmant que la question du financement ne se posait plus. Les Soviétiques, qui peuvent désormais obtenir des crédits en ECU - un premier contrat de 70 millions de francs a été signé récemment de cette façon, - ne cherchent plus à discuter les questions de taux d'intérêt.

Leur souci principal aujourd'hui est que la France leur livre des produits de haute technologie. Inutile de nous prouver ce que nous savons faire, a résumé M. Aristov. « Nous ne voulons pas acheter des équipements d'aujourd'hui et même de demain ».

Le ministre soviétique a cru devoir accompagner cette déclaration d'un avertissement lui aussi répété à plusieurs reprises : « Il nous faut, a-t-il lancé, des partenaires sûrs. Nous ne voulons pas rencontrer d'obstacles dans la réalisation de nos contrats. » Qui dit haute technologie dit en effet surveillance américaine - dans le cadre du COCOM - pour la livraison de biens à caractère stratégique. M. Aristov ne veut pas qu'un contrat puisse être remis en cause pour cette raison.

Les affaires en cours de négociation (le Monde du 16 janvier) ne posent pas ce type de problème, et la délégation française s'est montrée optimiste tant pour les opérations à court terme que pour celles à plus long terme. Toutefois, M^{me} Edith Cresson, ministre française du redéploiement industriel et du commerce extérieur, a rappelé à l'ordre ses partenaires sur la question du fret maritime. La France pourrait, a-t-elle laissé entendre, dénoncer l'accord de 1967 garantissant l'équilibre du transport entre les deux pays, puisque cet accord n'est pas respecté par l'Union soviétique. Celle-ci, en multipliant les obstacles, parvient à réaliser 90 % du trafic, et le ministre français aimerait vraiment que cesse cette « anomalie ».

TRANSPORTS

LES RÉSULTATS DE LA COMPAGNIE NATIONALE EN 1985

Air France dans un fauteuil

Air France toujours mieux... Après une année 1984 qui s'était terminée sur des résultats positifs de 650 millions de francs en 1984, la Compagnie nationale a amélioré son score l'an dernier : 1 100 millions de francs. Après impôts, participation, et prise en compte des charges et profits exceptionnels, le résultat net a, lui aussi, de quoi satisfaire MM. Marceau Long et Henri Savan respectivement président et directeur général d'Air France : 700 millions de francs, au lieu de 533 millions en 1984. Et ce, alors que la conjoncture aérienne internationale reste fragile, la majeure partie des compagnies groupées dans l'IATA en faisant l'amère expérience.

Concorde, dont on fêtera dans quelques jours le dixième anniversaire de l'exploitation commerciale, a encore été bénéficiaire : 80 millions de francs. Bénéficiaires aussi, toutes les filiales d'Air France, notamment Air Charter et Méri-dien. La filiale hôtelière de la Compagnie (51 établissements) vient d'ouvrir un hôtel à Vancouver et a repris la gestion de deux autres aux Seychelles.

Ce qui ne veut pas dire que tout aille pour le mieux. « Depuis avril dernier, a déclaré le jeudi 16 janvier, M. Long, les compagnies régulières américaines ont lancé une grande offensive vers l'Europe et notamment la France, en ouvrant des lignes ou en renforçant parfois de manière considérable leurs programmes de vols. Il en est résulté une surcapacité sur cette voie royale et une importante réduction de la part d'Air France dans l'offre totale des sièges sur les vols réguliers. C'est pourquoi la compagnie a engagé avec les autorités américaines des négociations pour obtenir deux nouveaux points d'entrée aux Etats-Unis : Miami et San Francisco... Mais UTA a entamé la même démarche.

Cependant, dans un télégramme adressé à M. Long, le secrétaire d'Etat aux transports, M. Charles Josselin, écrit : « Je rappelle la nécessité de conserver une souplesse

aussi bien en ce qui concerne les tarifs que les règles de concurrence, tout en soulignant les dangers d'une déréglementation sauvage, et je vous fais part de ma détermination à poursuivre les orientations développées par le gouvernement afin d'obtenir une évolution maîtrisée de la concurrence dans le transport aérien. »

Les dirigeants d'Air France, qui ont certaines raisons d'être déçus (desserte de l'Amérique du Sud, Antilles - où le trafic touristique n'a pas été au rendez-vous -, Mexico via Houston), mais aussi d'être satisfaits (desserte du Japon et de la Chine, consolidation du trafic de fret, en général) ont fait part de plusieurs nouveautés pour 1986 : six appareils seront livrés, ce qui portera la flotte à cent six avions fin 1986 ; de nouvelles escales seront ouvertes (Bologne, Cork, Gènes, Luxembourg, Miami, Nuremberg, Saint-Domingue, San Francisco) ; une ligne Paris-Tokyo sans escale sera inaugurée le 30 mars, et, à la même date, Air France ouvrira une ligne Lyon - New-York (via Paris) cinq fois par semaine.

Un détail qui a son importance : les sièges de la classe économique des moyen-courriers sont progressivement remplacés par des fauteuils d'une conception nouvelle, qui donnent plus d'espace et de confort. Mais patience... Il y a plus de six mille fauteuils à installer d'ici à la fin de 1986.

F. Gr.

● Bonne année 1985 pour Alitalia. — Le transporteur aérien Alitalia a battu en 1985 ses records de trafic, acheminant plus de 13 millions de personnes, soit une augmentation de 8 % par rapport à 1984 selon les premiers résultats rendus publics par la compagnie. Sur les vols internationaux, les taux de croissance ont été de 9,6 % en Europe, de 10 % sur l'Atlantique-Nord, de 14,1 % sur l'Extrême-Orient. Le trafic de fret a enregistré une augmentation d'environ 9 % sur les routes internationales. — (AFP.)

LE LIEN FIXE SUR LA MANCHE

Paris et Londres

ont sensiblement rapproché leurs points de vue

M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a rencontré une nouvelle fois, le jeudi 16 janvier à Paris, son collègue britannique, M. Ridley, pour tenter de trouver un compromis à propos du lien fixe à travers la Manche.

Peu d'informations ont filtré après cet entretien. On précise simplement dans l'entourage de M. Auroux que « les discussions ont été positives » et qu'un accord devrait pouvoir être obtenu entre les deux parties afin de permettre à M. Mitterrand et à M. Thatcher de faire part, le 20 janvier, à Lille, de leur choix.

Projets non modifiables

Pour sa part, M. Jacques Mayoux, président de la Société générale, ainsi que de la branche française du consortium Euroroute (l'un des quatre concurrents en lice), a indiqué, le 16 janvier, que son groupe « ne serait pas hostile à s'ouvrir » à d'autres partenaires — engagés dans des projets concurrents. M. Mayoux reprenait ainsi des déclarations faites la veille à Londres par son partenaire britannique dans Euroroute, Sir Nigel Brookes, président de Trafalgar House, qui suggère une coopération entre France Manche Channel Tun-

nel Groupe (qui se chargerait du tunnel pour les trains) et Euroroute (à qui reviendrait la partie routière : pont, tunnel, et construction de deux îles artificielles).

« Nous ne voulons pas confier à notre seul profit les travaux et l'exploitation », a précisé M. Mayoux, mais la conception de notre projet dans son essence n'est pas modifiable. Il n'est pas possible de mélanger tous les projets et d'en sortir un seul. Il s'est, par ailleurs, attaché à défendre le projet Euroroute, « dont les chances n'ont jamais été si grandes », étant, selon lui, techniquement au point (on sait faire des ponts de 500 mètres de portée), économiquement réaliste (la liaison routière est souhaitée par les deux gouvernements) et financièrement étayé. Son coût global est estimé à 52,7 milliards de francs de 1985 (dont 8 milliards correspondant à la prise en compte d'aléas techniques).

De son côté, M. Jean-Paul Parayre, président de France Manche, nous a déclaré : « Nous avons, en effet, été approchés par Sir Nigel et je l'ai rencontré le 13 janvier à Londres. Je suis sensible à ce geste, mais nous continuons de penser que notre schéma est le seul financable — 27 milliards de francs d'investissement — et qu'il n'est pas possible de mélanger plusieurs projets.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GRUPE CRÉDIT LYONNAIS

SILVAM - SILVAFRANCE - SILVARENTE - SILVINTER
SICAV 5 000 - OBLILION
Sociétés d'investissement à capital variable

Soucieux de favoriser l'accès des épargnants aux organismes de placement collectif, les Conseils d'Administration de ces 6 SICAV — en accord avec le CRÉDIT LYONNAIS, Etablissement fondateur — ont décidé de ramener de 4,75 % à 2,75 % la valeur du droit d'entrée demandé aux nouveaux souscripteurs.

La part du droit d'entrée qui reste acquise aux SICAV est fixée à 0,50 %.

Ces mesures seront appliquées pour les souscriptions reçues à partir du lundi 3 février 1986.

AFFAIRES

ENTREPRISES

Télécommunications : accord GTE-Siemens pour créer une filiale commune

Le groupe américain de télécommunications GTE et l'allemand Siemens, spécialisé dans l'électronique, ont signé, le 16 janvier, un protocole d'accord pour la création d'une filiale commune, chargée de mettre au point et de commercialiser des centraux téléphoniques d'entreprise et des systèmes de transmission aux Etats-Unis. Siemens apporte ses compétences techniques et obtient un accès au marché américain, grâce à l'implantation commerciale de GTE. GTE espère, pour sa part, renforcer sa position aux Etats-Unis. Il est aujourd'hui numéro trois dans ce secteur.

Désireux de remédier aux pertes persistantes dans le domaine très concurrentiel des communications téléphoniques interurbaines américaines, GTE a, par ailleurs, également annoncé sa décision de « s'associer » avec la filiale Sprint, avec United Communications. Les deux firmes américaines entendent former une nouvelle société, US Sprint Communications. GTE a prévu que, au total, cette restructuration devrait entraîner 1,3 milliard de dollars de pertes.

EDF : ventes records

EDF a réalisé un chiffre d'affaires record de 130,9 milliards de francs, soit 9,8 % de plus que l'année précédente, ce qui lui a notamment permis d'augmenter son excédent brut d'exploitation de 13,6 % et ses capacités d'autofinancement de 15,1 % (à 30,8 milliards), a annoncé la direction jeudi 16 janvier. Les ventes d'électricité en France ont dépassé l'an dernier le cap des 300 milliards de kilowatt-heures, en hausse de plus de 7 %, et si les exportations de courant ont stagné en volume, le chiffre d'affaires d'EDF à l'étranger a néanmoins doublé, passant de 5 à 10 milliards de francs. Cette année, l'établissement prévoit une forte augmentation de ses exportations, notamment vers la Grande-Bretagne interconnectée au réseau français par un câble traversant la Manche, mis en service le 16 janvier, et qui permettra de livrer au maximum 12 milliards de kilowatt-heures par an.

SMT-Goupil retenu pour l'informatisation de la poste

SMT-Goupil, l'une des principales sociétés françaises de micro-ordinateurs, vient d'être retenue, après Bull, pour l'informatisation des bureaux de poste. SMT-Goupil a reçu une commande de 60 millions de francs pour la livraison de 1 600 micro-ordinateurs « C64 » et des réseaux locaux « Goupil-net », qui assurent le dialogue

entre les machines à l'intérieur de chaque bureau de poste. Bull, qui a déjà remporté un premier contrat pour 880 micro-ordinateurs en juillet 1985, a reçu, en décembre, une lettre d'intention pour 500 machines supplémentaires livrables au premier semestre 1986. Le plan d'informatisation de la poste prévoit l'installation de 30 000 micro-ordinateurs dans 14 000 bureaux d'ici à 1989.

Compagnie générale maritime : un petit mieux

Le redressement financier de la Compagnie générale maritime se poursuit lentement. Le déficit, en 1985, aura atteint 250 millions de francs au lieu de 365 millions de francs en 1984. Après une bon premier semestre, la fin de l'année a été médiocre quant aux recettes commerciales. Selon M. Claude Abraham, président de la société, 1986 sera médiocre. Comme ses concurrents français et étrangers, la CGM sera amenée à vendre des navires (elle en arme actuellement quarante-sept) ou à en transférer sous des pavillons plus économiques. La Compagnie a souffert sur l'Afrique du Sud, l'Amérique du Sud, l'Australie et le Pacifique. En 1986, M. Abraham projette d'investir 100 millions de francs dans l'achat de conteneurs et escompte une dotation en capital de l'Etat d'au moins 300 millions de francs pour poursuivre son désendettement.

Nominations

● A la Compagnie générale d'électricité, plusieurs nominations viennent d'être annoncées : M. DE LAAGE DE MEUX, précédemment directeur général adjoint, devient directeur chargé des affaires internationales ; M. D'ARAGONNET, directeur des affaires internationales avec pour attribution les négociations financières internationales ; M. DE BUYER, directeur général adjoint, est chargé de l'ingénierie et de la production ; M. BILGER devient directeur général adjoint. Il garde la responsabilité des affaires économiques et financières, et supervise l'énergie, l'électromécanique et la construction navale ; M. PETIT est nommé directeur à la direction générale des télécommunications et des câbles ; M. CHA-VANCES, conseiller du président et ancien directeur général de CIT-Alcatel, quitte le groupe et n'est pas remplacé.

● Chez Pechiney, M. JEAN-SEBASTIEN LETOURNEUR, quarante-neuf ans, a été nommé président-directeur général de la société Pechiney aluminium-lithium, créée le 17 décembre dernier et filiale à 100 % de Cegedur Pechiney, Polytechnicien et diplômé de HEC-Paris, il est entré chez Pechiney en 1967, où il est depuis 1985 directeur du département Techniques avancées de la branche aluminium.

● A l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), M. CLAUDE THOMAS a été élu président au cours de l'assemblée générale, le 16 janvier. Ancien élève de l'ENA, inspecteur général du travail, M. Thomas, soixante-cinq ans, a été directeur des affaires sociales puis conseiller auprès du président de la région Rhône-Alpes. A l'AFPA, il remplace M. Donnadieu, démissionnaire depuis le 12 décembre, à la suite du départ du directeur général, M. Guy Métais.

● A la chambre de commerce de Lille, M. GÉRARD TIEBOT a été élu président. Il succède à M. Marcel Delcourt, qui a renoncé récemment à son poste de PDG du groupe des 3 Suisses et qui n'avait pas brigué le renouvellement de son mandat à la chambre de commerce. Agé de cinquante-deux ans, M. Gérard Tiebot est PDG des établissements Dufour de Villeneuve-d'Ascq (électricité, automatismes) qui comptent deux cent vingt salariés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 15,60 % - 1983

Les intérêts courus du 24 janvier 1985 au 23 janvier 1986 seront payables à partir du 24 janvier 1986 à raison de 702 F par titre de 5 000 F nominal contre détachement du coupon n° 3 après retenue à la source d'un avoir fiscal de 78 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 116,95 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 577,25 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 336 007 à 369 339 sortis au tirage au sort du 27 novembre 1985 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 4 au 24 janvier 1987 attaché.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 165 093 à 198 425 et 302 674 à 336 006 sont remboursables depuis le 24 janvier 1984 et 1985.

CNT - Obligations 9,90 % - 1979

Les intérêts courus du 28 janvier 1985 au 27 janvier 1986 seront payables à partir du 28 janvier 1986 à raison de 178,20 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 7 après retenue à la source d'un avoir fiscal de 19,80 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 29,68 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 146,54 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 40 548 à 60 206 sortis au tirage au sort du 28 novembre 1985 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 8 au 28 janvier 1987 attaché.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 301 765 à 318 041 et 467 469 à 485 356 sont remboursables depuis le 24 janvier 1984 et 1985.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, 75341 Paris Cedex 07, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels.

Il est rappelé : — d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ; — d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 8,50 % - 1971

Les intérêts courus du 17 janvier 1985 au 16 janvier 1986 seront payables à partir du 17 janvier 1986 à raison de 38,25 F par titre de 500 F nominal (coupon n° 14) après une retenue à la source d'un avoir fiscal de 4,25 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 6,37 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 31,46 F.

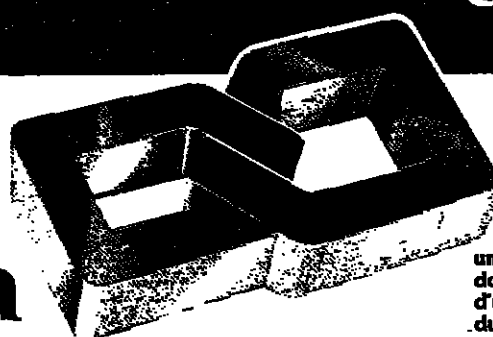
CNT - Obligations 8,30 % - 1973

Les intérêts courus du 19 janvier 1985 au 18 janvier 1986 seront payables à partir du 19 janvier 1986 à raison de 74,70 F par titre de 1 000 F nominal (coupon n° 13) après une retenue à la source d'un avoir fiscal de 8,30 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 12,44 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 61,43 F.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres inscrits en comptes « nominatifs plus » seront réglés aux titulaires directement par la Caisse nationale des télécommunications.

Certificats d'Investissement Privilegiés



La Compagnie Financière de CIC associe le public à son capital et à ses résultats.

Caractéristiques de l'émission : Prix d'offre minimum : F 185 par titre - Jouissance : 1^{er} janvier 1986 - Remunération annuelle : un dividende prioritaire d'un minimum de 9 F dont une partie fixe de 5 F par titre comprise d'une partie variable au moins égale à 40 % du bénéfice distribuable par titre.

Le Groupe CIC

| Comptes consolidés (en millions de FF) | 31.12.85 | 31.12.84 | 30.06.85 |
|--|----------|----------|----------|
| Total du bilan | 241 559 | 267 719 | 282 758 |
| Résultat net consolidé Part du Groupe | 95 | 279 | 252 |

CIC-UNION EUROPÉENNE INTERNATIONALE ET CIE
BANQUE BONNASSÉ FRÈRES
BANQUE RÉGIONALE DE L'AIN
BANQUE RÉGIONALE DE L'LOUEST
BANQUE SCALBERT DUPONT
BANQUE TRANSATLANTIQUE
BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE
CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE
CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS
CRÉDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE
CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'LOUEST
SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE
SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET VARIN BERNIER



COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
66 rue de la Victoire, 75009 Paris
Tél. : 42 80 80 80 Télex 290692

Groupe CIC

Une note d'information (visa COB n° 86-11 en date du 07.01.86) est tenue à la disposition du public, sans frais, au siège de la Compagnie BALO du 13 janvier 1986.



MARCHÉS FINANCIERS

ÉLECTRONIQUES

15.00 % - 1983
Le 23 janvier 1986 sera payé le dividende de 5 000 F nominal contre lequel sera donné droit à un vote.

16.95 % - 1983
Le 23 janvier 1986 sera payé le dividende de 5 000 F nominal contre lequel sera donné droit à un vote.

18.00 % - 1979
Le 23 janvier 1986 sera payé le dividende de 5 000 F nominal contre lequel sera donné droit à un vote.

18.50 % - 1971
Le 23 janvier 1986 sera payé le dividende de 5 000 F nominal contre lequel sera donné droit à un vote.

19.50 % - 1973
Le 23 janvier 1986 sera payé le dividende de 5 000 F nominal contre lequel sera donné droit à un vote.

20.50 % - 1975
Le 23 janvier 1986 sera payé le dividende de 5 000 F nominal contre lequel sera donné droit à un vote.

21.50 % - 1977
Le 23 janvier 1986 sera payé le dividende de 5 000 F nominal contre lequel sera donné droit à un vote.

22.50 % - 1979
Le 23 janvier 1986 sera payé le dividende de 5 000 F nominal contre lequel sera donné droit à un vote.

23.50 % - 1981
Le 23 janvier 1986 sera payé le dividende de 5 000 F nominal contre lequel sera donné droit à un vote.

24.50 % - 1983
Le 23 janvier 1986 sera payé le dividende de 5 000 F nominal contre lequel sera donné droit à un vote.

PARIS

17 janvier

Ventes bénéficiaires

Les séances se suivent, mais ne se ressemblent pas nécessairement. Après deux jours de hausse, la Bourse de Paris a, vendredi, rebroussé chemin. Sur les ventes bénéficiaires, les cours de nombreuses valeurs se sont alignés (Sanofi, SCRE, Nord-Est, Pernod, L'Oréal, Schneider, Printemps, Penamroya). Il y a eu toutefois plusieurs exceptions, comme Carrefour, CSF, La Redoute, Roussel-Uclaf, Peugeot, surtout. Ce sera pour une autre occasion. Bref, en raison de cette irrégularité, à la clôture, l'indice a reculé de 0,43 % en descendant de son niveau de la veille.

Un professionnel qui connaît les maux : « C'est une très bonne séance sur un plan technique. Il faut attendre la liquidation générale, qui aura lieu jeudi prochain 23 janvier. Elle est soupçonnée, avec un gain supérieur à 10 %.

La devise-titre a monté, pour s'échanger entre 7,70 F et 7,74 F (contre 7,67 F-7,72 F).

A Londres, l'or a un peu fléchi. Après être monté, la veille, à près de 375 dollars l'once, il est redescendu à 373,25 dollars (contre 363 dollars jeudi après-midi). Le Japon en a acheté dix millions de pièces destinées à commémorer le sixième anniversaire de l'accession au trône de son empereur.

A Paris, la hausse du dollar a joué, et le liquet a encore progressé : 83 500 F (+ 600 F). Le Japon a prêté pour la première fois depuis septembre 1984, accroché 625 F (+ 6 %), puis est revenu à 620 F (contre 587 F).

Les cotations de la Providence SA, Secours SA et Providence LARO restent donc suspendues jusqu'à nouvel avis.

Les actions de la société Droit Assurances seront introduites, le 21 janvier, sur le second marché au prix de 325 F.

UN TIERS DES CERTIFICATS CJC RÉSERVÉ AU GAN. - M. Georges

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 = 31 déc. 1983)

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets prévus du 17 janvier

COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) : 202,39 / 202,39

NEW-YORK

Nouvelle hausse

Pour la seconde journée consécutive, les cours ont monté, jeudi, à Wall Street. Le mouvement s'est même sensiblement accentué, mais, cette fois, grâce au regain d'intérêt des « Blue Chips » ont bénéficié. A la clôture, l'indice des industriels avait progressé de 14,33 points et s'inscrivait à 1 541,62. A l'inverse, les valeurs de second plan ont été moins recherchées que la veille, ainsi qu'un troisième le bilan général. Sur 1 981 valeurs traitées, 913 ont monté (plus de 1 000 mercredi), 632 ont baissé (contre 476) et 436 n'ont pas varié.

L'attention s'est principalement concentrée sur les actions des compagnies aériennes, sur celles aussi appartenant à l'industrie de l'informatique. Selon les spécialistes, l'encouragement est venu des perspectives de production industrielle en décembre (+ 0,7 %, contre 0,6 % en novembre). L'activité s'est accrue et 130,46 millions de titres ont changé de mains, contre 122,42 millions.

VALEURS
Cours du 16 jan. / Cours du 17 jan.

Alcoa 38 5/8 / 40
A.T.T. 23 1/2 / 23 1/8
Boeing 48 3/4 / 49
Du Pont de Nemours 64 3/8 / 64 3/4
Eastman Kodak 47 3/8 / 47 3/8
Ford 57 5/8 / 58 1/8
General Motors 89 5/8 / 90 3/4
Goodyear 30 1/2 / 30 1/2
IBM 161 1/8 / 161 1/8
ITT 31 1/4 / 31 1/4
Mallinco 43 3/8 / 43 3/8
Pitney Bowles 30 1/8 / 30 1/8
Rockwell 74 3/4 / 75 1/4
U.S. Steel 25 1/4 / 25 1/8
Westinghouse 42 3/4 / 43
Xerox 60 3/4 / 61 1/4

VALEURS
Cours du 16 jan. / Cours du 17 jan.

Alcoa 38 5/8 / 40
A.T.T. 23 1/2 / 23 1/8
Boeing 48 3/4 / 49
Du Pont de Nemours 64 3/8 / 64 3/4
Eastman Kodak 47 3/8 / 47 3/8
Ford 57 5/8 / 58 1/8
General Motors 89 5/8 / 90 3/4
Goodyear 30 1/2 / 30 1/2
IBM 161 1/8 / 161 1/8
ITT 31 1/4 / 31 1/4
Mallinco 43 3/8 / 43 3/8
Pitney Bowles 30 1/8 / 30 1/8
Rockwell 74 3/4 / 75 1/4
U.S. Steel 25 1/4 / 25 1/8
Westinghouse 42 3/4 / 43
Xerox 60 3/4 / 61 1/4

VALEURS
Cours du 16 jan. / Cours du 17 jan.

Alcoa 38 5/8 / 40
A.T.T. 23 1/2 / 23 1/8
Boeing 48 3/4 / 49
Du Pont de Nemours 64 3/8 / 64 3/4
Eastman Kodak 47 3/8 / 47 3/8
Ford 57 5/8 / 58 1/8
General Motors 89 5/8 / 90 3/4
Goodyear 30 1/2 / 30 1/2
IBM 161 1/8 / 161 1/8
ITT 31 1/4 / 31 1/4
Mallinco 43 3/8 / 43 3/8
Pitney Bowles 30 1/8 / 30 1/8
Rockwell 74 3/4 / 75 1/4
U.S. Steel 25 1/4 / 25 1/8
Westinghouse 42 3/4 / 43
Xerox 60 3/4 / 61 1/4

VALEURS
Cours du 16 jan. / Cours du 17 jan.

Alcoa 38 5/8 / 40
A.T.T. 23 1/2 / 23 1/8
Boeing 48 3/4 / 49
Du Pont de Nemours 64 3/8 / 64 3/4
Eastman Kodak 47 3/8 / 47 3/8
Ford 57 5/8 / 58 1/8
General Motors 89 5/8 / 90 3/4
Goodyear 30 1/2 / 30 1/2
IBM 161 1/8 / 161 1/8
ITT 31 1/4 / 31 1/4
Mallinco 43 3/8 / 43 3/8
Pitney Bowles 30 1/8 / 30 1/8
Rockwell 74 3/4 / 75 1/4
U.S. Steel 25 1/4 / 25 1/8
Westinghouse 42 3/4 / 43
Xerox 60 3/4 / 61 1/4

VALEURS
Cours du 16 jan. / Cours du 17 jan.

Alcoa 38 5/8 / 40
A.T.T. 23 1/2 / 23 1/8
Boeing 48 3/4 / 49
Du Pont de Nemours 64 3/8 / 64 3/4
Eastman Kodak 47 3/8 / 47 3/8
Ford 57 5/8 / 58 1/8
General Motors 89 5/8 / 90 3/4
Goodyear 30 1/2 / 30 1/2
IBM 161 1/8 / 161 1/8
ITT 31 1/4 / 31 1/4
Mallinco 43 3/8 / 43 3/8
Pitney Bowles 30 1/8 / 30 1/8
Rockwell 74 3/4 / 75 1/4
U.S. Steel 25 1/4 / 25 1/8
Westinghouse 42 3/4 / 43
Xerox 60 3/4 / 61 1/4

VALEURS
Cours du 16 jan. / Cours du 17 jan.

Alcoa 38 5/8 / 40
A.T.T. 23 1/2 / 23 1/8
Boeing 48 3/4 / 49
Du Pont de Nemours 64 3/8 / 64 3/4
Eastman Kodak 47 3/8 / 47 3/8
Ford 57 5/8 / 58 1/8
General Motors 89 5/8 / 90 3/4
Goodyear 30 1/2 / 30 1/2
IBM 161 1/8 / 161 1/8
ITT 31 1/4 / 31 1/4
Mallinco 43 3/8 / 43 3/8
Pitney Bowles 30 1/8 / 30 1/8
Rockwell 74 3/4 / 75 1/4
U.S. Steel 25 1/4 / 25 1/8
Westinghouse 42 3/4 / 43
Xerox 60 3/4 / 61 1/4

VALEURS
Cours du 16 jan. / Cours du 17 jan.

Alcoa 38 5/8 / 40
A.T.T. 23 1/2 / 23 1/8
Boeing 48 3/4 / 49
Du Pont de Nemours 64 3/8 / 64 3/4
Eastman Kodak 47 3/8 / 47 3/8
Ford 57 5/8 / 58 1/8
General Motors 89 5/8 / 90 3/4
Goodyear 30 1/2 / 30 1/2
IBM 161 1/8 / 161 1/8
ITT 31 1/4 / 31 1/4
Mallinco 43 3/8 / 43 3/8
Pitney Bowles 30 1/8 / 30 1/8
Rockwell 74 3/4 / 75 1/4
U.S. Steel 25 1/4 / 25 1/8
Westinghouse 42 3/4 / 43
Xerox 60 3/4 / 61 1/4

BOURSE DE PARIS Comptant 17 JANVIER

| VALEURS | % | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|----|--------|---------------|---------|-------|---------------|-----------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| 3 % | 50 | 375 50 | 380 50 | Alcatel | 447 | 455 | Hochepied | 220 | 220 | C.M.E. | 728 | 728 |
| 5 % | 50 | 1 105 | 1 105 | Alcatel | 447 | 455 | Hochepied | 220 | 220 | C.M.E. | 728 | 728 |
| 5 % | 50 | 1 105 | 1 105 | Alcatel | 447 | 455 | Hochepied | 220 | 220 | C.M.E. | 728 | 728 |
| 5 % | 50 | 1 105 | 1 105 | Alcatel | 447 | 455 | Hochepied | 220 | 220 | C.M.E. | 728 | 728 |
| 5 % | 50 | 1 105 | 1 105 | Alcatel | 447 | 455 | Hochepied | 220 | 220 | C.M.E. | 728 | 728 |

| VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |

| VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |

| VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |

| VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |

| VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |

| VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |

| VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |

| VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |

| VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |

| VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |

| VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |

| VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours |
|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |
| Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 | Alcatel | 447 | 455 |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------|------|--------------|------|------|------|--------|-----|--------------|-------|-------|-------|--------|-----|---------------|--------|--------|--------|--------|
| + 0,54 | 476 | Polysar S.A. | 380 | 389 | 389 | + 1,82 | 418 | Alcatel | 652 | 646 | 646 | - 0,06 | 23 | World Tech | 240,70 | 234,19 | 234,19 | - 2,71 |
| + 1,63 | 465 | Pollux | 502 | 507 | 507 | + 0,97 | 415 | Alcatel | 652 | 646 | 646 | - 0,06 | 23 | World Tech | 240,70 | 234,19 | 234,19 | - 2,71 |
| + 0,35 | 475 | Pollux | 502 | 505 | 505 | + 1,86 | 415 | Alcatel | 652 | 646 | 646 | - 0,06 | 23 | World Tech | 240,70 | 234,19 | 234,19 | - 2,71 |
| + 1,97 | 205 | Pompey | 248 | 258 | 257 | + 1,31 | 181 | Boisfrancois | 246 | 242 | 241 | - 0,13 | 980 | Patrimoine | 955 | 956 | 956 | - 0,01 |
| + 0,59 | 646 | P.M. Laidlaw | 611 | 617 | 619 | + 0,20 | 21 | Charner | 22,80 | 22,50 | 22,50 | - 0,30 | 174 | Philip Morris | 713 | 712 | 714 | + 0,14 |
| + 0,35 | 1770 | Prisma Cid. | 1816 | 1816 | 1812 | - 0,16 | 620 | Com. Month. | 996 | 994 | 994 | - 0,02 | 168 | Polipac | 174,50 | 175 | 175 | + 0,04 |
| + 2,70 | 1770 | Prisma Cid. | 1816 | 1820 | 1820 | + 0,22 | 620 | Com. Rep. | 996 | 994 | 994 | - 0,02 | 168 | Polipac | 174,50 | 175 | 175 | + 0,04 |
| - 0,28 | 380 | Prismag | 402 | 406 | 404 | - 0,30 | 48 | De Preter | 47,50 | 47,90 | 47,90 | + 0,38 | 122 | Praxair | 182 | 182 | 184 | + 0,52 |

Le Monde

Le Conseil constitutionnel rejette l'aggravation des pénalités prévues pour les cumuls emploi-retraite

Le Conseil constitutionnel, réuni le jeudi 16 janvier, a examiné trois lois dont des parlementaires de l'opposition contestaient la constitutionnalité. Hormis les points précis invalidés, les trois textes contrôlés peuvent être promulgués.

● **Règlement définitif du budget de 1983 : validation.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé en juillet 1985 la loi de règlement définitif du budget de 1983. Il avait alors estimé que le gouvernement avait considéré à tort que la procédure d'urgence s'appliquait à ce texte comme aux autres lois de finances. De nouveau soumise au Parlement, cette loi avait été encore une fois l'objet de critiques de la part de l'opposition, notamment en raison du prélèvement financier de 2 milliards de francs opérés sur le budget annexe des PTT au profit du budget général.

Pour le Conseil constitutionnel, le contrôle de la constitutionnalité d'une loi de règlement « ne se confond pas avec celui de la régularité des opérations d'exécution du budget ».

Dans sa décision, il précise qu'une telle loi « ne peut que retracer, à partir des comptes, les ordonnances de dépenses et les encaissements de recettes, quelle que soit la régularité de ces opérations et alors même que certaines d'entre elles aient été effectuées en violation des règles de la constitution ». Le contrôle de régularité pour des opérations à caractère administratif ou comptable ne relève pas, estime-t-il, de sa compétence.

● **Limitation des cumuls emploi-retraite : annulation partielle.** — Le Conseil constitutionnel a souligné un argument qui n'était pas invoqué dans les recours déposés par plus de soixante députés et par plus de soixante sénateurs RPR et UDF contre la loi limitant les cumuls entre pensions de retraite et revenus d'activité.

Les parlementaires avaient appuyé leur saisine sur le fait que le texte, selon eux, portait atteinte notamment à la liberté d'entreprendre et au droit du travail. Le Conseil ne leur a pas donné raison sur ces points, mais il s'est référé à l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

M. FRANÇOIS LÉOTARD invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 19 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député UDF du Var, maître de Fréjus, répondra aux questions d'André Passeron et Christine Fauvet-Mycia du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Balodé.

Le numéro du « Monde » daté 17 janvier 1986 a été tiré à 467 458 exemplaires.

SOLDES D'HIVER
le bazar à tissus,
le plus chic,
le plus grand,
le plus étonnant.
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

MAINTENANCE
SON RAYON
GRAND TAILLEUR
Couture « CREATION », 3 essayages
en Janvier, le costume 4500 F
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél: 43.29.44.10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

A B C D F G H

qui dispose : « Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés ».

Le Conseil constitutionnel considère que ce principe n'interdit pas au législateur « de mettre à la charge d'une ou plusieurs catégories socio-professionnelles déterminées une certaine aide à une ou plusieurs autres catégories socio-professionnelles ». En revanche, souligne-t-il, ce même principe s'oppose « à une rupture caractérisée du principe de l'égalité devant les charges publiques entre tous les citoyens » telle qu'elle est créée par la fixation du taux de la contribution de solidarité à 50 %.

Le texte prévoyait que les retraités conservant une activité professionnelle devaient, dès lors que leurs revenus d'activité excédaient un plafond de deux fois et demi le SMIC (plafond majoré de 25 % par personne à charge) et que leur retraite dépassait le SMIC (plus 25 % par personne à charge), payer une cotisation égale à la moitié de la différence entre ce plafond et le salaire. L'employeur se voyait imposer le paiement d'une contribution équivalente.

La décision du Conseil revient à maintenir et à généraliser le taux antérieur de 10 % (prévu par

l'ordonnance du 30 mars 1982) que le gouvernement souhaitait relever pour pénaliser plus fortement les gros cumulards.

● **Diverses dispositions d'ordre social : annulation partielle.** — Députés et sénateurs RPR et UDF n'avaient contesté (dans ce texte « fourre-tout » permettant au gouvernement de rassembler des points de détail qui ne justifient pas le dépôt de projet de loi particulier) que la seule disposition prévoyant l'intégration dans la carrière diplomatique des non-fonctionnaires ayant été nommés par le gouvernement plus de six mois chef de mission diplomatique. Seuls les députés socialistes (leurs collègues du Sénat s'étaient abstenus) avaient approuvé cette mesure.

Le Conseil constitutionnel considère que le principe d'une intégration en nombre limité de personnes exerçant des fonctions diplomatiques dans le corps des ministres plénipotentiaires est conforme à la Constitution. En revanche, il est hostile à ce que les intéressés soient intégrés « à un grade et un échelon correspondant au niveau indiciaire qu'ils ont atteint dans leur emploi d'ambassadeur ». L'effet d'une telle disposition serait, estime-t-il, de procurer « un avantage de carrière constituant un privilège » pour les intéressés.

A. Ch.

Le débat sur l'aménagement du temps de travail

La commission sénatoriale des affaires sociales a désigné, jeudi 16 janvier, M. Louis Boyer, sénateur RI du Loiret, à l'unanimité, comme rapporteur du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. Elle devrait examiner le rapport de M. Boyer ainsi que les amendements — peu nombreux — que ce dernier lui proposera, jeudi 23 janvier, et les quelques trois cents amendements déposés par le PCF, le lendemain. En tout état de cause, elle estime que la discussion en séance publique pourra commencer le 28 janvier.

L'hypothèse d'un accord

L'épisode sénatorial du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, qui pouvait n'être qu'un événement mineur, est peut-être en passe de devenir un moment décisif.

Après la CGC et la CFDT, voici que la CFCT, reçue le jeudi 16 janvier par la commission des affaires sociales, présidée par M. Jean-Pierre Fourcade, croit à son tour en l'éventualité d'un « texte amendé par la majorité du Sénat ». Mieux, son président, M. Jean Bonnaud, se déclare prêt à y souscrire. Pour ajouter à cette impression, M. Fourcade a de son côté indiqué que huit à dix amendements seraient proposés. Il a même assuré que le débat public pourrait être achevé pour la mi-février.

M. Charles Lederman, sénateur communiste, en a aussitôt conclu que l'on se « préparait à un accord » et en a agité la menace. Prudent, M. Yvon Choquet, qui avait, lui aussi, été entendu par la commission, s'est bien gardé de perturber ce jeu par une déclaration trop confiante, après avoir fait des ouvertures, la veille, lors d'un débat avec M. Edmond Maire.

Du coup, l'hypothèse d'un rapprochement devient plausible. L'autre hypothèse, défendue par Force ouvrière, au lendemain de l'entretien entre MM. Pober et Bergeron, étant que le texte amendé par le Sénat sera inacceptable pour le gouvernement. Quoi qu'il en soit, il se passe quelque chose, alors même que les élections législatives se rapprochent.

Au minimum, des gages sont pris pour l'avenir, ils donneraient des moyens aux partenaires sociaux pour régler leurs propres affaires, après les élections. Au maximum, l'entente politique se réaliserait sur un projet de compromis qui aurait l'assentiment d'organisations syndicales (CFCT, CFDT, CGC).

A mi-voix, FO pourrait s'y rallier puisque, le double parrainage de la majorité présidentielle et de l'opposition lui accorderait ce qu'elle cherche. Cela éviterait en outre à M. Bergeron d'avoir à négocier de nouveau sur la flexibilité et, donc, de prendre le risque de mécontenter une partie de son organisation. Dans ces conditions, même le risque politique selon les plus optimistes deviendrait négligeable face à une CGT et un PCF qui accablent tout le monde de « collusion ». Isolés sur ce thème, avec une opinion qui ne les suit pas sur le terrain du refus de l'aménagement du temps de travail, les communistes et les cégétistes ne pourraient tirer pleinement avantage de la situation. D'autant que, brusquement, le réalisme l'emporterait et le sentiment « cohabitationniste » avec lui, sur une question que tous estiment essentielle, voire d'intérêt supérieur.

Mais les choses ont encore le temps d'évoluer. En cas d'échec, on en reviendrait au combat facile entre les modernes, les archaïques, les « ringards » et les goguenards.

A. Le.

COUP DE FRINGUES SUR LES SOLDES JIGGER
15 Bd St MICHEL PARIS 30 rue de RIVOLI PARIS

A la préfecture de police de Paris

OBSEQUES DISCRETES POUR LE POLICIER JEAN VRINDTS TUÉ LORS D'UN HOLD-UP

Les obsèques du policier Jean Vrindts se sont déroulées sans fastes, ce vendredi 17 janvier, dans la cour de la préfecture de police. Enquêteur de la brigade de recherche et d'intervention (BRI), Jean Vrindts avait été tué lors du hold-up manqué d'une agence du Crédit lyonnais, rue du docteur Blanche (le Monde du 16 janvier). Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, le directeur de la police nationale, M. Pierre Vénabrugge, et le directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur, M. François Roussety, ont assisté à la cérémonie, dont on a pu noter la brièveté. Aucun discours n'a été prononcé.

Seul, le commissaire Claude Canché, patron de la BRI, a rendu hommage à son collègue « qui a sacrifié sa vie pour la défense de la sécurité publique, un sacrifice qui sert d'exemple à notre action ».

A titre posthume, Jean Vrindts a été décoré de la médaille d'or des actes de courage et de dévouement, de la médaille d'honneur de la police française et de la médaille de vermeil de la Ville de Paris.

La brièveté de la cérémonie, son caractère discret, avaient été décidés par le préfet de police, M. Guy Fougère. En effet, l'inspection générale des services a ouvert une enquête administrative après que des policiers eurent été mêlés à divers hold-up. Le nom de Jean Vrindts avait été évoqué à cette occasion, sans que, pour le moment, sa participation ait pu être démontrée.

● **Attentat à Abou Dhabi.** — Une charge de faible puissance a explosé, jeudi 16 janvier à Abou Dhabi, provoquant de légers dégâts matériels dans les locaux de la compagnie sud-yéménite Al-Yemda et de la Syrian Airlines, a indiqué le ministre de l'Intérieur des Emirats arabes unis dans un communiqué. — (AFP.)

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

VENDEMI 17 JANVIER
Jean-Claude Karsenty
président de la commission
interministérielle de lutte
contre la toxicomanie
sera face au « Monde »
avec FRÉDÉRIC GAUSSEN
et CHRISTIAN VILLAIN

DORIAN GUY
chemisier habilleur
56, avenue George-V
DISPARAIT LIQUIDATION TOTALE
Par autorisation préfectorale
selon la loi du 30.12.1906
Chemises 280F 150F
Costumes 2480F 1300F
Pantalons 330F 195F
Cravates
soie naturelle 170F 70F

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

En Grande-Bretagne

Le « show Westland » à l'Albert Hall

De notre correspondant

Londres. — Jusqu'au dernier moment, l'incroyable compétition pour le « sauvetage » de Westland sera demeurée inédite. Dans la City, après s'être disputés les actions de la société, on en était aux paris, et les bookmakers ont affiché les cotes : vendredi matin 17 janvier, celle du consortium européen était toujours en hausse, mais celle de Sikorsky, leur concurrent américain, était presque égale. Les habitués des champs de courses s'attendaient qu'il y ait photo-finish.

Conscients de l'importance de l'enjeu, des milliers de porteurs de parts (ils sont plus de dix mille au total) s'apprêtaient à venir pour une fois voter en personne. C'est la raison officielle pour laquelle leur assemblée extraordinaire a été reportée pour avoir lieu dans l'endroit le plus instancé, le Royal Albert Hall, prestigieuse et vaste salle de spectacle de près de cinq mille places, et où on a plus souvent l'habitude de venir assister à un grand concert, un gala en l'honneur de la reine, un match de boxe ou une rencontre de tennis.

Avec les proportions démesurées que prennent ses conséquences politiques, l'événement est devenu si important que la télévision devait réaliser une première mondiale en retransmettant en direct la réunion des actionnaires.

Le vote sur la proposition américaine devait intervenir en début d'après-midi. La veille, le mystérieux personnage qui a acquis près de 15 % des parts de la société les deux jours précédents s'était soudain révélé. Il s'agit de Lord Hanson, soixante-quatre ans, l'une des grandes figures du monde de la finance britannique. La Hanson Trust est la onzième compagnie du pays et veut en Bourse environ 3 milliards de livres. Ses intérêts s'étendent des deux côtes de l'Atlantique et recouvrent les secteurs les plus divers de l'industrie.

Lord Hanson a récemment défrayé la chronique en tentant de racheter pour 2 milliards de livres l'Imperial Group (les cigarettes John Players et les bières Courage). Il est également connu pour ses aventures féminines avec certaines vedettes de Hollywood, dont Audrey Hepburn. Il a été élevé à la pairie à vie par Her Majesty, ce qui fait dire qu'il devait bien au premier ministre de contre l'initiative de M. Heseltine et des partisans du consortium européen pour essayer de donner à Sikorsky la majorité nécessaire de 75 %.

Mais ceux qui s'opposent à la candidature américaine restent confiants en affirmant qu'ils avaient le contrôle des 25 % indispensables pour constituer une minorité de blocage et relancer ainsi toute l'affaire.

FRANCIS CORNUL

UN PLAN DE REDRESSEMENT POUR LES SOCIÉTÉS DE COURSES

Confrontés à un déficit de 200 millions de francs en 1985 et à la perspective de 400 millions de pertes pour 1986, les dirigeants des sociétés de courses et du PMU ont conclu, jeudi 16 janvier, un accord avec l'Etat sur un plan de redressement. Ce plan prévoit le blocage des salaires dans les institutions de courses en 1986, la suppression de mille emplois (principalement au PMU) et le maintien de la masse globale des encouragements, c'est-à-dire les prix distribués en courses, au-dessous du taux d'inflation prévu en 1986.

En contrepartie, l'Etat apporte une aide de 180 millions de francs par l'abandon partiel de ses prélèvements sur les enjeux. Des réformes sur les paris et une modification du règlement du pari derby, lancé en octobre 1985, pourraient intervenir prochainement.

LE VOTE « EUROPÉEN » DES CONSERVATEURS BRITANNIQUES A STRASBOURG

(De notre envoyé spécial)

Strasbourg. — Le Parlement européen s'est prononcé le jeudi 16 janvier, par 188 voix pour et 21 voix contre, en faveur d'une solution européenne dans l'affaire du constructeur d'hélicoptères Westland. La résolution invite les gouvernements membres « à tout mettre en œuvre pour assurer le maintien d'une industrie de l'hélicoptère indépendante et viable dans la Communauté ».

M. Prag, au nom des conservateurs, s'est associé pleinement au texte adopté. L'élite britannique a souligné la nécessité d'une indépendance accrue de la Grande-Bretagne et de la CEE à l'égard des Etats-Unis en observant : « Nous ne pouvons être dans ce secteur les sous-traitants des Américains ».

M. S.

CESSATION ACTIVITÉ 50% SUR TAPIS D'ORIENT
Dans l'impossibilité d'approvisionner ses stocks dans l'art et la tradition du vrai tapis d'Orient, Atighetchi vend en totalité sa merveilleuse collection rassemblée depuis plus de 40 ans. Sur tous ses tapis, en majorité de Perse et du Caucase, exposés sur 700 m² dans sa galerie, une remise de caisse de 50 % vous sera consentie cette semaine.

Atighetchi
4, rue de Penthievre
8^e. M^o Miromesnil
10 h à 19 h, même le samedi. 42.65.90.43

francesco smalto SOLDE
DE 30 A 50 %
HOMME
44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
HOMME ET FEMME
5, PLACE VICTOR-HUGO
275, RUE SAINT-HONORÉ
du mercredi 15 au samedi 18, de 9 h 30 à 19 heures

مکان العمل